

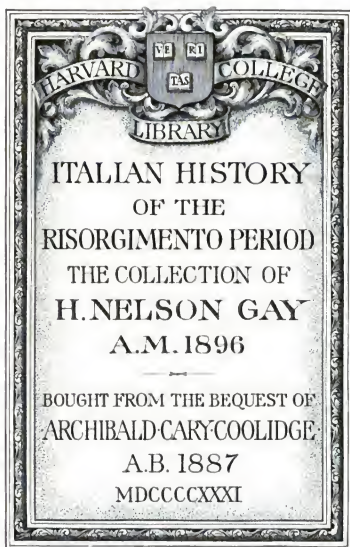
Ital
566
849.30

WIDENER



HN PNKY D

Ital 566.849.30





PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE ET HÔTEL MIGNON, 2.

19
364 - 41 -

L'ITALIE

PHASES

SOUS LESQUELLES A SOUFFERT SON INDEPENDANCE.

MOYENS DE SALUT.

PAR
M. LENCISA.

EXTRAIT DU SPECTATEUR MILITAIRE.

PARIS,

A LA DIRECTION DU SPECTATEUR MILITAIRE,

RUE DE L'UNIVERSITE, 23.

M. DUMAINE, Libraire, rue Dauphine, n° 36 ;

M. BOCCIA, libraire à Turin. — M. BRUF, libraire à Gènes.

1849.

Ital 566.849.30

HARVARD COLLEGE LIBRARY
H. NELSON GAY
RISORGIMENTO COLLECTION
COOLIDGE FUND
1931

2

L'ITALIE.

**Phases sous lesquelles a souffert son
indépendance. — Moyens de salut.**

CHAPITRE I.

L'Italie avant la Révolution de 1789.

Au xvi^e siècle il ne restait plus en Italie qu'une ombre d'indépendance. Tout était dominé par l'étranger. C'étaient l'Autriche, la France et l'Espagne qui se disputaient la possession de ce beau pays.

Les Allemands, les Français, les Espagnols, et avec eux les Suisses à la solde de ces trois puissances, faisaient de l'Italie le champ de leurs batailles; ils y exerçaient des ravages affreux sous le nom de conquérants, de maîtres ou de protecteurs.

Des princes étrangers régnaient en Sicile et à Naples. Ces pays avaient passé en peu de temps sous trois dominations diverses ; de la maison de Souabe à la maison d'Anjou, de la maison d'Anjou aux rois d'Aragon.

Les anciennes familles souveraines d'Italie s'éteignaient, et des célèbres républiques de cette contrée, il ne restait que Venise et Gênes.

Venise formait encore un État considérable par sa position et l'étendue de son territoire, mais elle marchait vers son déclin.

Gênes n'avait plus que le souvenir de ses triomphes d'autrefois dans le Levant. Cependant elle avait vu naître dans son sein le plus grand amiral de l'époque et le navigateur qui venait de donner à l'Europe un monde jusqu'alors inconnu. Mais le premier, Doria, combattait pour l'empereur d'Allemagne ou pour le roi de France ; et le second, Colomb, ne découvrait de vastes terres et d'immenses trésors que pour l'Espagne. Deux siècles auparavant, Colomb et Doria eussent fait de leur patrie la première puissance de l'univers.

Aux confins des États de Gênes, vers l'extrémité occidentale des Alpes, on voyait les ducs de Savoie s'agrandissant tous les jours. Ces princes avaient d'abord possédé la plus grande partie de leurs États dans le voisinage de la France et de la Suisse. Mais n'ayant rien à gagner de ce côté, trop faibles pour lutter contre la France, et dans la Suisse ne trouvant que des esprits préoccupés de réforme religieuse et de liberté politique, ils s'étaient attachés à étendre leur pouvoir en Italie. Là, ils avaient été assez habiles ou assez heureux

pour faire tourner à leur profit les incessantes querelles qu'y entretenaient la France et l'Autriche.

Cet état de choses avait peu changé au commencement du XVIII^e siècle, lorsque, par la suite de la paix d'Utrecht, les princes de la maison de Savoie reçurent avec l'île de Sardaigne le titre de rois. Vers le milieu de ce même siècle, les nouveaux rois de Sardaigne augmentaient encore leurs États d'une partie du territoire lombard; le Milanais passait sous le gouvernement autrichien; la branche espagnole des Bourbons s'établissait à Parme et à Naples; un prince de la maison d'Autriche devenait grand-duc de Toscane. Venise était plus près de sa décadence que jamais; et Gênes, après avoir donné, en 1746, l'exemple d'une énergie digne des plus beaux temps de la république, retombait dans un état de langueur dont elle ne devait plus se relever.

On le voit, sous l'influence ou sous la domination étrangère, l'Italie méridionale ou péninsulaire changeait de maîtres, mais les divisions territoriales restaient toujours à peu près les mêmes. Au contraire, l'Italie septentrionale ou continentale éprouvait des changements de division dus aux combinaisons politiques à chaque nouveau traité de paix. Les rois de Sardaigne y gagnaient toujours du terrain, et ils auraient probablement fini par avoir le Milanais, les duchés de Parme et de Plaisance, peut-être Gênes, et Venise elle-même, si la révolution n'était pas venue changer la face de l'Europe.

CHAPITRE II.

L'Italie pendant et après la Révolution jusqu'à la paix de 1815.

Les peuples d'Italie, après avoir sommeillé pendant des siècles, s'éveillèrent au bruit de la foudroyante révolution française, et bientôt on les vit à l'œuvre. La Lombardie s'érigea en république; puis elle voulut attirer dans sa sphère d'action la république de Gènes, qui, elle, voulait en faire autant de celle de Lucques. Le Piémont rêva de reculer ses frontières. Enfin, les divers États de l'Italie occidentale semblaient réciproquement saisis d'un esprit d'envahissement dont l'apparente singularité cachait au fond un sentiment d'unité nationale. Cependant aucun de ces États n'ayant alors ni la force matérielle ni l'influence morale nécessaires pour mettre à exécution ses desseins, on s'adressait de tous les côtés à la France et on intrigait à Paris.

Mais bientôt tous ces projets s'évanouirent. Napoléon vint, il s'empara du pouvoir, et les Italiens, ainsi que leurs oppresseurs, se trouvèrent tous également soumis à l'autorité d'un seul homme. Cette nouvelle position servit à rehausser le caractère des habitants de l'Italie. On les avait crus jusqu'alors exclusivement faits pour les arts agréables; mais dès qu'ils furent mêlés à la lutte européenne, on fut étonné de les voir dans les rangs du héros de la victoire en Espagne, en Allemagne, en Russie, se signaler par leur bravoure et par leurs vertus militaires.

Alors, ce qui restait de petites antipathies entre les populations italiennes disparut, et l'on ne songea plus

qu'à se donner la main et à s'unir. Du songe à la réalité, l'union politique n'avait donc plus qu'un pas à faire. Napoléon tout-puissant aurait pu le décider, mais il voulait d'abord faire servir l'Italie à ses vastes projets de domination et de conquête, et à son système continental qu'il regardait comme le moyen le plus sûr d'abaisser l'Angleterre. Il détachait ainsi du nouvel État qu'il avait voulu fonder en Italie, les provinces mêmes qui étaient les plus essentielles à la constitution solide et durable d'un corps politique homogène digne du nom de royaume. Cependant les peuples qu'il séparait étaient déjà inspirés par la pensée que leur union pouvait seule assurer l'indépendance, la liberté et le bonheur de leur commune patrie. Cette pensée ne devait plus périr.

CHAPITRE III.

Vues des puissances alliées sur l'Italie. — Décisions des congrès de Vienne. — Traités de 1815.

Un des plus célèbres ministres de l'Angleterre avait préparé, en 1805, une nouvelle coalition contre la France, et développé ses vues sur le rétablissement de l'équilibre des pouvoirs en Europe, dans un plan qui, sous plusieurs rapports, a formé la base des traités de 1815.

D'après ce plan, tous les États d'Italie qui jouissaient d'une existence séparée avant la révolution française, étaient divisés en deux classes; ceux que l'on pouvait rétablir et ceux qu'il fallait supprimer par des considérations de haute politique.

La dernière conduite de Gènes, disait-il, et de quel-

ques autres États d'Italie , ne leur donnait aucun droit à réclamer la justice et la générosité des alliés , il fallait établir une barrière contre les projets d'agrandissements futurs de la France, et du côté des Alpes la force devait être concentrée entre les mains de la principale puissance d'Italie.

Pitt voulait replacer l'Autriche dans une situation qui pût lui fournir les moyens de porter, en cas d'attaque, un secours immédiat et prompt à ses possessions lombardes. Il voulait distribuer les provinces formant alors la république italienne à d'autres souverains ; donner une augmentation de puissance et de richesse au roi de Sardaigne, rendre le duché de Toscane au grand-duc et mettre les États de ces deux souverains en contact immédiat et en état de communiquer facilement avec les possessions de l'Autriche.

En examinant ce plan , on voit que l'Autriche aurait seulement pris sur Venise ce qu'il lui fallait pour s'assurer les moyens de secourir promptement ses provinces lombardes. On avait peut-être l'intention de faire d'une partie des États vénitiens une nouvelle principauté. Le grand-duc de Toscane aurait eu probablement Lucques et une partie des États de Modène, et au royaume de Sardaigne, la puissance qu'évidemment Pitt avait désignée sous le nom de principale puissance d'Italie, eussent été réunies, Gènes, Parme et Plaisance.

Neuf ans après, le triomphe des alliés ramenait sur le tapis les projets du ministre anglais. Cependant les événements qui venaient de se passer semblaient exiger des modifications de vues en faveur des peuples que Pitt avait condamnés. Mais le cabinet britannique avait

changé de chef, et c'était encore au plus grand préjudice de ces peuples, car les puissances du Nord n'auraient jamais trouvé dans Pitt un ministre aussi favorable à leurs desseins que son successeur le faible lord Castlereagh.

Selon les principes proclamés en 1813 par les souverains alliés, tous les anciens États auraient dû se relever tels qu'ils existaient avant la révolution. Ce principe, admis d'abord en thèse générale, fut bientôt après, vers 1815, remplacé par une nouvelle doctrine. *On voulait moins s'attacher à rétablir des droits particuliers insoutenables par eux-mêmes qu'à créer de nouveaux intérêts ayant plus d'unité, plus de solidité et de stabilité. Il fallait avant tout assurer la conservation de l'ordre général.* C'est qu'en 1815, comme en 1805, les puissances du Nord ne voyaient de danger que du côté de la France, et par conséquent de garantie que *dans un système général de défense contre les envahissements de cette nation.* Mais on poussait ce système plus loin, et l'Italie s'en trouva plus mal divisée encore que ne l'aurait voulu Pitt lui-même.

Les ministres anglais allaient jusqu'à dire en plein parlement que l'on pouvait accorder sans inconvénient à l'Autriche beaucoup plus qu'elle ne demandait. Le cabinet de Vienne, de son côté, profitait habilement des bonnes dispositions de celui de Saint-James; voulant écarter tout soupçon de desseins ambitieux de sa part, il avait l'air de céder au gouvernement britannique l'honneur de diriger principalement les négociations relatives à l'Italie.

Enfin, tous s'accordèrent à livrer la Lombardie et les États vénitiens à l'Autriche, et à lui confier exclu-

sivement la direction politique de toute la Péninsule , c'est-à-dire à lui attribuer le rôle de *principale puissance d'Italie* , que Pitt comptait réserver au roi de Sardaigne.

Ce point gagné , l'Autriche consentit à ce que l'on disposât de quelques provinces dans la haute Italie , selon les convenances du moment. Elle abandonna même au pape , avec une apparente générosité , les droits qu'elle prétendait avoir sur les légations (1) , et ne se réserva qu'un droit de garnison dans la citadelle de Ferrare. Elle savait bien que la puissance temporelle de Rome n'en serait pas au fond plus grande qu'auparavant , et elle n'ignorait pas la répugnance des habitants de ces contrées pour la forme du gouvernement romain. On les a vus , en effet , avant le règne de Pie IX , préférer le bâton autrichien à la crosse pontificale.

Les décisions du congrès de Vienne ayant été entièrement conformes aux désirs de l'Autriche , il en est résulté pour cette puissance une position toute différente de celle qu'elle occupait en Italie avant la révolution.

Les possessions lombardes de l'Autriche se bornaient , avant la révolution , à une partie du Milanais ; elles ne contenaient pas la moitié de la population italienne des États sardes.

En 1815 , l'Autriche a réuni en Italie , sous sa domination directe , quatre à cinq millions d'âmes , pendant que les populations italiennes des États sardes ,

(1) L'empereur François II disait qu'il en avait fait le sacrifice pour l'amour de la paix. C'est ce que l'auteur de cet écrit a entendu de la bouche de ce monarque lorsqu'il vint à Gènes en 1825.

y compris les États de Gènes, arrive à peine à trois millions et demi d'habitants. Encore, indépendamment de l'occupation de la citadelle de Ferrare par les troupes autrichiennes, plus de deux millions d'Italiens sont-ils gouvernés par des princes de la famille impériale.

Ainsi, par les traités de 1815, la position a été renversée, et, toute proportion gardée, le roi de Sardaigne s'est trouvé avoir en Italie, vis-à-vis de l'Autriche, moins de puissance qu'avant 1789. En effet, non seulement la réunion de Gènes aux États sardes était loin de contrebalancer, au point de vue de la force matérielle, la réunion des États vénitiens aux possessions autrichiennes ; mais, telle qu'elle avait été décrétée, elle devenait une source de graves embarras pour la maison de Savoie au point de vue moral et politique.

Les monarques alliés ne voulaient plus de républiques ; or, celle de Gènes s'était relevée en 1814, à contre-temps ; aussi ne pouvait-on la condamner plus péremptoirement qu'en la livrant au pouvoir absolu du roi de Sardaigne. Ce prince, fort de l'appui des grands cabinets, pouvait soumettre d'abord les Gênois à un régime militaire absolu, mais il ne pouvait pas de même effacer d'un trait de plume, dans ses nouveaux sujets, l'empreinte caractéristique d'institutions séculaires diamétralement opposées à celles que l'on venait de faire revivre en Piémont. D'ailleurs, la position géographique même des deux pays, dont on voulait faire un seul État, exigeait évidemment l'adjonction des territoires voisins de Parme et de Plaisance. Mais on s'était bien gardé de relever ainsi l'influence du gouvernement sarde sur les affaires d'Italie ; chose

d'autant plus remarquable, que le roi de Sardaigne pouvait faire valoir d'anciens droits sur le duché de Plaisance, et qu'il n'avait jamais eu aucun droit sur les Etats de Gènes. En mettant ainsi brusquement en contact deux éléments politiques hétérogènes, on avait écarté, et c'était là ce qu'il fallait à l'Autriche, toute combinaison qui aurait pu amener une fusion d'intérêts.

L'acte du Congrès de Vienne, portant la réunion de Gènes au Piémont, est un de ceux qui peuvent faire apprécier au juste le mérite des décisions de cette assemblée sur l'Italie. Il importe d'en signaler les conséquences parce que cela nous aidera tout à l'heure à présenter, dans son véritable jour, la question de l'indépendance italienne.

CHAPITRE IV.

La réunion de Gènes au Piémont et ses conséquences.

Nous avons à jeter un coup d'œil sur la situation particulière de Gènes pendant l'intervalle qui sépare l'époque du rétablissement de cette république en 1814, de celle de sa réunion au Piémont au commencement de 1815. Nous en dirons seulement ce qu'il faudra pour éclaircir notre sujet.

En avril 1814, le pavillon anglais flottait sur les côtes de la Ligurie. Les Anglo-Siciliens, commandés par lord William Bentinck, étaient aux portes de Gènes; ils avaient inscrit sur leurs drapeaux: *Liberté, indépendance de l'Italie*, et le peuple les saluait du nom de libérateurs. Le général anglais, pénétré de ce spectacle, n'ayant pas d'ailleurs d'ordre précis à suivre,

rendit Gènes à son indépendance et y établit un gouvernement provisoire national composé de l'élite des citoyens Gênois.

Cependant, d'après les plans mêmes du cabinet anglais, la république génoise était condamnée et le sort en était définitivement arrêté par le deuxième article secret du traité de Paris; mais ces actes étaient encore enveloppés dans les ténèbres de la diplomatie. Le comte Bathurst avait écrit à lord William, *pourvu que ce soit manifestement avec l'entier concours des habitants, vous pourrez prendre possession de Gènes au nom et pour le compte de S. M. Sarde.* Le général anglais répondait, le 27 avril 1814, à lord Castlereagh : *Les Gênois craignent par dessus tout leur réunion au Piémont.* Contrarié par la conduite de ce général, le ministère anglais fut porté malgré lui à faire semblant de s'intéresser en faveur des Gênois, pour leur obtenir quelques privilèges.

Lord Castlereagh, dans sa dépêche du 17 décembre 1814 à sir John Dalrymple, annonçait aux Gênois la haute protection de l'Angleterre en ces termes : *Le vif intérêt que le Prince Régent prend et continuera à prendre au bien-être futur des peuples de Gènes, m'a imposé le devoir agréable de veiller à leurs intérêts.* Il affirmait dans une autre dépêche que, *par l'intervention du Prince Régent, les Gênois avaient été mis sous la protection d'une constitution.*

Lord Castlereagh savait mieux que tout autre que cela était faux. Jamais plus impudent mensonge n'était sorti de la bouche d'un premier ministre...!

Passons aux actes du congrès de Vienne et aux prétendus privilèges génois.

Le congrès de Vienne a disposé des États de Gènes sur lesquels il n'avait aucun droit; il en a décrété la réunion aux États sardes contrairement à la volonté manifeste du peuple génois et au mépris des droits les plus sacrés de la nature et des gens. Il y a mis cependant quelques conditions principalement indiquées aux articles 4, 5, 6 et 18 d'un acte spécial, sanctionné en 1814 par les Hautes Puissances.

Par l'article 4. *Le port franc de Gènes devait être rétabli avec les règlements qui existaient sous l'ancien gouvernement, toute facilité donnée pour le transit, et les marchandises sortant du port franc ne devaient être assujetties qu'à un droit modique d'usage.* Cet article n'a point reçu d'exécution. L'entrepôt établi à Gènes, sous le nom de port franc, a été l'objet d'une continuelle série de vexations, inévitables sous l'empire d'un tarif trop élevé. La liberté intérieure du port franc a été scandaleusement violée. Plusieurs importantes branches de commerce ont été détournées de leur direction accoutumée. Le transit a été soumis à un si grand nombre de formalités fiscales, qu'il n'y a pas encore longtemps, on abandonnait le transit par Gènes, sur le chemin le plus court et le plus facile, et on dirigeait de préférence de considérables quantités de marchandises par Livourne, sur la voie plus difficile et plus longue des États de Modène, à la destination de la Suisse.

Le 5^e article porte qu'il sera établi dans chaque arrondissement d'intendance (préfecture) un conseil provincial composé de trente membres choisis parmi les notables des différentes classes de personnes, sur la liste des trois cents les plus imposés. Ces conseils devaient se réunir

chaque année aux chefs-lieux d'intendance ; les fonctions en étaient réglées et les attributions circonscrites. Ils devaient être appelés , entre autres choses , à donner leur *vote approbatif* , toutes les fois qu'il aurait été question d'introduire des charges extraordinaires dans les États de Gènes. Mais ces conseils n'ont jamais existé que dans les archives de la diplomatie, et le seul article qui semblait donner aux Gênois une sorte de garantie a été impunément violé.

Le 6^e article parle vaguement d'un *maximum d'impôt qui ne pourra excéder la proportion actuellement établie pour les autres parties des États de S. M.* Les Gênois ne pouvaient ni connaître ni évaluer ce *maximum* à l'époque de la réunion , et les conseils provinciaux n'existant pas , ils n'avaient aucun moyen légal de constater la proportion de l'impôt indiquée dans cet article , ni de discuter, d'après cette base, les nouvelles charges qui ont été successivement introduites dans les provinces génoises.

Enfin , il est dit au 18^e article : *S. M. Sarde accueillera les plans et les propositions qui lui seraient présentés sur les moyens de rétablir la banque de St.-Georges.* Il n'a pas manqué d'administrateurs distingués (1) qui ont présenté des projets raisonnés , accompagnés de tous les détails nécessaires pour faire connaître la nature de cette ancienne banque et pour démontrer la possibilité de la rétablir, en y apportant des modifications conformes aux nouveaux besoins du commerce. Mais le gouvernement sarde n'a tenu aucun compte de ces projets.

(1) On dut mettre en première ligne M. le comte de Fornari.

La veille de la prise de possession de Gènes, le 31 décembre 1814, on a publié dans cette ville des royales patentes contenant les articles dont on vient de parler. Quelques jours après, ces patentes ont disparu et jamais il n'a plus été question de privilèges génois.

Cette conduite du gouvernement sarde devait avoir de graves conséquences de droit et de fait.

D'abord, le protocole du congrès de Vienne, du 9 juin 1814, porte à l'article 68 : *Les Génois jouiront de tous les droits et privilèges spécifiés dans l'acte intitulé : Conditions qui doivent servir de base à la réunion des États de Gènes à ceux de S. M. Sarde.* Le roi de Sardaigne a formellement accepté ces conditions, et le congrès a déclaré que *le consentement donné par S. M. Sarde devait être regardé comme la base d'après laquelle les puissances ont consenti à confier de suite à S. M. le gouvernement de Gènes.*

Or, en raisonnant même d'après les bases arbitrairement fixées par le congrès de Vienne, la réunion de Gènes aux États du roi de Sardaigne est nulle de plein droit, parce qu'elle a été subordonnée par les Hautes Puissances à des conditions que le cabinet de Turin a acceptées et n'a pas remplies.

Dans le fait, ou les conditions stipulées en faveur des Génois devaient s'étendre au Piémont et perdre ainsi la qualité de privilèges génois, ou bien elles ne pouvaient se réaliser qu'en séparant, au point de vue des institutions politiques et commerciales, les deux pays que l'on avait prétendu réunir. La cour de Sardaigne ne voulait ni une chose ni l'autre, elle voyait, surtout dans le privilège des conseils provinciaux, un danger pour la monarchie pure qu'elle s'obstinait à

maintenir intacte, et cette crainte devait l'emporter sur la foi donnée.

Les puissances, après avoir abusé de la force en foulant aux pieds les droits imprescriptibles du peuple génois, n'ont jamais fait la moindre démarche auprès du gouvernement sarde pour qu'il satisfît aux engagements sacrés qu'il avait contractés, et dont elles avaient répondu. Le cabinet de Londres lui-même a complètement oublié la promesse faite solennellement en 1814 par le Prince Régent *au nom de la nation anglaise de veiller constamment aux intérêts des Génois*. Abandonné de tout le monde, l'État républicain et commerçant de Gènes, réuni forcément à l'État monarchique absolu et non commerçant du Piémont, a dû se soumettre à une forme de gouvernement militaire dont il n'y avait plus d'exemple dans aucune contrée de l'Europe, la Russie exceptée ; et cette réunion, annoncée en 1815 avec tant d'hypocrisie, comme nécessaire au bonheur et au repos de l'Italie, a été pendant plus de trente ans une source d'inquiétude pour le trône, de divisions et de malheurs pour les peuples.

Maintenant si ces peuples sympathisent, ce n'est point, certes, comme des corps politiques devenus homogènes, mais comme des nationalités qui se sont comprises par les sentiments d'une confraternité bien plus sainte que l'attache vulgaire des actes de la diplomatie ; s'ils sympathisent, disons-nous, ce n'est donc nullement à cause des traités de 1815, mais malgré ces traités. La cause de l'indépendance, la cause de la liberté de l'Italie, voilà où a tendu l'entraînement trop légitime de ces malheureux peuples.

CHAPITRE V.

L'Italie sous l'influence des décisions du congrès de Vienne.

Le cri de liberté et d'indépendance qui s'était fait entendre en 1814 des côtes de la Ligurie jusqu'au cœur des provinces lombardes, retentissait en 1821 dans le midi et au nord de l'Italie. A la suite de bruyantes manifestations populaires, le pouvoir absolu était tombé, et des gouvernements constitutionnels s'étaient formés à Naples et en Piémont. Une grande effervescence régnait dans les possessions italiennes de l'Autriche; tout le pays paraissait en feu.

Cependant les souverains d'Italie, effrayés, avaient prié ouvertement ou secrètement le cabinet de Vienne de venir à leur secours pour les aider à rétablir leur autorité royale méconnue. L'Autriche ne demandait pas mieux que de prendre les armes en leur nom, tout en agissant au fond pour sa propre cause. Elle se hâta de faire marcher ses troupes contre les révolutionnaires et, il faut l'avouer, sa tâche ne fut pas difficile à remplir. Elle ne trouva dans ses adversaires qu'impéritie, imprévoyance, désaccord, lâcheté ou trahison. Elle ne rencontra nulle part d'obstacles sérieux. Naples ne fit aucune résistance. Du côté du Piémont il n'y eut qu'un simulacre de combat à Novare; tout prit la fuite, à l'exception de quelques soldats génois qui, restés seuls, se montrèrent inspirés des grands souvenirs de 1746, et périrent dans un combat trop inégal, premiers martyrs de l'indépendance italienne.

Les révolutions de Naples et du Piémont, à cette

époque, ont dû laisser de vifs regrets couverts d'un voile que nous ne chercherons pas à soulever. Elles formeront un des épisodes les plus remarquables de la grande lutte italienne ; mais l'histoire ne peut et ne doit en être écrite que lorsque les Autrichiens auront passé pour toujours de l'autre côté des Alpes, et qu'il n'y aura plus de baïonnettes étrangères dans le pays, lorsque l'indépendance de l'Italie sera un fait accompli et reconnu, et formera partie du droit commun de l'Europe. On doit en dire autant des commotions populaires qui ont eu lieu successivement à Rome, à Modène et dans les légations ; et de cette série de conspirations réelles ou supposées, spontanées ou provoquées par la perfidie et par la ruse, qui n'ont cessé de porter jusqu'à ce jour la désolation dans les différentes provinces de la Péninsule.

Les décisions du congrès de Vienne sont ainsi devenues une cause permanente de troubles et de désordres, et l'Autriche en a profité pour occuper tour à tour militairement une partie du Piémont, le royaume de Naples, les États de Rome et de Plaisance, ceux de Modène et les légations.

Pendant que le cabinet de Vienne cherchait à nourrir dans l'esprit des rois de Naples et de Sardaigne une répugnance à toute concession en faveur des peuples, il leur liait les mains par des conventions et des engagements incompatibles avec leur propre indépendance. Il se laissait d'ailleurs citer volontiers en exemple. Ses partisans montraient aux Italiens des foyers de superstition et d'intolérance dans tous les États d'Italie, autres que le royaume lombard-vénitien et la Toscane. Ils opposaient le gouvernement civil de l'Au-

triche, ses lois municipales, ses assemblées provinciales établies à Milan et à Venise, sous le nom de *Congrégations*, au gouvernement militaire et à la législation surannée du Piémont. Quant aux princes qui auraient laissé percer des intentions hostiles à la domination autrichienne, on les circonvenait, on cherchait à les mettre en contradiction avec eux-mêmes, on les poussait à des écarts inexcusables, et on les représentait ensuite comme des hommes sans caractère et sans principes. L'Autriche allait parfois jusqu'à blâmer la conduite du duc de Modène. Elle donnait au pape Grégoire XVI des leçons de modération, et dans ses conseils, elle affectait de se montrer plus libérale que la cour des Tuileries.

Cependant l'influence exercée, par le cabinet de Vienne, sur l'esprit des princes, ne faisait que lui attirer l'animadversion des peuples. Ce cabinet a cherché en vain à rattacher des vœux légitimes à une origine criminelle, à confondre quelques individus turbulents ou coupables, avec les hommes les plus distingués et les plus vertueux. Il a feint d'ignorer qu'en 1814, comme en 1821, en 1830, comme en 1847, ces hommes ont toujours été les courageux et fidèles interprètes des sentiments et des besoins des populations italiennes.

Enfin, l'Autriche est mise à l'épreuve par un souverain qui, n'étant pas à la tête d'une monarchie héréditaire, n'a rien à craindre pour sa dynastie. Mais Pie IX, ce souverain, Pie IX n'a qu'à se montrer disposé à introduire des réformes dans l'organisation politique et économique des États romains, et les conseils libéraux que le gouvernement autrichien avait

donnés à Grégoire XVI se changent en suggestions rétrogrades, en protestations, en menaces suivies d'une violente occupation militaire de la ville de Ferrare ! A ce spectacle, une seule voix se fait entendre des Alpes à la mer : « Soyons libres, chassons l'étranger. » La volonté de Dieu est écrite dans cette sublime manifestation, et quelque périlleuse que puisse être la lutte, les armées régulières les plus nombreuses viendront enfin se briser contre les efforts réunis des peuples. L'Italie serait mise à fer et à feu qu'elle renaitrait de ses cendres plus glorieuse que jamais, et la puissance assez stupidement barbare pour exercer cet acte de vandalisme disparaîtrait à jamais du rang des pouvoirs politiques. Le cabinet autrichien a été éhonté au point de rappeler aux Italiens le sort des Polonais. Il n'y avait pour toute réponse qu'à faire réimprimer les actes perfides qui ont précédé le partage de la malheureuse Pologne, en y ajoutant, sous forme d'appendice, le récit des derniers massacres de la Galicie : mais l'Autriche ne trouvera jamais dans les provinces lombardo-vénitiennes des serfs à solder pour en faire des assassins.

En présence des faits dont nous sommes témoins, et des grands événements qui se préparent, les actes du congrès de Vienne sur l'Italie, inexécutés, inexécutables, demeurent sans force. Par des combinaisons providentielles inespérées, les choses en sont arrivées au point que l'indépendance italienne est devenue un besoin pour l'Europe ; mais elle ne peut s'établir ni se maintenir qu'à plusieurs conditions. Ce sera l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE VI.

Première condition essentielle de l'indépendance de l'Italie.

L'Italie ne pourra jamais se délivrer de toute domination étrangère, ni jamais maintenir son indépendance, une fois délivrée, que par la formation immédiate d'un État fort par lui-même et vraiment italien, possédant tous les débouchés donnés par la grande chaîne des Alpes. Pour arriver promptement à ce but, il n'est point d'abord nécessaire que la constitution en un seul État compacte atteigne l'Italie tout entière, ni ensuite que cette constitution soit subordonnée, pour être possible, à telle forme politique à l'exclusion de telle autre. Il suffira que la réunion en un État viable comprenne les pays situés entre le demi-cercle tracé par les Alpes et une ligne qui relierait les deux points extrêmes du Var et du Lisonzo, puis, que cet État ait un gouvernement qui, n'importe son nom, soit libre et solidement établi.

Cet espace renferme le Piémont, les États de Gênes, ceux de Parme et de Plaisance, de Reggio et de Modène, les légations et les contrées que le congrès de Vienne a livrées à l'Autriche, sous le nom de royaume Lombard-Vénitien. A la vérité, les légations font partie des États romains; mais les papes se sont vus forcés plus d'une fois de les abandonner par des traités conclus au profit des oppresseurs de l'Italie. Il n'est pas question aujourd'hui de satisfaire aux exigences d'une force armée étrangère; il s'agit au contraire d'en rendre la présence à jamais impossible sur le sol italien, et le souverain pontife Pie IX ne mettra pas

obstacle à la formation d'un État dont dépend principalement le salut de l'Italie, et par conséquent celui des États romains eux-mêmes. On trouverait d'ailleurs une large compensation dans ce nouvel ordre de choses, ainsi que nous le verrons plus tard.

Tous ces pays enclavés dans la terre-ferme se rattachent immédiatement à l'ouest, au nord, au nord-est à ceux de la France, de la Suisse, de l'Allemagne. Les Alpes, ouvertes sous le règne de la paix à un commerce régulier et suivi, sont, en temps de guerre, les *plus fortes barrières qui puissent repousser les nations* (1).

Un système unique de défense nationale, dont tous les points sont également importants pour la sécurité commune, exige unité de direction, et la réunion des pays que l'on vient d'indiquer en un seul État est absolument indispensable pour l'établissement et le maintien de ce système de défense, première garantie de toutes les libertés italiennes.

Au point de vue physique et géographique, cet État se trouve même tout formé par la nature du pays. C'est une seule vallée traversée par un grand fleuve sur une ligne centrale de l'ouest à l'est du *Monviso* à l'Adriatique. Le littoral de Gênes tient évidemment à cette ligne. Car les Apennins qui se détachent des Alpes, moins élevés ici qu'ailleurs, touchant presque à la mer, en proximité d'un des plus beaux ports de la Méditerranée, offrent une des plus faciles voies de communication avec l'intérieur.

Au point de vue économique, il n'y a peut-être pas de pays en Europe plus avantageusement situé que la

(1) Napoléon, *Campagnes d'Italie*

Haute-Italie. Les diverses provinces serrées l'une contre l'autre, nécessaires l'une à l'autre, présentent dans un sol varié et généralement fertile une vaste carrière à de grandes améliorations, pouvant devenir la source d'une immense richesse agricole. L'industrie et le commerce, dégagés des entraves qu'ils ont rencontrées jusqu'ici dans un malheureux morcellement politique, prendraient librement leur essor. Le port de Gènes, placé au centre de la Méditerranée, naturellement destiné à servir de station aux navires qui se croisent dans des directions diverses, deviendrait le foyer de nombreux échanges entre l'Orient et l'Occident, et d'un vaste commerce de commission et de transit ou de réexpédition, tant par terre que par mer. Mais Gènes ne pourra jamais jouir de tous ses avantages naturels que par sa réunion à la Haute-Italie. C'est aussi au moyen de travaux dont l'exécution n'est possible que par les ressources d'un grand État, que Venise, rendue à la sphère active du commerce, pourra ressaisir la couronne de l'Adriatique (1). Elle pourra prendre alors la part qui lui revient par la nature même de sa position, dans le trafic du Levant, et profiter des nouvelles voies de communication qui ne peuvent tarder à s'ouvrir entre les rives de la Méditerranée et les riches régions de l'Asie. Ainsi Venise et Gènes trouveront dans un lien national commun une prospérité qu'elles chercheraient en vain désormais dans une existence isolée.

Enfin, au point de vue politique, il suffit de jeter

(1) On a dit que Venise ne pourrait se relever qu'au détriment de Trieste : c'est une erreur. Voyez ci-après chapitre X.

un regard sur les événements qui se sont passés depuis la fin du dernier siècle jusqu'à ce jour, pour se convaincre que la formation de la Haute-Italie en un seul État aurait été l'œuvre progressive et spontanée des populations, si elles avaient pu agir de leur chef. Cette œuvre semblait, il y a quelques jours, à la veille de s'accomplir, si rien n'était venu troubler le sentiment d'union et de concorde qui régnait au fond des cœurs (1).

On voit donc que tous les éléments essentiels pour former un corps fortement constitué se trouvent réunis au degré le plus éminent dans la Haute-Italie.

La Prusse, dont on a exagéré l'importance, a des frontières extrêmement irrégulières et d'une longueur démesurée. En contact avec une puissance colossale, à demi barbare et naturellement envahissante, elle ne trouve pas encore, dans vingt-huit places fortes, une suffisante protection contre les agressions de ses puissants voisins. Elle se compose d'ailleurs de peuples différents de langue, de mœurs, de caractère, et elle doit chercher en dehors de sa propre sphère un peu chez les Slaves, un peu chez les Allemands, la force matérielle ou morale qui lui est nécessaire pour soutenir son rang de puissance de premier ordre.

Le nouvel État de la Haute-Italie, renfermant dix à onze millions d'âmes, au cœur des contrées les plus civilisées de notre continent, offrirait aux peuples plus de garanties d'ordre, de paix et de liberté qu'aucun autre État de l'Europe. Ses frontières ne seraient guère plus étendues que ne le sont aujourd'hui celles

(1) Voyez ci-après chapitre IX.

des États sardes de terre-ferme. Tous les moyens de défense se trouveraient sous la main. Et, selon l'opinion de Napoléon, *dix-huit à vingt places fortes suffiraient pour garder les débouchés des Alpes.*

Par ce moyen, pleine liberté d'action serait assurée à tous les États de la Péninsule, et la Toscane, les États romains, Naples et la Sicile, pourraient se gouverner selon les vœux de leurs populations respectives. Mais l'introduction d'un lien fédéral entre vingt-quatre millions d'Italiens n'en serait pas moins nécessaire pour compléter, vis-à-vis de l'étranger, le système de défense que nous avons en vue.

Au milieu du développement des nationalités modernes et de la tendance des différentes races qui habitent l'Europe à se grouper en grandes masses politiques par la communauté d'origine, de langue, de mœurs, de traditions, il en serait fait de l'Italie si elle continuait à méconnaître l'avantage d'une position unique au monde où la providence a déjà fait plus qu'à demi l'œuvre de l'indépendance des peuples italiens. Tous les États au nord, au centre, au midi de l'Italie, sont donc appelés à se liguier entre eux par un pacte dont les bases doivent être arrêtées en harmonie avec cette situation particulière exceptionnelle du pays, et dont on chercherait en vain, par conséquent, un modèle ailleurs.

La diète allemande et la confédération suisse se sont formées dans des circonstances toutes différentes de celles où nous vivons. Aujourd'hui les cantons helvétiques sentent profondément le besoin de resserrer davantage les liens qui les unissent. L'Allemagne, par la récente formation d'une grande association

économique, s'est frayé le chemin vers l'unité nationale, qu'elle veut maintenant établir et consolider par des institutions nouvelles. Mais ni les Suisses, ni les Allemands ne sont courbés sous le joug de l'étranger. Ils n'ont point d'envahissement à craindre; ils n'ont à combattre que pour leurs libertés intérieures. L'Italie, au contraire, après une longue domination étrangère, luttant pour son indépendance, doit songer que des centaines de milliers de baïonnettes et de nombreuses armées permanentes seront entretenues pendant longtemps encore à l'est et à l'ouest des Alpes, et qu'il lui faudra puiser ses moyens de résistance contre toute agression éventuelle, dans un nouveau principe d'union, de vigueur et de force.

Ce principe ne saurait se retrouver dans une alliance ou dans une réunion de souverains, ni dans un congrès de diplomates, ou dans une assemblée de commissaires délégués par une cour, par un gouvernement, ni même dans une confédération constitutionnelle n'ayant pas un pouvoir central permanent et stable. Il faudrait donc établir une Italie fédérale, représentée par les élus des peuples offrant aux yeux de l'étranger une seule nation, un seul drapeau, un seul pavillon, une seule diplomatie auprès des autres puissances. A l'intérieur on devrait reconnaître une seule nationalité pour tous les Italiens admis réciproquement, dans tous les États de la ligue, au libre exercice des droits civils et politiques, selon les conditions stipulées dans un pacte fondamental. Les bases d'un système général de défense étant arrêtées d'un commun accord, l'exécution, pour ce qui concerne l'Italie continentale, en appartiendrait de droit au nouvel État du

nord responsable envers la ligue, et pour les côtes maritimes de la partie péninsulaire, à la Toscane, aux États romains, à Naples et à la Sicile, sous la même responsabilité. Il ne serait pas moins nécessaire de s'entendre sur l'épineuse question d'établir pour l'Italie tout entière une seule ligne commune de douanes aux frontières extérieures, et sur les modifications réclamées par cette mesure dans le système général de l'impôt. Car l'union serait imparfaite s'il n'y avait pas un seul pacte fédératif au point de vue commercial comme au point de vue politique. Alors on aurait fait un grand pas vers l'unité italienne, et les populations, progressivement éclairées sur leurs véritables intérêts, pourraient être amenées enfin à se réunir, par une grande et solennelle manifestation, sous une seule loi et en un seul corps.

Nous avons essayé de crayonner les points principaux d'une constitution fédérale italienne, mais une discussion mûre et calme des nombreuses questions qui s'y rattachent doit être ajournée à l'époque où il n'y aura plus d'ennemis à combattre. Maintenant on a une question capitale à résoudre avant tout; c'est la délivrance de la Haute-Italie, et sa formation immédiate en un État indépendant. Cette question s'agite les armes à la main avec le cabinet de Vienne. Les Italiens, dans l'ivresse d'un premier succès, ont cru d'abord à un facile triomphe; ils se sont trompés. Le gouvernement autrichien se trompe à son tour; il croit que l'éclat passager de quelques opérations stratégiques est suffisant pour le replacer au poste que le congrès de Vienne lui avait assigné en Italie. Ce ne pourrait être tout ou plus qu'un bref délai pour la

domination impériale sur ce pays. Ce serait un temps de souffrances pour les Italiens, mais ce serait aussi une des principales causes de la ruine finale de la maison de Habsbourg.

L'Autriche ferait preuve d'une sage prévoyance en donnant, tant qu'elle peut le faire avec une apparence de générosité, la paix et la liberté à l'Italie. Si elle s'obstine à ne pas accomplir spontanément cet acte de justice politique, elle ne trouvera dans les Italiens que des sujets toujours prêts à se révolter, et alors même qu'elle en triompherait complètement aujourd'hui, elle ne tarderait pas à voir reparaitre en Italie l'insurrection et la guerre avec des symptômes plus effrayants que jamais. Ces deux positions méritent d'être examinées.

CHAPITRE VII.

Une question de prévoyance pour l'Autriche.

J'aborde franchement la question. La réunion des contrées de la Haute-Italie en un seul État indépendant et libre ne serait-elle pas dans les véritables intérêts de l'Autriche ?

J'ai été porté à étudier cette question il y a vingt-sept ans (1), bien que j'eusse alors peu d'espoir de la voir résoudre à l'avantage des deux parties. J'y reviens aujourd'hui, moins découragé, parce que les événements, qui se succèdent avec une prodigieuse rapidité, doivent porter l'Autriche à réfléchir sérieusement sur les dangers qui la menacent. Examinons les principales conditions de sa puissance.

(1) En 1821, lorsque, par décret de la junte de Turin du 4 avril, j'ai été nommé chef politique de Gènes.

L'empire (1) autrichien dépasse ses frontières naturelles du côté où il a le moins à craindre, pour étendre sa domination dans un pays qui lui est étranger sous tous les rapports.

Quant à la position géographique, il n'est point de ligne de séparation mieux marquée entre les peuples que la grande chaîne des Alpes. Indépendamment de cette considération, il suffit de jeter les yeux sur la carte de l'Europe pour s'apercevoir que la Haute-Italie se prolonge dans une direction très excentrique relativement à tous les autres États qui composent la monarchie autrichienne.

Mais les barrières politiques et morales qui s'élèvent entre les deux pays ne peuvent être franchies qu'au grand préjudice de l'Autriche et de l'Italie en même temps. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à comparer la portion de la Haute-Italie occupée, en vertu des traités de 1815, par l'Autriche, aux autres grandes divisions de cet empire.

Si nous portons nos regards sur l'intérieur de la monarchie autrichienne, abstraction faite des provinces lombardo-vénitiennes, nous voyons cette puissance partagée en plusieurs grandes sections dont chacune, différemment constituée, a un caractère particulier et une physionomie sociale qui lui est propre.

Cependant ces grandes divisions, quelles que soient les différences qui les caractérisent, n'en sont pas

(1) Ce qui suit, jusqu'à la page 34, était écrit en 1825, et en 1832 j'en faisais la lecture à mon ami M. de Sismondi, à Chênes, près de Genève : *Vos arguments sont bons, me dit-il, mais vous prêchez dans le désert.*

moins liées, jusqu'à un certain point, moralement et politiquement, à la maison d'Autriche. A quelle autre puissance voisine pourraient se rattacher, en effet, la Transylvanie, la Hongrie, l'Esclavonie, la Croatie? Chercheraient-elles un appui dans les czars de Russie ou dans les sultans de Constantinople? — Dans l'état de civilisation où elles se trouvent, abandonnées à elles-mêmes, ne seraient-elles pas exposées à devenir la proie de leur plus cruel ennemi?

Le gouvernement autrichien a soutenu parfois les classes inférieures ou les paysans de ces contrées contre les exigences de leurs seigneurs; et, si ce gouvernement n'avait pas été mû par une arrière-pensée; s'il n'avait pas cherché à exciter les serfs contre leurs maîtres au lieu de les élever peu à peu à la dignité d'hommes par une éducation libérale et une généreuse conduite; enfin, s'il avait bien compris sa mission, il aurait pu amener tous ces peuples à un état de société homogène, en rapport avec la civilisation européenne.

Mais la Haute-Italie n'a pas des voisins tels que la Russie ou la Turquie. Placée entre la France, la Suisse et l'Allemagne, elle n'a pas besoin de chercher dans l'Autriche une sauvegarde contre les envahissements de la Barbarie. Au contraire, en 1815, la réunion des Italiens et des provinces même les plus avancées, de l'Autriche sous une même loi était incompatible avec leur prospérité respective. L'Autriche était demeurée la puissance la plus stationnaire de l'Europe, tandis que la Haute-Italie avait suivi toutes les phases de la révolution française dans l'anéantissement des privilèges et des classes privilégiées, dans le déplacement de la propriété, dans les mœurs et les habitudes nou-

vement contractées , enfin dans tout ce qui constitue l'état civil , politique et moral d'un peuple.

Encore , l'Autriche tient ses États au delà des Alpes , en vertu d'alliances de famille , de pactes de succession ou de titres héréditaires ; mais elle ne doit qu'à l'usurpation , et même à une usurpation de fraîche date , la plupart des pays que le congrès de Vienne lui a livrés dans la Haute-Italie. Elle n'a commencé à gouverner directement la Lombardie que vers la moitié du dernier siècle (1). Elle n'a reçu que vers la fin de ce même siècle les États de Venise , de la main d'un conquérant sans titre qui les lui a bientôt ravés , et les traités de 1815 , par lesquels ces États ont été réunis à l'empire autrichien , n'ont fait que remplacer l'abus de la force par l'abus de la force. Aussi voyons-nous des résultats analogues à cette différente manière d'acquiescer se développer naturellement dans les rapports entre les peuples et le souverain.

En effet , abstraction faite de l'Italie , les États qui composent l'empire d'Autriche , passés à diverses époques sous le gouvernement impérial , ont conservé en partie leurs lois et leurs coutumes. Le cabinet de Vienne a pu détruire leurs libertés , mais il n'a jamais complètement effacé les traces de leurs institutions primitives et de leurs anciennes assemblées. Il a peut-être cherché à maintenir sa domination par une politique perfide en semant la discorde ; il a fait revivre parfois des privilèges odieux en faveur des seigneurs pour en obtenir l'appui dont il avait besoin dans des circonstances critiques ; en d'autres temps , menacé

(1) Voyez plus haut chapitre I.

par les prétentions de ces mêmes seigneurs, il a réussi à les contenir en se posant en protecteur des classes inférieures du peuple ; mais jamais il n'est allé jusqu'à exercer ouvertement dans ces contrées un pouvoir despotique, absolu.

Au contraire, les provinces italiennes n'ont conservé, en passant sous l'Autriche, ni leurs coutumes, ni leurs privilèges, ni leurs lois, et il n'y reste plus le moindre vestige de leurs premières institutions. En 1815, on a même enlevé aux Italiens un code civil qui avait reçu la sanction de l'expérience, et on y a substitué un code autrichien fait et publié à Vienne en 1808.

La différence entre les possessions italiennes et les autres États gouvernés par l'Autriche est aussi caractérisée d'une manière frappante par les principes mêmes de droit public, tels qu'ils ont généralement prévalu dans les actes de la diplomatie jusqu'à ce jour.

Dans les divers traités qui, à tort ou à raison, ont formé à plusieurs époques le droit commun de l'Europe, on a toujours admis en principe que les États possédés par l'Autriche, autres que les provinces italiennes, devaient être considérés comme appartenant essentiellement à l'empire autrichien, de manière qu'aucun de ces États n'aurait pu en être distrait qu'au préjudice de l'équilibre des pouvoirs. Mais aucune contrée d'Italie n'a jamais été censée faire définitivement partie intégrante de l'empire d'Autriche, et tous les cabinets étrangers ont toujours vu, dans l'Italie continentale surtout, une arène pour leurs combats, et un sujet de compensations dans leurs transactions politiques. Toujours exposé aux ravages de la guerre,

en butte à l'ambition et aux caprices des princes voisins, on peut dire que ce pays a été désigné dans le code diplomatique des grandes puissances comme *res nullius et primi occupantis pro tempore*. Ainsi la domination de l'Autriche sur l'Italie a toujours été et sera toujours, tant qu'elle durera, un brandon de discorde jeté au milieu de la république européenne.

Ce n'est pas tout, l'Autriche pourra se convaincre de la fausse position où elle se trouve, en faisant un retour sur elle-même et en comparant le système qu'elle a suivi par rapport à l'Italie avant 1790, à celui qu'elle a cru devoir suivre après 1815.

On a déjà fait observer qu'avant la révolution, l'Autriche ne possédait qu'une partie du territoire lombard, dont elle disposait successivement par petites portions, en faveur de son voisin le roi de Sardaigne, afin de l'attirer ou de le maintenir dans ses intérêts. Alors, elle mettait le plus grand empressement à gouverner de manière à faire regretter sa domination aux habitants des provinces lombardes qu'elle cédait au Piémont. Ainsi, par une politique adroite, loin d'empêcher l'union progressive des peuples de la haute Italie, le cabinet de Vienne voulait en régler lui-même les conditions et il cherchait à gagner en influence morale beaucoup plus qu'il ne perdait en possessions matérielles. Par cette conduite, la maison de Habsbourg réussissait souvent à reverser, sur la maison de Bourbon ou sur la France, la haine si naturelle aux Italiens contre toute domination étrangère.

Après la révolution française, tout a changé. Le premier symptôme d'un changement dans la politique du cabinet de Vienne, par rapport à l'Italie, se révèle

dans un traité d'alliance conclu entre l'Autriche et le roi de Sardaigne en 1794. Dans tous les traités du même genre faits entre ces deux puissances jusqu'à cette dernière époque, on avait stipulé une augmentation de territoire en Lombardie pour la maison de Savoie. Mais la révolution avait fait tourner les têtes et changer les plans des diplomates. D'après ce traité de 1794, le roi de Sardaigne devait *garder les conquêtes qui auraient été faites en commun par les parties belligérantes sur la France et, en compensation de la moitié des terres conquises auxquelles l'Autriche aurait eu droit, il devait lui restituer, dans une juste proportion, les diverses parties de territoire détachées du Milanais en vertu des traités précédents.* — Ce fait caractéristique, peu remarqué par nos écrivains, signale dans l'histoire du Piémont le commencement d'une nouvelle ère de transition pour l'Italie tout entière.

Mais, dès que l'Autriche, se méfiant également des peuples et des princes italiens, a voulu étendre sur eux sa domination et devenir elle-même, en 1815, la plus grande puissance de l'Italie du nord, il ne lui a plus été possible de gouverner son royaume lombard-vénitien, comme elle gouvernait jadis ses provinces lombardes, ni d'exercer une influence morale sur les peuples de la Péninsule par les mêmes moyens qu'elle employait avant la révolution. Dès lors, elle a été forcée d'employer un grand nombre de baïonnettes pour contenir les populations; mais elle aurait dû comprendre que l'emploi constant de la force armée pour maintenir un ordre de choses quelconque ne sert, à la longue, qu'à le renverser. En faisant marcher du Pô au Danube, du Danube au Pô, des Italiens, des Alle-

mands, des Hongrois, des Slaves, n'ayant aucune envie de s'opprimer réciproquement, elle a miné les bases de l'édifice qu'elle voulait étayer.

A mesure que les résultats inévitables de cet état de choses se laissaient apercevoir, on voyait se développer les tristes conséquences des traités de 1815, et le cabinet de Vienne s'est trouvé enfin dans l'alternative de quitter l'Italie, ou de chercher à s'y maintenir par de brutales violences, par la ruse, la corruption, l'espionnage. Il a choisi ce dernier parti. Il a opprimé les peuples, il a perdu les princes.

Lorsque la maison d'Autriche, attirée par le funeste présent d'un nouveau royaume en Italie, sortait en 1815 de sa sphère naturelle d'activité en Allemagne, où son rôle était noble et grand, elle repoussait jusqu'aux leçons de sa propre histoire. Son chef, Rodolphe de Habsbourg, avait abandonné l'Italie pour ne songer qu'à consolider sa puissance au milieu des peuples allemands. Plus tard, Charles V, devenu le premier monarque de l'Europe, pouvant disposer à son gré de l'Italie, ne voulut jamais en faire une province autrichienne. Il ne se réserva que le *simple titre* de roi de Lombardie; Sforza reçut l'investiture du duché de Milan; le duc de Ferrare entra en possession de ses États; la république de Venise obtint la paix et conserva l'intégrité de son territoire. *C'est ainsi qu'il fut porté à sacrifier des avantages certains et présents pour prévenir des dangers plus éloignés, mais inévitables.* (Robertson, *Vie de Charles-Quint.*)

Le cabinet de Vienne suit aujourd'hui un système opposé: il cherche à s'assurer des avantages immédiats et il détourne les yeux de l'abîme qui s'ouvre devant lui. Il eût trouvé dans l'Italie septentrionale, réuni en

un seul État, un allié franc et loyal; il a mieux aimé des sujets rebelles et une domination pleine de difficultés et de périls.

Cependant l'Autriche ne peut se dissimuler qu'elle se trouve affaiblie sur tous les points les plus importants de son empire. Elle doit craindre également ses ennemis au dehors et ses sujets à l'intérieur. Entraînée à des concessions tardives que les peuples lui ont arrachées, elle y cherche en vain un prétexte pour continuer à opprimer les Italiens. Mais plus elle s'engagera en Italie, plus elle perdra du terrain de l'autre côté des Alpes, et c'est pourtant de ce côté qu'il y a pour elle une question de vie ou de mort à résoudre. Son amour-propre a pu la porter à faire de grands efforts pour réparer les échecs de ses armes dans la Péninsule; mais le sort des batailles lui étant redevenu favorable, elle a le plus grand intérêt à se hâter d'en profiter pour revenir avec honneur sur ses pas. En reconnaissant spontanément le droit des Italiens à leur indépendance, elle donnerait un gage de paix à l'Europe; elle fournirait en même temps une preuve de son entier dévouement à la nation germanique, car ce n'est qu'à la tête de cette nation que l'Autriche peut maintenir son rang parmi les grandes puissances du monde civilisé.

Mais est-il permis de compter sur une pareille solution pacifique de la question italienne? — Personne n'oserait l'affirmer. Tout fait présumer, au contraire, que la lutte n'est pas encore à son terme. De nouvelles calamités menacent en même temps l'Autriche et l'Italie, et nous sommes reportés, malgré nous, à parler de l'insurrection et de la guerre.

CHAPITRE VIII.

L'insurrection et la guerre.

Sous l'empire des traités de 1815, les peuples et les gouvernements n'ont jamais vécu en paix. Au point de vue de l'humanité souffrante, il serait difficile de distinguer entre un état permanent de guerre et une paix maintenue au prix de ces luttes intérieures qui n'ont cessé d'ensanglanter tous les pays de l'Europe.

N'a-t-on pas vu, en effet, l'Espagne et le Portugal déchirés par des guerres civiles pendant plus de vingt-cinq ans? La France, occupée militairement par l'étranger de 1815 à 1819, devenir le théâtre d'une révolution en 1830, d'une autre révolution en 1848, et les Français s'entretuer par milliers, et d'illustres généraux périr par la main de leurs concitoyens? Un drame d'extermination ne dure-t-il pas depuis dix-huit ans en Pologne? Le sang n'a-t-il pas coulé en Belgique, en Grèce, en Italie? Ne s'est-on pas battu entre frères en Suisse et en Allemagne? et d'épouvantables crises industrielles et commerciales ne sont-elles pas venues bouleverser la société de fond en comble? — Est-ce là ce que l'on ose appeler la paix générale? Et doit-on s'étonner qu'une si longue série de souffrances, de collisions, d'émeutes, de troubles, de violences, de persécutions, d'infamies, ait enfin amené le terrible spectacle d'un ébranlement simultané des masses populaires sur tous les points du continent européen?

Nous avons dû signaler cette situation générale de l'Europe parce qu'elle sert à caractériser la lutte que les peuples d'Italie viennent d'entreprendre contre le gouvernement autrichien.

Oui, 24 millions d'Italiens demandent aujourd'hui à vivre chez eux indépendants et libres de toute domination étrangère. On ne trouverait pas assurément en Europe un seul peuple qui voulût les opprimer. Quelle est donc cette puissance qui met l'Italie à fer et à feu ? L'Autriche. Mais qu'est-ce que l'Autriche ? On a déjà parlé des grandes divisions transalpines de l'empire autrichien, de leur position relative, et des circonstances qui peuvent les porter à chercher un point d'appui dans le cabinet de Vienne. Nous avons maintenant à prendre en considération la véritable nature de la puissance autrichienne, seule dans son genre parmi les puissances de notre continent.

Le nom d'*Autriche*, d'origine allemande, ne signale ni une race d'hommes, ni un peuple quelconque ; ce n'est que la vague indication d'un empire établi dans une région de l'est (*osterreich*). Le fait de la constitution de l'empire autrichien, tel qu'il existe réellement, peut donc seul déterminer le sens politique du mot. Mais ce fait est compliqué de manière qu'il est plus facile de dire ce que l'Autriche n'est pas que ce qu'elle est. Un empereur d'Autriche et un des plus célèbres ministres autrichiens de notre époque nous aideront par leurs paroles à fixer nos idées.

L'Autriche n'est pas un État ; c'est, d'après le prince de Metternich, « *Une fédération de plusieurs États ;* » mais cela n'est pas d'accord avec la réponse suivante de l'empereur François II à un diplomate français qui lui prônait les avantages de l'unité nationale : « *Mes peuples sont étrangers l'un à l'autre ; ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps ; je ne sers des uns pour contenir les autres ; je mets des Hongrois en Italie, des Bohèmes ou des Italiens en Hongrie ; chacun garde son voi-*

sin. Au contraire, vous, quand la fièvre vient, l'accès vous prend tous et le même jour. » L'empereur ne faisait pas ici de la diplomatie, mais il était plus dans le vrai que son ministre. Réellement aucun lien fédératif n'a jamais existé entre les peuples dominés par l'Autriche; et pour couvrir cette absence de toute liaison politique entre ces peuples, les diplomates courtisans du cabinet de Vienne avancent qu'il n'y a point aujourd'hui de nation en Europe qui ne soit, comme l'Autriche, une agrégation de nationalités originaires et distinctes. Nous ne ferons à ce sujet qu'une seule remarque. Jamais on n'a parlé de nation et de nationalité que par rapport à des peuples; or, un peuple du nom d'Autrichiens n'a jamais existé ni chez les anciens ni chez les modernes.

L'Autriche n'est donc ni un peuple, ni une nation, ni un État, ni même une confédération d'États. Ces mots *Autriche* ou *Maison d'Autriche* ne désignent pas plus un peuple que les mots *Maison de Bourbon*, *Maison de Brandebourg* ou autres semblables. La puissance de l'Autriche, c'est la puissance d'une famille qui a tiré jusqu'ici sa force de la diversité même des peuples sur lesquels elle a régné. Ces peuples ne se connaissant pas, n'ayant ni droits ni devoirs réciproques définis, ni institutions politiques communes, elle a pu facilement les armer tour à tour l'un contre l'autre et les pousser à s'entr'égorger pour maintenir partout son empire.

Bien que l'Autriche ait éprouvé dernièrement des contrariétés auxquelles elle ne s'attendait pas de la part de la Hongrie, elle n'a pas perdu courage. Les Hongrois ayant refusé de marcher sur l'Italie, le cabinet de Vienne s'est vengé de ce refus en soulevant

contre eux les Croates; puis, il a offert d'interposer son autorité en faveur de la Hongrie, à condition qu'elle lui accorderait les secours demandés contre les Italiens. Cette condition acceptée, les Hongrois n'en ont pas été plus avancés: on exige d'eux autre chose. Le chef des Croates, Jellachich, en portant la désolation et la guerre au cœur de la Hongrie, lui apprendra peut-être quelles sont les volontés de la cour impériale. En attendant, aux nouvelles instances des Hongrois, le gouvernement autrichien répond qu'il n'a pas de forces militaires disponibles pour les aider; et quand on lui fait sentir que la Hongrie abandonnée pourrait bien se rendre entièrement indépendante de l'Autriche: « *Alors, dit-il, nous ne manquerons pas de troupes pour réduire les Hongrois!* » Mais l'Autriche a-t-elle calculé toute la portée du mouvement slave qu'elle vient de provoquer? En effet, les vastes et fertiles plaines des terres hongroises sont devenues, par un ancien droit de conquête, l'apanage d'une classe privilégiée si peu nombreuse qu'elle est à la totalité de la population dans la proportion de un à vingt et un. Ces terres se composent de la Hongrie proprement dite, de la Transylvanie, de la Croatie et des frontières connues sous la dénomination de cordon militaire. Or, ce sont les peuples de ces contrées que l'Autriche a soulevés contre leurs maîtres, et il ne lui sera peut-être pas facile d'arrêter à son gré et selon ses convenances, l'élan de ces peuples qui trouveront enfin naturellement un appui ailleurs qu'à Vienne. Nous n'avons pas à nous engager plus avant dans cette question; mais nous avons cru devoir signaler à son véritable point de vue ce mouvement slave qui touche à l'Italie,

et qui peut avoir pour les Italiens plus d'importance qu'ils ne sauraient s'imaginer.

Il n'est pas besoin d'ajouter que le cabinet de Vienne a cherché à vaincre par des moyens analogues à ceux qu'il vient d'employer contre la Hongrie, les résistances qu'il a rencontrées en Galicie et en Bohême. Sans nationalité, sans patrie, tantôt Allemand avec les Allemands, tantôt Hongrois avec les Hongrois, et puis Slave avec les Slaves, il les a tous successivement bercés de magnifiques promesses. Ainsi, il a réussi encore une fois à lancer les Allemands contre les Polonais, les Illyriens ou les Slaves contre les Hongrois, et il les a portés tous, Allemands, Hongrois et Slaves, à fondre sur la malheureuse Italie.

Mais ces peuples ne tarderont pas à comprendre que c'est là une guerre d'oppression et non pas une guerre d'honneur comme le gouvernement autrichien voudrait l'insinuer, et qu'en écrasant une nation qui ne leur envoie que des paroles de paix, et en frappant à mort l'indépendance italienne, ils ne font que tuer coup sur coup leurs propres libertés. Ils n'ont qu'à jeter un regard sur les champs ensanglantés de la Galicie, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Allemagne elle-même, et ils verront tout ce qu'il y a d'affreux à se ruer l'un sur l'autre, à se montrer ainsi réciproquement altérés de carnage, à s'abandonner race contre race, à des animosités qui les conduiraient à une guerre d'extermination, et tout cela pour servir aux intérêts d'une dynastie. Le moment n'est donc pas éloigné où l'Autriche ne trouvera plus dans la tactique traditionnelle qu'elle a suivie jusqu'à ce jour pour affermir ses diverses couronnes, qu'une cause d'abaissement et de

ruine. Elle entrevoit ce moment avec frayeur, et dans les efforts qu'elle fait pour rétablir sa domination et son influence sur l'Italie, on voit bien que, quoi qu'elle en dise, elle compte moins sur ses armées que sur la trahison, la corruption et l'espionnage.

Tel est l'ennemi que les Italiens ont à combattre. Il nous reste à voir par quels moyens ils pourront en triompher. Examinons d'abord la question sous le rapport des forces matérielles.

La Haute-Italie, constituée en un seul état indépendant et en possession de ses frontières naturelles, aurait, sans doute, par elle-même les moyens de repousser victorieusement toute agression, parce qu'elle trouverait dans une des plus fortes positions de l'Europe un avantage suffisant pour contrebalancer la supériorité numérique des agresseurs. Mais cet état est encore à former; en attendant, l'Autriche est toujours maîtresse des débouchés des Alpes, et l'Italie n'a pas évidemment des forces régulières assez nombreuses pour pouvoir résister aux baionnettes dont le cabinet de Vienne peut disposer en ce moment. Les Italiens n'ont dans ces circonstances qu'un moyen de salut, c'est l'armement du peuple. Alors le triomphe de l'indépendance qui serait compromis par la stratégie en défaut, devient immanquable par l'insurrection populaire dont les mouvements brusques et irréguliers sont le désespoir de l'ennemi.

Telle que nous la comprenons, l'insurrection armée ne doit pas être une commotion passagère, ni un fait partiel, isolé, soumis à l'action de causes locales. Elle doit se lier à un plan préconçu avec unité de vues, afin que l'on puisse suivre sur tous les points une direction donnée d'avance dans le cas où les communications

avec l'armée nationale seraient interceptées pendant un certain temps. Ce grand moyen de défense, il faut l'établir surtout chez les populations les plus attachées à la cause de la patrie, et les mieux placées pour entraver les opérations de l'ennemi. On trouve, par exemple, dans les contrées qui s'étendent du lac de Côme au lac de Garda, et du lac de Garda à Udine, des peuples vigoureux, intelligents, énergiques. Ces peuples, armés et bien dirigés, seraient comme des sentinelles avancées sur une ligne que doivent traverser les renforts autrichiens arrivant des sommités du Stilfser (1), du Brennsberg et des autres passages des Alpes possédés par l'Autriche. En profitant d'un moment opportun pour organiser fortement l'insurrection sur toute cette ligne, on contraindrait l'ennemi à disperser une partie de ses forces, et on obtiendrait en même temps une surveillance plus rigoureuse contre les infernales machinations de ses agents souvent plus redoutables que ses armées. Harcelé de tous côtés par des corps de partisans, il ne pourrait s'engager plus avant dans le pays sans courir à sa perte. L'armée nationale aurait ainsi ses mouvements libres, et pourrait poursuivre son but stratégique indépendamment de toute considération étrangère à l'art militaire.

Enfin, par ce moyen, l'Italie aurait bientôt acquis le sentiment de ses propres forces, et la diplomatie étrangère devrait enfin renoncer à remettre en question l'indépendance italienne.

(1) L'Autriche a commencé en 1820 et terminé en 1825, un nouveau chemin tracé sur les sommets du Stilfser, à une hauteur, dit-on, de 9,800 pieds (ce serait le plus haut passage des Alpes). Ce chemin militaire conduit à Bormio, et se réunit vers la vallée de l'Adige, à la route d'Innsbruck, qui descend de Brennsberg, et communique avec Mantoue et Venise. Plus à l'est se trouve la route de Klagenfurth.

Mais l'efficacité de la guerre et de l'insurrection, pour terminer promptement une lutte dont la prolongation est pleine de dangers, dépend principalement de la conduite politique des Italiens à l'intérieur et à l'extérieur. Ceci exige quelques développements.

CHAPITRE IX.

La politique intérieure.

La formation immédiate de la Haute-Italie en un seul État, regardée comme la première condition essentielle de l'indépendance italienne, est un besoin fondé sur des considérations géographiques et politiques d'une frappante vérité. Mais ce ne serait encore qu'un vain souhait, si les peuples qui habitent cette contrée, n'étaient pas disposés à se réunir. Aussi, l'état moral de ces peuples a-t-il été d'abord notre point de départ. L'édifice qu'il s'agit d'élever ne peut avoir d'autre base qu'une volonté vraie et réelle, forte et ferme des populations amenées à reconnaître la nécessité d'une commune action et d'une vie politique commune, pour se délivrer de la domination et de l'influence étrangère, et pour pouvoir se défendre contre toute future agression. Si cette base manque, on bâtit sur le sable, on n'aura que des ruines et des victimes.

Que penser maintenant de certains bruits malignement répandus en Italie et à l'étranger? Selon ces bruits, les classes les plus nombreuses du peuple dans la Lombardie et dans les provinces vénitiennes, les gens de la campagne surtout, montreraient peu de sympathies pour la cause nationale; ils appelleraient même de tous leurs vœux la domination autrichienne! Sans doute, il n'est pas étonnant que les moyens de corruption employés par l'Autriche aient réussi au-

près de quelques paysans, et qu'il y ait eu des traîtres parmi les Italiens, comme il y en a eu en toute occasion et à toutes époques dans les autres pays. Ce qui est étonnant, c'est que des agents envoyés sur les lieux par un gouvernement favorable à la cause de l'indépendance italienne, aient représenté les Lombards, les Vénitiens et les autres peuples de la Haute-Italie, les Piémontais seuls exceptés, comme incapables de lutter sur le champ de bataille contre leurs oppresseurs. Nous avons visité cette contrée, il y a dix-huit ans, alors sous le poids accablant d'une force répressive qui prétendait enchaîner jusqu'à la pensée. Nous avons été émerveillés de trouver dans toutes les classes de citoyens une grande élévation de caractère et des vertus qui devraient enfin porter leurs fruits. Nous avons aussi remarqué parmi les habitants de la Haute-Italie, aux deux bouts des Alpes, une plus grande analogie de mœurs, d'habitudes, de sentiments que chez les habitants des autres nations de l'Europe, sans en excepter la France, l'Angleterre et l'Espagne où semblent se réunir, au plus haut degré, les éléments constitutifs d'une forte unité nationale.

Quant au défaut de courage et de qualités militaires, on ne parlera pas ici des nobles efforts des Milanais lorsqu'ils ont commencé avec succès le combat, ni de la résistance opiniâtre de Brescia, de Venise et de plusieurs autres villes au milieu des plus désastreux événements, ni de l'intrépidité vraiment héroïque des Bolonais qui ont su châtier l'Autrichien insolent dans la victoire. On posera seulement en fait qu'une centième partie des populations lombardes et vénitiennes, exercée aux armes dès le commencement de la lutte, aurait formé en trois mois de fort bonnes trou-

pes qui, réunies à l'armée piémontaise, auraient donné un effectif de plus de 100,000 hommes suffisant à vivifier l'esprit public, à relever le courage du peuple et à contenir l'ennemi.

Cependant, par une étrange fatalité, au moment où l'Italie avait le plus grand besoin de ses enfants pour défendre sa cause sur le champ de bataille, on les appelait à donner avec précipitation leurs voix dans des assemblées tumultueuses, sur des questions auxquelles il n'était pas encore temps de songer. Dès lors tout a langui et les corrupteurs et les trahisseurs ont comblé la mesure. C'est, sans doute, une grande calamité ; mais où est le peuple qui ne compte pas dans ses annales de nombreux exemples de pareilles aberrations accompagnées de corruption et de trahison, dans les circonstances les plus critiques ? Si cela pouvait suffire à condamner une nation tout entière, la France et l'Angleterre elles-mêmes auraient cessé d'exister depuis longtemps. Mais non, les peuples de la Haute-Italie, éprouvés par de cruels revers, n'ont pas subitement changé. Aptes aux armes autant que tout autre peuple, et nullement rétifs, ainsi qu'on le prétend, à la discipline militaire, ils n'ont besoin que d'une bonne direction pour venger l'honneur de leur pays. La lutte n'est donc pas terminée, et les Italiens peuvent tout réparer promptement par leur sincère union.

Comment pourraient-ils oublier les funestes résultats de leurs anciennes querelles ? N'ayant su se mettre d'accord entre eux, ils ont fait appel aux rois, aux empereurs, aux gouvernements, aux magistrats étrangers ; ils ont ainsi détruit leur indépendance et forgé eux-mêmes les fers qu'ils cherchent à rompre aujourd'hui. Cependant ces fers ne sont pas encore brisés, et déjà

on soulève de tous les côtés les questions les plus délicates, on réveille de fâcheuses susceptibilités, on s'engage dans des actes inopportuns, dans des démarches prématurées ! Cela est inconcevable.

Écrivains ou journalistes, députés des peuples, princes ou ministres, ceux qui prennent sur eux une si grave responsabilité, ne sont, nous aimons à le croire, ni des égoïstes qui, sous le manteau d'un nom imposant, cherchent à provoquer le trouble et la licence pour en faire leur profit, ni des ambitieux qui songent à tout dominer, à tout envahir sans scrupule sur les moyens qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins. Nous n'hésitons pas à leur prêter les meilleurs sentiments, mais leur conduite n'en est pas moins une arme terrible dans les mains d'un ennemi qui redevient plus menaçant que jamais. Ces hommes ne se montrent pas à la hauteur des circonstances. Ils ne comprennent pas la situation de l'Italie. Ils en fournissent eux-mêmes une preuve incontestable dans l'empressement qu'ils mettent à rectifier leurs intentions, et dans les nouvelles difficultés qu'ils font naître en travaillant à leur justification.

On s'est fourvoyé, et on a marché vers un abîme; il faut que l'on se hâte de revenir sur ses pas, ou l'Italie est perdue. Point de récriminations inutiles; ce serait un danger de plus; d'ailleurs, là où il y a de la faute de tout le monde, il n'y a de la faute de personne en particulier; mais on n'en doit pas moins mettre à profit les terribles leçons d'une triste expérience, et à ce point de vue il nous faut jeter un coup d'œil sur les principales causes de ce fatal désaccord qui vient de replonger l'Italie dans le deuil. Ce sera le meilleur moyen de signaler aux Italiens la politique intérieure

qu'ils ont à suivre dorénavant pour rentrer dans le bon chemin, et pour s'y maintenir.

D'abord, le mot *réunion*, prononcé à double entente, a été une regrettable cause de scission dans les esprits. On n'a pas assez compris que la Haute-Italie, luttant pour son indépendance, sortait nécessairement du droit commun établi à son égard par les traités de 1815; que les divisions politiques introduites dans le pays par ces traités devaient, par conséquent, s'effacer, et que, par ce changement de position, les peuples appelés désormais à former une seule famille, se trouvaient placés, les uns vis-à-vis des autres, sur un terrain parfaitement égal. Dès lors, il ne pouvait plus y avoir de prééminence de la part d'un ancien État quelconque sur les États voisins, et le mot *réunion* ne pouvait plus avoir le même sens que lui a prêté le congrès de Vienne lorsqu'il a frappé d'un arrêt de mort la république de Gènes, et qu'il a fait de la Lombardie et de Venise des provinces autrichiennes.

Dans ce nouvel état de choses, l'union de la Haute-Italie en un seul État souverain, ne devait pas être regardée comme une *question à résoudre*, mais comme un *principe à proclamer*. Après tout, voulant sanctionner cette union par un vote, il eût fallu recueillir, dans une seule votation, les suffrages des populations en masse; mais jamais on n'aurait dû faire d'un *principe régénérateur commun* l'objet de plusieurs actes émis séparément par des corps politiques formés en vertu des traités de 1815 sous l'empire d'un *principe contraire*. C'est pourtant ce que l'on a fait au grand préjudice de la cause italienne; car, en admettant le Piémont, Parme, Modène, la Lombardie et Venise à voter cha-

cun pour son propre compte, on a multiplié les chances défavorables à l'union. Rien n'est plus facile à démontrer. Soit, en effet, la totalité des votants dans ces pays pris ensemble, représentée par le nombre 100, la majorité absolue de 51 voix aurait donné dans un seul vote une décision définitive. Or, prenons les voix partiellement en raison des populations respectives de chaque État, et nous aurons à peu près les proportions suivantes :

Le Piémont.	37 voix.
La Lombardie.	26
Venise.	26
Parme.	6
Modène.	5
	100

Modène pouvait donc être détachée de l'union par 3 voix négatives; Parme par 4 voix; la Lombardie ou Venise par 14 voix; et alors même que tous ces États auraient voté l'union à l'unanimité, le Piémont aurait pu tout renverser par 19 voix contraires, de sorte que l'immense majorité de 81 voix sur 100, n'aurait pu assurer une réunion formant la première condition essentielle et la base fondamentale de l'indépendance au nom de laquelle tout le monde protestait vouloir combattre.

Il était d'ailleurs évident que la seule possibilité d'un si grand nombre de solutions diverses allait mettre partout en émoi des passions contraires, et que l'expression du vœu général des peuples intéressés, pouvait ainsi s'affaiblir ou même se perdre dans une malheureuse complication d'intérêts partiels. Aussi,

qu'est-il arrivé? Au lieu d'un seul acte spontané et solennel inspiré par un noble enthousiasme, on a obtenu successivement et avec peine plusieurs votes qui ont paru dictés de tous les côtés par une impérieuse et regrettable nécessité : triste présage d'un sombre avenir. On a voulu s'imposer réciproquement des conditions, on s'est demandé des garanties, on est allé jusqu'à soulever la question du choix d'une capitale (1), question abordée d'autant plus mal à propos qu'elle a toujours été présentée par les oppresseurs de l'Italie comme un argument décisif pour la domination étrangère. On a paru oublier enfin que l'on était encore en présence des baïonnettes ennemies, et on a faussé en même temps les sentiments et l'esprit du peuple. Cependant, la marche à suivre était clairement indiquée par la nature même des événements : un court résumé de la situation pourra nous en convaincre.

Lorsque les Milanais s'insurgèrent contre les Autrichiens, et que les Vénitiens, les Modenais, les Parmesans eurent suivi cet exemple, ce qu'ils firent à l'envi, le gouvernement sarde se trouva dans une position très difficile. Devait-il s'en tenir aux traités de 1815, chercher à ressusciter l'ancienne politique de la maison de Savoie, et négocier avec l'Autriche un agrandissement de territoire sur les pays voisins? Mais l'eût-il voulu, il ne le pouvait peut-être pas. Il se trouvait en présence de la nouvelle république française, et ses sujets Piémontais et Génois se montraient impatients de voler au secours de leurs frères de Lombardie. D'un autre côté, comment déclarer la guerre à l'Au-

(1) Voyez l'Appendice (note B.).

triche sans la moindre provocation de la part de cette puissance? C'était une grave détermination, et elle n'était pas sans danger. Nous ne chercherons pas à deviner les discussions secrètes qui ont pu avoir lieu dans les conseils du cabinet de Turin, nous n'avons à constater que le fait d'une résolution favorable à la cause nationale italienne.

Après cette résolution, *le gouvernement* et les peuples qui s'étaient placés en dehors des traités de 1815, n'avaient d'autre moyen de salut que de se reconnaître loyalement solidaires, et d'accepter sans hésitation toutes les conséquences de leur position actuelle. Leurs délégués auraient dû s'assembler, ouvrir un congrès national, fixer l'ère de l'affranchissement de l'Italie, et proclamer leur union en un seul État souverain et libre, au moyen d'une déclaration adressée aux peuples et aux gouvernements, et communiquée officiellement aux cabinets étrangers. On aurait dû en même temps inviter la Toscane, les États romains, Naples et la Sicile à venir à l'appui de cette déclaration, et à signer respectivement des conventions pour déterminer leur concours actif dans la lutte, et pour en régler les conditions. Il aurait fallu également établir auprès du congrès national un comité mixte, responsable, exclusivement chargé de surveiller et de diriger de concert avec un généralissime des armées italiennes, nommé par le congrès, les opérations militaires.

L'union, une fois proclamée, ne devait pas être une vaine parole, une fiction. Il fallait la réaliser sous tous les rapports qui auraient évidemment continué à resserrer davantage les liens d'un intérêt commun entre

les peuples unis, et en écarter du reste avec soin tout ce qui pouvait ramener la division dans les esprits. Je vais expliquer ma pensée :

D'abord, la communauté et l'égalité proportionnelle des charges était de rigueur entre des peuples qui se trouvaient dans la même position et combattaient pour la même cause. On aurait dû immédiatement déterminer, d'après les derniers documents officiels, les populations des pays réunis et le montant des revenus publics portés à leurs budgets respectifs, et sur ces bases opérer la répartition des contingents à fournir en hommes et en argent. On ne pouvait négliger ce point essentiel sans que l'inégalité réelle ou présumée des sacrifices, dont personne n'aurait eu la mesure, ne devint par la suite un nouveau germe de divisions et de malheurs.

Il fallait aussi promptement renverser un des plus grands obstacles à l'unité nationale des peuples sous tous les rapports ; je veux parler des barrières des douanes à l'intérieur. Le renversement de cet obstacle était d'autant plus facile que vraiment il n'y avait pas de question sérieuse à résoudre dans un pays aussi compacte que la Haute-Italie ; car, l'identité d'intérêts entre les provinces qui la composent, n'a nul besoin d'être démontrée. Les tarifs des États de Parme et de Modène, et le tarif autrichien imposé par le cabinet de Vienne à la Lombardie et à Venise, auraient pu s'échanger sans inconvénient contre le tarif sarde. On se serait mis facilement d'accord sur quelques modifications promises également avantageuses au trésor, au commerce et aux consommateurs, et on aurait renvoyé à la fin de la guerre de l'indépendance

l'examen définitif de la législation des douanes en général, ainsi que la question d'une association douanière avec les États du midi de l'Italie ; question difficile et compliquée dans ses détails à cause de la configuration même de la péninsule. En attendant, le Piémont, Parme, Modène, la Lombardie et les États vénitiens auraient vu tomber à la fois les barrières qui ont entravé jusqu'ici leur commerce intérieur, et c'eût été pour eux un jour mémorable, un jour de régénération. Il en serait résulté la suppression de dix lignes (1) intermédiaires de douanes, et les douaniers restés sans emploi, organisés militairement, auraient formé un corps considérable de troupes destiné à la défense de la patrie.

L'unité de représentation auprès des cabinets étrangers était un des points les plus importants à régler sans le moindre retard. Rien ne pouvait être plus funeste à la cause de l'indépendance italienne que la multiplicité d'agents diplomatiques peu d'accord entre eux, et portés souvent par différents motifs à faire en même temps, et auprès d'un même cabinet, des démarches dans des sens entièrement opposés.

Toutes ces mesures auraient pu être prises en quelques jours, et elles auraient peut-être contribué à terminer la guerre avec moins d'effusion de sang ; mais elles ne pouvaient être efficaces qu'autant que l'union des esprits n'aurait pas été troublée ; et, par conséquent, tant que l'ennemi était en présence, on aurait dû s'interdire spontanément toute discussion sur les

(1) Deux entre le Piémont et la Lombardie, deux entre le Piémont et Parme, deux entre Parme et la Lombardie, deux entre Parme et Modène, deux entre Modène et l'ex-royaume Lombard-Vénitien.

lois fondamentales ou les lois organiques intérieures, en la réservant pour le moment où la cause de l'indépendance aurait complètement triomphé. Jusque là il fallait accepter de tous les côtés un ordre de choses transitoire, ce qui était d'autant plus facile que rien de définitif n'avait été fait à ce sujet nulle part.

En Piémont, on venait d'improviser une constitution n'ayant guère d'italien que le nom. On pouvait la laisser subsister provisoirement sans ultérieure discussion, et sans inconvénient jusqu'au jour de la délivrance et de l'établissement d'une loi fondamentale commune. Ce que l'on avait à demander aux nouvelles chambres piémontaises, et elles ne s'y seraient certainement pas refusées, c'était d'abord un vote de concours dans toutes les charges de la guerre, proportionnellement réparties d'après les bases énoncées plus haut; ensuite, l'engagement pris en commun au nom de tous les peuples de la Haute-Italie de ne traiter avec l'ennemi que d'un commun consentement, et de ne pas quitter les armes tant que la dernière baïonnette autrichienne n'aurait repassé les Alpes.

Dans les pays sortant de la domination directe ou indirecte de l'Autriche, il n'y avait pour le moment rien de mieux à faire que d'y effacer, autant que possible, les traces d'un pouvoir oppresseur. C'était bien ainsi que l'avaient entendu les peuples lorsqu'ils avaient pris les armes, autrement l'insurrection eût été sans but.

Il fallait donc former un seul tout de ces pays que l'Autriche avait morcelés en trois divisions formant le royaume Lombard-Vénitien, les États de Modène et les États de Parme. On devait également s'attacher à faire disparaître dans les diverses sections de chacune

de ces divisions principales, l'esprit de localité que les agents autrichiens avaient cherché à y réveiller sous le prétexte de protéger spécialement certains intérêts partiels. Il était facile de convaincre les populations que ces intérêts étaient mieux protégés encore, en les conciliant avec l'intérêt de l'universalité sous l'égide d'un gouvernement national. Du reste, dans le cas où l'on aurait cru devoir ajourner une fusion avec l'administration piémontaise, après l'adoption d'un pacte fondamental commun, on aurait toujours dû établir un pouvoir provisoire central agissant avec unité de direction sur toutes ces provinces. On conçoit à peine que, dans un moment où l'union la plus étroite des peuples pouvait seule leur donner quelques chances de succès, on ait créé plusieurs gouvernements locaux indépendants les uns des autres, et on soit allé jusqu'à provoquer un plus grand morcellement de territoire et des divisions plus nombreuses que celles portées par les actes mêmes du congrès de Vienne ! Il faut avouer que par cette conduite on a servi admirablement les vues de l'Autriche.

Cependant, malgré ces énormes fautes accompagnées d'immenses malheurs, la cause de l'Italie n'est pas encore perdue. Nous en avons la confiance, et si nous avons signalé jusqu'ici la politique intérieure que les Italiens auraient dû suivre dans la terrible phase qu'ils viennent de traverser, c'est que dans le cas où la lutte viendrait à recommencer, cette politique est encore à notre avis la seule qui puisse amener le triomphe de l'indépendance italienne, et en assurer le maintien sur des bases solides et durables (1).

(1) Voyez ci-après les chapitres XIII et XIV.

CHAPITRE X.

La politique extérieure.

La politique extérieure de l'Italie luttant pour son indépendance, est aussi nettement tracée dans la nouvelle position de ce pays que sa politique intérieure. Cependant, on a émis à cet égard des opinions contradictoires, et on a parlé jusqu'ici avec moins de raison que de passion. Essayons de rétablir la vérité.

Le mouvement simultané des populations européennes modifie singulièrement l'attitude relative de chaque puissance. Les cabinets qui cèdent momentanément à l'orage n'en conservent pas moins au fond leur manière de voir, leurs préoccupations et leurs tendances à se rétablir dans leur première situation dès qu'ils seront moins pressés par les événements. Cela considéré dans ses rapports avec la question de l'indépendance italienne, est gros d'avantages dont l'Italie devra se hâter de profiter, et en même temps de dangers qu'elle doit chercher à éviter avec le plus grand soin. On pourra se faire une idée des uns et des autres en jetant un coup d'œil sur les tendances politiques des différents États de l'Europe.

L'Angleterre a toujours vu dans la cour de Vienne son principal appui sur le continent. Elle a toujours soutenu la maison de Hapsbourg dans ses luttes contre la maison de Bourbon. Menacée, après la révolution française, par le système continental de Napoléon, elle a fait de l'Autriche une hydre toujours renaissante relevant sa tête contre le génie du conquérant. En 1814, le gouvernement anglais a proclamé à la face de l'Europe que, non seulement on pouvait livrer la Lom-

bardie et Venise à l'Autriche, mais que l'on pouvait accorder sans inconvénient à cette puissance plus qu'elle ne demandait en Italie. On doit encore rappeler ici les plans de Pitt qui ont servi de base aux traités de 1815 (1); la conduite de lord Castlereagh envers le peuple de Gènes, et l'entier abandon des intérêts génois sur lesquels le chef du royaume-uni, parlant au nom de la nation anglaise, avait solennellement promis de veiller sans cesse.

Tout cela, il faut en convenir, ne serait pas très rassurant pour la cause de l'Italie, si la question de l'équilibre politique européen n'était pas à la veille de changer complètement de face, même au point de vue de l'Angleterre. Jusqu'ici le cabinet de Londres a regardé les peuples du continent comme le patrimoine de quelques puissantes familles dont il a cherché à balancer le pouvoir sans s'inquiéter aucunement des rapports qui caractérisent les différentes nationalités. Maintenant l'échafaudage de la vieille diplomatie menace ruine, et, de tous les gouvernements qui restent debout, le gouvernement anglais, quelles que soient d'ailleurs ses intentions, est le moins à même aujourd'hui de commettre, sans provocation, des actes d'hostilité contre l'Italie renaissante. Le ministère whig actuel se compose d'hommes modérés, et, d'autre part, le nom seul de Peel semble offrir une garantie contre toute violente détermination. Au reste, alors même que les thorys les plus ardents qui n'aiment de l'Italie que ses ruines, remonteraient au pouvoir, ils rencontreraient dans le peuple et dans le parlement, des ob-

(1) Voyez plus haut le chapitre III.

stacles insurmontables à l'exécution de leurs desseins. Mais si les Italiens, grâce à la situation actuelle des affaires en Europe, n'ont en ce moment rien à craindre, ils n'ont rien non plus à espérer de l'Angleterre. Ils n'ont de meilleur moyen de réussir auprès de cette puissance que de marcher droit et promptement à leur but. Leurs hésitations, leurs divisions en factions et en partis, leur découragement ou leur lenteur à réparer les échecs qu'ils ont éprouvés, ramèneraient le cabinet britannique à son ancien système. L'Autriche y retrouverait un puissant auxiliaire, et l'Italie un ennemi d'autant plus redoutable que celui-ci chercherait à se couvrir des apparences de la liberté.

Les relations de l'Italie avec l'Allemagne semblent offrir tout d'abord une malheureuse complication en ce que la maison d'Autriche affecte de faire cause commune avec l'empire germanique. Mais c'est précisément ce qui simplifie la question. Et, à ce point de vue, si les leçons de l'histoire ne doivent pas être perdues, l'Autriche et l'Allemagne sont également intéressées à ce que l'Italie soit indépendante, libre et forte. En effet, les empereurs d'Allemagne n'avaient jamais cherché à étendre leur pouvoir en Italie sans que le principe de l'unité nationale allemande en ait été affaibli. D'un autre côté, les plus grands princes de la maison de Hapsbourg avaient reconnu (1) que leur famille ne pouvait songer à régner en Italie qu'au détriment de son autorité en Allemagne où se trouvait le principe fondamental de la puissance autrichienne. Du moment où les sages maximes et les exemples de

(1) Voyez plus haut le chapitre VII.

ces princes ont été oubliés, l'empire allemand a été réduit peu à peu à une complète insignifiance, et la diplomatie a fini par effacer même dans ses protocoles jusqu'au nom d'empereur d'Allemagne. Ressuscitant ce nom, la nouvelle diète de Francfort a voulu faire revivre aujourd'hui un symbole d'unité pour les Allemands. Mais si elle s'est donné un chef dans un prince de la maison d'Autriche, ce n'est pas assurément pour en soutenir les projets de domination sur les Italiens, ni pour engager les peuples germaniques, contrairement à leurs intérêts, et au prix de leur sang, dans une lutte meurtrière qui n'est pour les deux peuples qu'une pierre d'achoppement également fatale aux libertés de l'Allemagne et de l'Italie.

Cependant, le cabinet de Vienne, en s'obstinant plus que jamais à faire peser son joug et à exercer son influence sur la péninsule italienne, ne se borne pas seulement à défigurer la vérité en ce qui concerne les rapports politiques des deux nations; mais il saisit avec empressement toutes les occasions d'envenimer les esprits au point de vue de leurs relations commerciales. C'est ainsi qu'entre autres choses, il a presque fait dernièrement du port de Trieste une nouvelle pomme de discorde entre l'Italie et le *Zollverein* (*Association des douanes allemandes*), comme le vont montrer quelques explications incidentes.

L'Autriche s'est toujours refusée à faire partie du *Zollverein*; elle a néanmoins laissé imprimer dans les journaux et dans d'autres écrits que, *sans elle, le Zollverein ne peut mériter le nom d'allemand*. Étrange proposition! puisque l'Autriche compte à peine dans son empire 7 millions d'Allemands, c'est-à-dire le cin-

quième à peu près des populations qu'elle gouverne ; tandis que le *Zollverein* renferme déjà 29 millions d'habitants, et que ceux des peuples germaniques qui sont entièrement indépendants du gouvernement autrichien, forment dans leur ensemble plus de 33 millions d'âmes. Mais on a poussé l'exagération encore plus loin en parlant du port de Trieste, le seul port considérable que possède l'Autriche. *C'est, dit-on, le port naturel de l'Allemagne, et le choix du Zollverein ne peut tomber que sur cette place maritime, parce qu'on doit prévoir le cas où la marine allemande aurait besoin de protection.* Ici on a oublié jusqu'à la géographie du pays (1).

Dans le fait, Trieste n'est ni le port naturel de l'association allemande en général, ni même le port qui doit approvisionner particulièrement l'Allemagne du Midi. Les provinces rhénanes, la Bavière, le Wurtemberg, trouveront toujours leur avantage à recevoir des ports de l'Océan les denrées qui viennent de l'Amérique. Ils les recevront plus directement, plus promptement, et avec plus d'économie, que par Trieste où les navires ne peuvent arriver, après avoir franchi le détroit de Gibraltar, que par une longue et tortueuse navigation, et d'où les marchandises, faute de communication par eau, ne peuvent être transportées à l'intérieur que par la voie de terre et à grands frais.

Trieste n'est pas non plus le port des États ou des provinces de l'Autriche qui avoisinent le *Zollverein*, et sont naturellement en relation avec les ports du Nord. L'Elbe, en effet, seule rivière considérable qui se prête aux grandes opérations commerciales, sert à

(1) Voir l'Appendice (note 2).

l'écoulement des produits de la Bohême, et les denrées coloniales et un grand nombre d'autres articles n'arrivent à l'intérieur que par l'intermédiaire d'Hambourg. Enfin, Trieste ne pourra jamais devenir pour l'Allemagne ce que Toulon est pour la France ; et si le Zollverein est destiné à posséder une force navale et une nombreuse marine marchande, il les trouvera, non pas sur les côtes de l'Adriatique, mais sur celles de l'Océan germanique. Trieste, par la nature même de sa position, est spécialement le port de l'Illyrie et des terres hongroises : son avenir est dans le progrès que ces terres vastes et fertiles, et pourtant encore désertes, feront bientôt vers la culture et la civilisation. Mais, quant à l'Allemagne et à l'Italie, elles sont également désintéressées dans cette position : il est donc d'autant plus extraordinaire que l'Autriche ait voulu en faire l'objet d'une question entre elles, qu'au fond, s'il y a là une question à débattre, ce serait au pis aller entre l'Allemagne et l'Autriche, et non pas avec les Italiens, puisqu'ils ne demandent pas actuellement la possession de ce port. Il y aurait, à la vérité, pour l'Italie, en dehors de notre demi-cercle qui se termine vers l'est à l'embouchure du Lisonzo, une autre limite naturelle qui arriverait jusqu'à Fiume (1), et Trieste y serait compris. Mais cette ligne n'étant pas réclamée, ce ne peut être nullement un motif de discussion et de guerre.

L'Italie ne veut qu'une ligne de confins pouvant servir de base à un système de défense suffisant pour repousser dorénavant toute agression. Nous en avons in-

(1) Napoléon, *Campagnes d'Italie*.

diqué les limites les plus restreintes possibles, et ces limites que la nature offre dans la chaîne des Alpes à l'Italie, l'Allemagne ne peut les lui refuser. Les différences caractéristiques qui font de l'Italie et de l'Allemagne deux grandes nations distinctes, sont d'une évidence incontestable. Ces deux contrées ne peuvent être à la fois le patrimoine d'aucune famille; elles n'ont manifestement aucun droit l'une sur l'autre: comme elles n'ont pas non plus de motif de se faire la guerre. Loin de là, une certaine analogie dans leurs tendances respectives vers l'unité nationale doit leur inspirer naturellement de vives sympathies et les conduire à se rapprocher dans leur intérêt commun.

La Russie, dont les vues se portent naturellement sur la plus belle partie de l'Europe orientale, voit avec satisfaction l'Autriche et l'Allemagne se tourner vers l'Occident, du côté de l'Italie. C'est un grand danger pour l'indépendance italienne. Selon les bruits répandus en 1819, le cabinet de Pétersbourg aurait alors proposé à la cour de Vienne, la réunion de la Galicie au royaume de Pologne contre la restauration d'un *roi de Rome*, et d'une haute protection militaire convenue sur toute l'Italie, en faveur de l'Autriche. Ces bruits n'ont été ni confirmés, ni démentis. En 1821, lorsque des révolutions éclatèrent à Naples et en Piémont, on avait annoncé la marche d'un corps considérable de troupes russes venant en aide à l'Autriche pour étouffer tout mouvement insurrectionnel dans la péninsule. Cependant, à cette même époque, l'empereur Alexandre ne s'était pas montré éloigné d'appuyer éventuellement le rétablissement dans l'Italie septentrionale d'un royaume ayant pour chef le prince Eugène Beau-

harnais, jadis vice-roi de Napoléon; et, dans l'occasion, les mêmes vues que l'empereur Alexandre avait eues sur le prince Eugène pourraient bien se reporter, en 1849, sur le fils de ce prince reçu à contracter une étroite alliance avec le czar actuel. Quoi qu'il en soit, on prétend qu'aujourd'hui, comme en 1821, le cabinet de Pétersbourg offrirait des secours à l'Autriche contre l'Italie. Il est permis de douter que l'Autriche, cédant à un esprit de vengeance contre les Italiens, s'aveugle au prix d'accepter ces offres, de compliquer ainsi le problème de sa puissance en Allemagne, et de multiplier les embarras et les dangers de la présente situation. Dans cet état de choses, les Italiens comprendront combien il leur faut mettre de prudence, de circonspection et de ménagement dans leurs relations directes ou indirectes avec la puissance colossale du Nord.

Il nous reste à parler d'une grande nation dont les destinées se confondent, pour ainsi dire, avec celles de l'Italie. Les provinces de l'Italie continentale surtout ont suivi depuis 1789 toutes les phases de la société et de la civilisation française, et les Italiens se sont associés à toutes les gloires et ont souffert de tous les revers de la France. On a vu que le congrès de Vienne, exclusivement préoccupé, en 1815, de former une barrière contre la France, du côté de l'Italie, s'était méfié des Italiens jusqu'à mettre les États sardes eux-mêmes sous la tutelle de l'Autriche. Quant à la France, la branche aînée des Bourbons, voulant se rendre agréable aux puissances du Nord qui l'avaient aidée à remonter sur le trône, s'abstenait de prendre part aux affaires d'Italie, tellement qu'en 1821, elle ne souleva

pas la moindre objection contre l'occupation militaire autrichienne des États de Naples et d'une partie du Piémont. Sous la branche cadette ce fut bien pis. Les patriotes italiens tombèrent victimes des espérances qu'on leur avait laissé concevoir, et qui furent trompées, et les armées de l'Autriche continuèrent à occuper les divers pays de la péninsule où le peuple donnait quelque signe de vie.

Cependant, en 1826, la France avait aidé les Grecs révoltés contre la Turquie à conquérir *leur indépendance*, et la page des traités de 1815, qui consacrait alors l'intégrité de l'empire ottoman avait été déchirée parce que cela convenait à la Russie, d'accord avec l'Angleterre. De même, en 1830, le gouvernement français, en envoyant des secours aux révoltés belges contre la Hollande, avait assuré *l'indépendance de la Belgique*, et le royaume néerlandais établi par le congrès de Vienne, en 1815, avait été mutilé parce que l'Angleterre n'était pas fâchée de voir les Belges se séparer des Pays-Bas, à condition néanmoins qu'ils ne seraient pas réunis à la France. Après cela, on ne doit pas s'étonner que ce même gouvernement français ait constamment traité de chimère *l'indépendance de l'Italie*, parce qu'elle était condamnée par les cours de Vienne, de Londres et de Pétersbourg. Mais tandis qu'il cherchait ainsi à se concilier la bienveillance de ces cours, il ne laissait pas de nourrir des arrière-pensées sur les développements futurs de la puissance dynastique des Bourbons au-delà des Alpes. Dernièrement encore, le cabinet des Tuileries donnait la mesure de la politique qu'il se proposait de suivre à l'égard de l'Italie, dans le blâme dont il frappait les

efforts des patriotes suisses, tendant à donner plus d'unité à la Confédération helvétique. « Il convient mieux, disait-il, à la France d'avoir pour voisine une Suisse faible et divisée qu'une Suisse forte et unie. » On voit que cet argument s'appliquait à *fortiori* plus encore à l'Italie qu'à la Suisse. Aussi les journaux, regardés comme les organes du ministère, combattaient ils l'idée que les nouvelles agitations populaires des différentes villes d'Italie indiquaient le réveil d'une nation cherchant à briser ses fers : ce n'étaient, selon ces journaux, que les dernières convulsions d'un peuple qui est à l'agonie (1). Un gouvernement, agissant sous de pareilles inspirations, ne pouvait donner aux Italiens que des craintes, et il n'aurait pas été étonnant de voir, en 1848, une armée française descendre les Alpes pour aller étouffer les libertés de l'Italie, de même que déjà, en 1821, 100,000 Français avaient traversé les Pyrénées pour aller rétablir le régime du pouvoir absolu en Espagne.

Telle était, avant le 24 février 1848, l'attitude presque hostile de la France envers l'Italie. Cependant, les plus vives sympathies n'avaient cessé d'exister entre ces deux nations; mais, ces sympathies, il avait suffi d'un gouvernement préoccupé d'intérêts personnels pour les étouffer ou les dénaturer. Dans ces circonstances, l'Italie ne trouvant partout que des ennemis ouverts ou cachés, paraissait perdue sans ressource, et pourtant les populations de cette contrée, peu soucieuses des dangers dont elles étaient menacées, forçaient de tous les côtés leurs gouvernements à des con-

(1) C'est à peu près dans ces termes que s'exprimait, entre autres, le *Journal des Débats*, dans une de ses feuilles, il n'y a pas deux ans.

cessions équivalant au fond à une déclaration de guerre à l'Autriche. Par ces mouvements faits en désespoir de cause, les Italiens semblaient avoir un secret pressentiment de cette grande levée de boucliers des peuples, qui devait changer encore une fois la face de l'Europe, et dont le signal fut bientôt donné en février dernier (1848) par la révolution de Paris, et la proclamation de la République française.

Cette révolution rendait à l'Italie, luttant pour son indépendance, un ami, et laissait espérer aux Italiens un puissant appui dans le peuple français. Après cet heureux changement, essayons de présenter à leur véritable point de vue les relations politiques de la France avec l'Italie.

Le nouveau gouvernement français a fait connaître la politique extérieure qu'il se proposait de suivre dans une circulaire adressée, en mars dernier, aux agents diplomatiques de la République auprès des puissances étrangères. Ce document, assez long, se résume en peu de mots dans la distinction suivante : La France républicaine ne reconnaît pas les traités de 1815 en droit. Elle les admet néanmoins comme des faits, et les divisions politiques territoriales portées par ces traités seront la base de ses rapports avec les autres nations. Elle n'intentera la guerre à aucune puissance pour détruire ces faits, mais elle cherchera à les modifier pacifiquement et d'un commun accord. Quant à l'application de cette politique générale à l'Italie, on trouve dans la même circulaire le passage suivant : « *Si les États indépendants de l'Italie étaient envahis, si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures, si on leur contestait à main armée le droit*

de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croisance et de nationalité des peuples. »

Selon ce document, la France *ayant accepté le fait* porté par les traités de 1815, de la réunion des provinces Lombardo-Vénitiennes à l'Autriche, comme base de ses relations avec le cabinet de Vienne, ne pouvait plus en faire un cas de guerre ou d'intervention armée; ce ne pouvait être que l'objet d'une négociation pacifique entre ces deux puissances. Cependant, peu de temps après, le même ministre qui avait signé au nom de la France la nouvelle profession de foi politique spontanément adressée aux cabinets de l'Europe, était entraîné, dans la chaleur de son âme expansive, à promettre, encore au nom de la France, un secours armé aux insurgés italiens.

D'un autre côté, par un singulier contraste, le cabinet français ne jugea pas à propos d'user du droit qu'il s'était réservé *d'armer au besoin* pour protéger les États italiens indépendants contre toute influence étrangère. A ce titre il n'aurait pas dépassé les termes de sa déclaration, en demandant à l'Autriche l'évacuation de la citadelle de Ferrare, contre l'occupation de laquelle le gouvernement romain n'avait cessé de protester depuis 1815, et le départ de toute force armée autrichienne des duchés de Modène et de Parme. *Ces faits* rentraient évidemment dans la catégorie des *faits non acceptés* par la France, et des obstacles qui gênaient la liberté des États indépendants précités; liberté pour la défense de laquelle la circulaire française faisait un cas de guerre.

Un peu de réflexion sur le sens et la portée de cette circulaire, en ce qui concerne l'Italie, aurait dû faire comprendre à la Lombardie et à Venise, qu'un secours armé de la France en leur faveur devenait politiquement impossible, tant qu'elles seraient restées à l'état de provinces révoltées contre l'Autriche, essayant d'établir des gouvernements locaux sans connexion ni aucun caractère d'ordre et de stabilité. Leur transformation, leur fusion en une puissance nationale régulière pouvait seule changer leur condition; et cette puissance acceptée dans la famille des États indépendants d'Italie, la France l'aurait aussi reconnue et ne se serait sans doute pas refusée à conclure avec elle un traité d'alliance. Il en serait résulté un heureux changement dans la situation de l'Italie envers les cours étrangères, et on aurait ainsi pu éviter de grands malheurs; dans tous les cas, on aurait jeté dans l'avenir l'autorité d'un précédent.

Mais en Italie, ainsi qu'en France et ailleurs, les esprits étaient emportés par la tourmente politique. On semblait s'écarter à l'envi de la ligne naturelle que les événements indiquaient comme la seule à suivre pour atteindre au grand but que l'on s'était proposé : l'indépendance et la liberté des peuples. Les Italiens croyant d'abord pouvoir se suffire à eux-mêmes, et certainement ils l'auraient pu s'ils avaient mieux compris leur position, s'étaient réservé de profiter des offres de la France dans le cas d'un revers qu'ils regardaient comme peu probable. Cependant, premier mécompte, le revers survient. Ils s'adressent alors en toute assurance au cabinet français, ne doutant nullement d'en obtenir le secours armé qui leur avait été d'abord promis : second mécompte, le secours est réclamé en vain.

Les circonstances n'étaient plus absolument les mêmes qu'au moment où l'insurrection lombarde avait éclaté. Lorsque la fortune se montrait prospère à l'Italie, une simple démonstration de la part de la France, accompagnée de sérieuses négociations auprès de la cour de Vienne, aurait pu donner promptement à la question italienne une heureuse issue sans qu'il y eût eu trop de danger de voir s'allumer une guerre générale. Aujourd'hui c'est différent : non seulement l'Autriche a réussi par le succès de ses armes à tourner une position de fait déjà favorable aux Italiens, tout à son avantage; mais elle a mis en œuvre tous ses moyens pour faire de la question italienne une question allemande et même une question politique européenne auprès des cabinets de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre. Ceci explique suffisamment le motif pour lequel les Italiens en s'adressant à la France, au lieu d'une armée française qu'ils s'attendaient à voir voler à leurs secours, n'y ont trouvé qu'une médiation, et non pas une médiation pure et simple, mais une médiation mixte, dont nous allons examiner la nature et signaler les effets immédiats avec les derniers résultats probables.

CHAPITRE XI.

Suite. — La Médiation. — Les Conférences diplomatiques.

Les peuples groupés par leur affinité d'origine, de langue, de caractères; régis par des institutions conformes à ces affinités; éclairés sur leur situation respective et sur les avantages qu'ils peuvent réciproquement tirer de leurs bonnes relations internationales, ne trouvent point en eux-mêmes de germes de guerre mutuelle. Mais un vice radical dans la distribution des

corps politiques fait naitre du choc de leurs intérêts les mauvaises passions, excite les haines et provoque les populations à de funestes combats. Ainsi nous avons vu souvent les nationalités étouffées, l'ordre social compromis, les lois de l'humanité violées, et pendant trente-trois années de paix entre les puissances et les gouvernements de l'Europe, nous avons vu les terres de cette contrée désolées et abrenvées de sang depuis la Vistule jusqu'au Tage.

Ces désastreux prétendus intérêts, qui portent les peuples à s'entredéchirer, tiennent principalement à trois causes : à une vague délimitation de territoire donnant lieu à des contestations entre des nations voisines ; ou bien à un contraste de races diverses et à l'oppression de l'une par l'autre ; ou enfin au pouvoir de certains chefs et au maintien de certaines dynasties.

Les deux premières causes sont évidemment étrangères à la position de l'Italie. C'est en effet une terre renfermée entre la mer et les plus hautes montagnes de l'Europe ; une terre habitée par une masse d'hommes parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs et les mêmes sentiments, portés à entretenir des rapports d'amitié avec toutes les autres nations, ne demandant qu'à jouir d'une vie politique à eux, et entièrement indépendante de l'étranger.

Que diraient-ils les peuples de notre continent, Français, Allemands, Hongrois, Russes, placés à une hauteur d'où ils pourraient contempler ce spectacle ? Il n'y en aurait pas un assurément qui ne reconnût, au physique comme au moral, les lois providentielles de cette position péninsulaire où se trouve inscrit le droit naturel des Italiens à leur indépendance.

Du reste, dans tous les cas, ces deux causes sc-

raient généralement appréciées au juste par le bon sens des peuples , et les questions qui s'y rattachent recevraient facilement une solution pacifique , si les intérêts dynastiques ne venaient pas envenimer les querelles , et semer partout la discorde et l'erreur. C'est la troisième et la plus terrible cause des guerres et des malheurs qui affligent les nations , et elle fera couler peut-être pendant longtemps encore des torrents de larmes et de sang. C'est aussi la cause des souffrances de l'Italie.

Les considérations qui précèdent nous ont paru indispensables , parce que , en retraçant la position de l'Italie et la cause des maux qui l'oppriment , elles nous conduisent en même temps , ainsi qu'on le verra tout à l'heure , à bien déterminer la nature de la médiation anglo-française par les tendances mêmes inhérentes au système politique propre à chacune des deux puissances médiatrices.

La médiation nouvellement offerte dans les affaires d'Italie par la France et l'Angleterre réunies , est un acte d'humanité qui honore ces puissances. Mais les bonnes dispositions des cabinets de Londres et de Paris , en général , ne peuvent rien changer , politiquement parlant , à leur diverse manière d'être , ni effacer les différences essentielles qui en résultent , et qui ne comportent pas un parfait accord entre eux , dans le développement de leur médiation. Je m'explique.

L'Italie souffre depuis deux siècles sous la funeste influence des intérêts dynastiques de deux familles qui ne lui appartiennent pas. La maison de Bourbon d'un côté , d'un autre côté la maison d'Autriche , ont apesanti sans cesse leur joug sur les Italiens ; la mai-

son de Bourbon, ayant pour elle la France; la maison d'Autriche, entraînant avec elle l'Allemagne, et trouvant toujours dans l'Angleterre son principal appui. Mais aujourd'hui la France vient de se dégager elle-même de tout intérêt dynastique; l'Allemagne chemine au même résultat par des révolutions dont on ne saurait prévoir la durée; l'Angleterre seule reste inébranlable dans sa position primitive. Les conséquences de ce nouvel état de choses, par rapport à l'Italie, sont faciles à déduire.

La politique française n'ayant plus désormais à soutenir la dynastie d'un Bourbon à Naples, ni celle d'un autre Bourbon à Lucques ou à Parme, ne nourrissant d'ailleurs aucun projet de domination sur les pays voisins, devient naturellement simple, franche et loyale, parce qu'elle se trouve parfaitement d'accord avec la vraie et bonne politique des autres peuples civilisés du continent de l'Europe. Dans ces conditions, il est juste que la France ne possède pas les débouchés de la chaîne des Alpes occidentales qui conduisent en Italie; mais il est aussi juste qu'aucune autre puissance ne demeure en possession des Alpes orientales, et que l'Italie ne reste ainsi privée, de ce côté, de ses moyens naturels de défense. En un mot, il faut que, comme les passages des Alpes sont fermés, à l'ouest, aux invasions éventuelles de trente-six millions de Français, ils soient également fermés aux agressions possibles de quarante millions d'Allemands et des peuples illyriens qui vivent maintenant sous la dépendance de l'Autriche, mais qui font partie d'une race de quatre-vingts millions de Slaves. On voit qu'au fond l'indépendance italienne entière et sans réserve, n'est pas moins dans l'intérêt de l'Allemagne que dans celui de la France, car la France,

l'Allemagne et l'Italie, placées au centre de l'Europe, respectivement indépendantes, libres et fortes, offrant dans leur ensemble une population de cent millions d'âmes, peuvent assurer par leur alliance le triomphe de la civilisation. Mais laisser les portes de l'Italie ouvertes aux envahissements d'une grande puissance, quelle qu'elle soit, c'est laisser subsister une cause permanente de guerre et de servitude. La France, dans ses relations extérieures, n'a donc pas aujourd'hui d'intérêt national plus pressant que l'affranchissement de l'Italie de toute dépendance de l'étranger. C'est un point essentiel que le cabinet français ne peut abandonner sans se trahir lui-même.

L'Angleterre se trouve, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans une situation tout opposée à celle de la France. A l'intérieur on a, ici, un édifice nouveau qu'il faut achever et consolider; là, un vieil édifice qu'il faut étayer pour le faire tenir debout le plus longtemps possible. A l'extérieur, les traités de 1815, rejetés aujourd'hui, en principe, par la France, forment toujours la seule base de la politique anglaise. D'ailleurs, aux yeux du gouvernement britannique, on a dépassé, dans quelques pays de l'Europe centrale, les bornes d'une liberté dont il aurait voulu leur donner la mesure, et il ne voit dans les mouvements populaires, regardés par la France républicaine comme les avant-coureurs de la régénération des peuples, qu'un danger pouvant compromettre les intérêts de la Grande-Bretagne, et presque une menace contre l'ordre actuellement établi dans les trois royaumes. Se croyant par conséquent intéressé à voir réprimer ces mouvements, qu'il ne peut espérer de diriger ou de modifier à son gré, le cabinet de Londres ne retrouve, pour tenir à

ses desseins dans le continent, d'allié plus fidèle et d'auxiliaire plus sûr que l'Autriche. Il est donc naturellement porté, dans ses relations diplomatiques, à soutenir de toute son influence la puissance autrichienne en général, et particulièrement à maintenir autant que cela peut dépendre de lui, sous une forme ou sous une autre, la domination de l'Autriche en Italie. C'est pour lui un point capital qu'il n'abandonnera qu'à la dernière extrémité.

En mettant ainsi en regard les principes et les intérêts politiques de l'Angleterre et de la France, considérés dans leurs rapports avec l'Italie, on se trouve en présence de deux éléments hétérogènes dont la fusion ne semble guère possible. Cependant une médiation combinée laisse supposer de la part des puissances médiatrices un parfait accord sur les principes à suivre dans leurs propositions aux parties belligérantes. Si cet accord existe, où, comment il a pu se former? c'est le secret de la diplomatie. On ne peut pas, et alors même qu'on le pourrait, on ne devrait pas soulever le voile qui couvre les négociations; il est seulement à souhaiter que l'issue en soit favorable à l'indépendance italienne devenue, à notre avis, une des conditions les plus essentielles de la paix de l'Europe. En attendant, ne perdons pas de vue les premiers effets de la médiation anglo-française.

Cette médiation devait d'abord profiter principalement à l'Autriche. Il est évident que la France, n'étant pas dans l'intention de s'engager dans une guerre pour défendre l'Italie, voulant néanmoins lui venir en aide et en favoriser l'affranchissement au moyen de négociations diplomatiques, aurait plus facilement atteint ce but en offrant sa médiation au moment où les Ita-

liens avaient l'avantage dans le combat, qu'au moment où ils venaient d'éprouver un grand revers de fortune. En effet, puisque le cabinet de Vienne accepte aujourd'hui la médiation, après la victoire, il l'aurait acceptée à plus forte raison dans les jours moins favorables à ses armes, lorsqu'il avait fait lui-même des avances pour négocier. Les Italiens, connaissant la détermination du gouvernement français, de ne pas intervenir à main armée en leur faveur, même en cas de revers, se seraient bien gardés de refuser l'intervention pacifique de la France, et de risquer ainsi de perdre l'appui moral de la seule puissance de premier ordre qui se montrait favorable à leur cause. L'indépendance de l'Italie eût été alors moins difficile à obtenir sans qu'il fût besoin d'avoir recours aux armes. Au surplus, pendant le temps que la médiation aurait duré, les provinces lombardes, une partie des provinces vénitiennes et les duchés de Parme et de Modène, se trouvant alors au pouvoir des Italiens, n'auraient pas été occupés et ravagés par l'ennemi.

Mais, après la déroute de l'armée italienne, la médiation arrivait malheureusement trop tard pour l'Italie. Un armistice conclu par les officiers de la cour de Sardaigne, et *désavoué* en vain par le ministère piémontais, abandonnait toute la *Haute-Italie*, les provinces des États sardes seulement exceptées, à la merci de l'Autriche. Les troupes impériales, aux termes de cet illégitime armistice, et sans égard à la médiation anglo-française, eurent bientôt envahi les duchés de Modène et de Parme; deux États dont l'indépendance avait été posée comme un cas de guerre dans la dernière circulaire du cabinet français.

Depuis lors, ces contrées, en butte à de continuelles

dévastations, à des actes de vandalisme inouis, sont frappées tous les jours d'énormes contributions de guerre, désolées par de cruelles vengeance et par de sanglantes exécutions. Ainsi le temps indéfini de la durée de la médiation a été, est, et sera un temps de saturnales pour les agents, les généraux et les soldats autrichiens vivant à discrétion dans le pays. En attendant, l'Autriche continue à couvrir de ses baïonnettes une plus grande étendue de terres italiennes, que les traités mêmes de 1815 ne lui en ont attribué ; elle renforce sans obstacle ses armées par de nouvelles recrues qui, avides de butin, se précipitent sur ces terres fertiles dont les richesses seront bientôt épuisées. Enfin, chancelante en Allemagne, détestée en Hongrie, inquiète sur les intentions de Jellachich, ce chef slave, dont elle a voulu faire un instrument d'oppression pour les Hongrois, la maison d'Autriche vient se rabattre sur l'Italie. Elle y règne en ce moment à l'ombre de la médiation anglo-française, sans crainte d'être troublée dans la jouissance de ses triomphes. Elle croit voir dans Radetzky, le vieux général consommé, qui, après lui avoir assuré sa domination et son influence sur la Péninsule, ira la délivrer de tous les embarras qu'elle éprouve au-delà des Alpes.

On dira que ces effets, attribués à la médiation, sont la conséquence inévitable des fautes commises par les Italiens, et, qu'indépendamment des bons résultats que cette médiation pourra produire en faveur des peuples de l'Italie, elle leur a déjà été utile, surtout en arrêtant la marche des Autrichiens sur les États sardes. Mais c'est ici peut-être le plus grand service que l'on ait rendu à l'Autriche. Le Piémont aurait sans doute horriblement souffert d'une irruption ; ce-

pendant il ne faut pas s'imaginer que la continuation de la guerre eût été favorable à la cause autrichienne. Dans une première impression de frayeur, on a exagéré les forces dont Radetzky pouvait disposer. Ce général ne pouvait pas alors espérer d'obtenir promptement les secours dont il aurait eu besoin; il se serait d'ailleurs trouvé dans la nécessité de disperser ses forces sur une grande surface, au milieu de populations hostiles, et il aurait eu affaire en Piémont à des peuples belliqueux animés par de glorieux souvenirs. Une insurrection populaire aurait été organisée contre les agresseurs, et, alors même que le gouvernement sarde se serait laissé entraîner par faiblesse à signer un traité dicté par l'ennemi, l'Autriche n'en aurait pas été plus avancée; elle n'aurait pas soumis un peuple, elle aurait compté seulement parmi ces victimes un prince de plus, et elle n'aurait fait ainsi qu'assouvir inutilement une ignoble vengeance. Les courageux efforts de plusieurs villes d'Italie, qui ont fait une résistance héroïque, se seraient multipliés, tout le monde aurait repris courage, et l'Autriche, déjà minée de tous les côtés, aurait trouvé son tombeau dans l'envahissement du Piémont et de Gènes.

Il est donc facile de concevoir que l'Autriche s'étudie à traîner en longueur les négociations relatives à une médiation dont elle recueille tous les fruits; tandis que les Italiens, barbarement rançonnés, continuent à subir d'infâmes spoliations, et semblent indéfiniment condamnés à se taire et à souffrir.

Ce serait téméraire, sans doute, d'anticiper sur les événements. Il est néanmoins permis de douter que l'Italie puisse trouver prochainement un terme à ses longues souffrances, dans l'issue de la médiation an-

glo-française. Le cabinet de Vienne cherche à tourner habilement la question, et à tirer profit de la divergence que nous avons déjà signalée dans les tendances politiques des cabinets médiateurs de Paris et de Londres. Il parle aux Italiens de leurs libertés nationales; il annonce son intention de constituer les provinces lombardo-vénitiennes en un État distinct et libre, à l'instar, dit-il, par exemple, de la Hongrie, sous la *suzeraineté* de l'Autriche. Et ce serait ce même cabinet qui, dans la fureur de son despotisme, menaçait naguère les Italiens du sort des Polonais de la Galicie; ce serait, disons-nous, ce même cabinet qui aurait aujourd'hui le triste courage de citer aux Vénitiens et aux Lombards l'exemple de la malheureuse Hongrie, pour leur donner un avant-goût du bonheur dont il se propose de les faire jouir!! On a d'ailleurs la mesure de sa feinte libéralité dans les prétentions mêmes de suzeraineté qu'il cherche à soulever. En rappelant les anciens droits féodaux, il semble se reporter de cinq siècles en arrière, à l'époque où l'empereur Frédéric II faisait soutenir par de vils avocats mercenaires la thèse que *l'Italie était son patrimoine* (1). Mais nous n'avons pas à nous arrêter à une discussion oiseuse. Le mot de suzeraineté a fait son temps; s'il peut flatter encore l'oreille de quelques membres de l'aristocratie anglaise, il ne forme plus qu'un contresens avec l'état actuel des peuples civilisés du continent. Du reste, les Italiens, déterminés à renouveler, s'il le faut, le combat pour conquérir leur indépendance,

(1) C'est ce qu'il écrivait lui-même au Pape : *Italia hæreditas est mea.*

ne demandent pas à l'Autriche qu'elle s'occupe de leur donner un Code de libertés ; une fois indépendants, ils sauront régler eux-mêmes leurs rapports politiques entre eux, et se donner les institutions qui leur conviendront davantage.

Mais, tenant un langage libéral d'emprunt pour endormir les peuples, et pour donner à l'Angleterre un plausible prétexte de venir indirectement à son aide, l'Autriche n'en aurait pas moins profité des loisirs que lui a faits la médiation pour se ménager la faveur des autres puissances du Nord, et s'assurer principalement l'appui de la Russie. Enfin, après plus de deux mois de tergiversations, elle aurait amené artificieusement la proposition de la réunion d'un congrès pour y traiter des affaires d'Italie, et, toujours fidèle à son système dilatoire, elle aurait provoqué un nouvel échange de notes sur le choix encore indécis de la ville où devront se tenir les conférences.

On se demande comment ce congrès sera composé, si la Prusse et la Russie y seront appelées, ainsi qu'il en a couru le bruit, ou bien s'il est simplement question de conférences diplomatiques entre les agents de l'Autriche, du gouvernement sarde et des puissances médiatrices. Une chose est certaine dans tous les cas : c'est que la France est seule à rejeter les traités de 1815, et que, pour tous les autres cabinets, ces traités sont le droit commun de l'Europe. Dans ces circonstances, il est évident que, du moment où l'on ferait dépendre la décision de la question italienne d'une réunion de diplomates, l'Italie peut être regardée comme jugée et condamnée d'avance.

Dans l'hypothèse donc où ce congrès aurait lieu,

L'Autriche aurait toujours gain de cause. Cependant , elle n'aimerait peut-être pas voir insérer les larges promesses qu'elle fait aux Italiens , dans des protocoles signés et garantis par d'autres puissances. Ces promesses , elle voudrait les formuler à son gré et selon l'occasion, dans des manifestes ou des proclamations qu'elle pourrait déchirer d'un jour à l'autre, sans crainte qu'un cabinet étranger vienne , les traités à la main , lui susciter des embarras à l'intérieur. Mais elle est bien convaincue que l'ouverture d'un congrès pouvant aboutir à un résultat , est une chose moralement impossible au milieu de la tourmente politique qui agite maintenant tous les peuples. Les plénipotentiaires désignés par les gouvernements actuels, n'auraient peut être pas seulement le temps d'arriver au lieu de leur destination ou de remplir les premières formalités de l'étiquette, et ils seraient, en tout cas, devancés par des événements qui rendraient leur œuvre inutile. Vraiment , dans de semblables circonstances , on ne peut regarder comme sérieuse l'idée qu'une réunion de diplomates ait le temps de se former, de discuter, d'achever tranquillement ses travaux, et de parvenir ainsi à régler le sort d'un pays de l'Europe quelconque. L'Autriche ne se trompe pas sur ce point ; elle cherche à gagner du temps , parce qu'elle croit entrevoir, dans de nouvelles crises , qu'elle regarde comme prochaines , tant chez elle qu'à l'étranger, un moyen de recouvrer sa force et sa puissance au-delà des Alpes. Et quant à l'Italie, le cabinet de Vienne n'avait d'abord de meilleur parti à prendre que d'accepter la médiation offerte, qui le maintenait dans une position dont il retire d'immenses avantages;

il ne pouvait ensuite trouver d'expédient plus efficace pour prolonger indéfiniment l'ouverture d'un congrès nécessairement stérile en résultats, et renvoyer ainsi la fin de cette médiation anglo-française aux calendes grecques.

Nous allons maintenant résumer en peu de mots ce que nous avons dit jusqu'ici sur la politique extérieure de l'Italie. Au moment où nous écrivons, les Italiens peuvent compter au moins sur l'appui moral de la France.

Quant à l'Angleterre, elle ne leur fera pas une guerre active tant qu'ils combattront pour leur seule indépendance.

Les pays intermédiaires entre la Russie et l'Italie, en prise à une grande agitation, offrent dans les mouvements divers de leurs populations, des complications qui ne peuvent manquer d'absorber toute l'attention des cabinets de Pétersbourg et de Berlin, et des assemblées nationales allemandes. Par conséquent, l'Italie, politiquement parlant, doit regarder comme peu probable une intervention armée de la Russie, de la Prusse pour appuyer l'Autriche.

Les Allemands, Hongrois ou Slaves, chez lesquels le cabinet de Vienne semblait naguère pouvoir puiser à volonté de nouvelles armées destinées contre l'Italie, sont en lutte entre eux, préoccupés d'intérêts de race et de nationalité.

Jamais l'état des différentes puissances de l'Europe n'a présenté d'occasion plus propice aux peuples de l'Italie pour se rendre indépendants. En saisissant cette occasion sans le moindre retard, car il y a péril en la demeure, les Italiens ont donc encore une fois dans

leurs mains les moyens de sauver leur patrie. C'est ce que nous allons achever d'expliquer.

CHAPITRE XII.

Moyens de salut.

Environnée de dangers de tous les côtés, l'Italie frémit au milieu de l'ébranlement général européen.

Le mouvement s'est commencé depuis peu à l'est des Alpes chez les races germaniques, hongroises et slaves. Il a d'abord offert aux Italiens des chances favorables ; ceux-ci n'ont pas su en profiter. Ce mouvement a été accompagné dans ses développements ultérieurs de terribles commotions au sein d'une population de 130,000,000 d'âmes ; il a été effrayant, et peut devenir surtout funeste à l'indépendance italienne ; car, si au milieu de la dissolution où il jette les éléments de la vie politique de l'Autriche, la puissance de cette maison, sauf peut être quelques retours éphémères de fortune, semblables aux lueurs fugitives d'une lampe qui se meurt, voit sonner un jour son heure fatale, la malheureuse Italie, attachée alors encore au corps mourant de son dominateur autrichien, ne pourra qu'en suivre la destinée, et sinon périr aussi, du moins rester en butte aux envahissements de l'étranger, aux débordements des peuples encore à demi barbares, et retomber de servitude en servitude pour les siècles à venir.

Du côté de l'ouest, l'Italie ne saurait être rassurée davantage. La révolution de France ne touche pas encore à sa fin. Soixante années se seront bientôt écoulées depuis l'époque mémorable de 1789, et la France

n'est pas encore à l'abri de ces brusques changements toujours inévitables dans les dernières phases d'une grande transition sociale. Nous avons vu que l'attitude politique du gouvernement français se dessinait plus nettement il y a six mois qu'aujourd'hui en faveur de l'indépendance de l'Italie, et les Italiens qui ont suivi avec attention la marche des événements en France, seront peu disposés à réunir en ce moment leurs voix aux voix de ceux de leurs compatriotes qui s'obstinent à réclamer l'intervention armée française. C'est qu'indépendamment des inconvénients que cette intervention entraînerait avec elle dans les circonstances présentes, il faut aussi comprendre qu'il est d'autant plus inutile d'y insister que la position même où le cabinet français vient de se placer lui rend politiquement impossible d'intervenir à main armée dans les affaires de la Péninsule pour la cause de l'indépendance. On sait bien que les sympathies du peuple français sont acquises aux peuples d'Italie qui cherchent à secouer le joug de l'Autriche; mais l'expérience a prouvé que les gouvernements, quelle que soit d'ailleurs leur forme, ne tiennent souvent pas grand compte des sympathies qui existent entre les peuples. Ainsi, le peuple français toujours bon et généreux faisait, sans doute, des vœux, en 1822, pour les libertés de l'Espagne, tandis que l'on voyait une armée française aller détruire ces libertés à Madrid. Plus tard, le peuple français n'était pas moins porté à favoriser l'indépendance et la liberté de l'Italie, lorsqu'un cabinet, à peine sorti de la révolution de 1830, concluait un marché honteux avec le cabinet de Vienne, et ne se faisait pas scrupule d'acquiescer à

l'occupation autrichienne de plusieurs contrées d'Italie, à condition qu'on lui laisserait occuper militairement un petit coin de ce pays par quelques régiments français (1). Enfin, après la Révolution de Février 1848, le peuple français n'avait pas sans doute gardé rancune aux Italiens de ce qu'ils avaient cru pouvoir se passer des secours armés qui leur avaient été d'abord offerts, lorsque, possédant, en effet, des forces matérielles suffisantes pour chasser leurs oppresseurs, ils vivaient dans la confiance que ces forces seraient conduites par des chefs habiles et actifs d'après un plan dont toutes les parties auraient été bien coordonnées entre elles. Cette prévision ne s'étant pas réalisée, le peuple français, disons-nous, était assurément toujours disposé à voir remplir les promesses faites en son nom, et à donner à l'Italie, à l'heure du danger, les secours qu'elle réclamait. Mais ces secours, le cabinet français les a refusés contre le vœu de sa nation, et pendant qu'il se montre impassible devant les longueurs d'une médiation ayant pour résultat la spoliation de l'Italie, il vient d'annoncer inopinément contre une ville de la Péninsule une expédition militaire entièrement étrangère à la cause de l'indépendance italienne (2).

Ces exemples ne sauraient jamais être assez rappelés aux Italiens pour les convaincre que leur indépendance ne peut ou ne doit être conquise que par leurs propres forces. Il leur aurait fallu laisser de côté toute demande d'un secours matériel dont au fond ils n'ont pas besoin (3), et tâcher par leur accord de se con-

(1) Voyez l'appendice (note D).

(2) Voyez l'appendice (note E).

(3) Effectivement, unis, ils n'en ont pas besoin; désormais, ce secours leur serait utile, s'il n'était dangereux.

stituer de manière à tirer le plus grand profit possible de l'appui moral que la France leur offrait naguère avec chaleur. Aujourd'hui cet appui moral a beaucoup faibli sous tous les rapports, et il ne serait même pas étonnant de voir les relations politiques entre la France et l'Italie revenir au point où l'on a vu que nous les avons laissées avant la Révolution de Février (1). Un pareil changement, s'il venait bientôt à se réaliser (et en temps de révolution on ne sait si ce qui est regardé comme impossible un jour n'arrivera pas le lendemain), ne fût-il que momentané, n'en serait pas moins fatal à l'Italie divisée et toujours désolée par les agents de l'Autriche.

Que les Italiens tournent donc leurs regards vers l'est ou vers l'ouest, ils doivent reconnaître que jamais ils ne pourront se rendre indépendants de l'étranger, tant qu'ils continueront à laisser échapper à l'intérieur comme à l'extérieur les moments les plus favorables à leurs desseins. Il leur faut, comme on dit, prendre l'occasion aux cheveux si toutefois elle leur revient encore. Au lieu donc de languir dans l'inertie, et de perdre en querelles et en déclamations stériles un temps précieux, il leur faut agir, tandis que tout se meut autour d'eux.

Cependant, ils semblent hésiter, et s'arrêter devant l'interminable et dérisoire médiation anglo-française. On se préoccupe de sourdes menées qui se feraient, dit-on, par quelques cabinets italiens auprès de la France et d'autres grandes puissances. On parle de l'intention officiellement manifestée par le cabinet de

(1) Voyez plus haut, chapitre X

Saint-Petersbourg d'appuyer l'Autriche par l'expédition d'un corps d'armée russe en Italie. On prétend que des déclarations d'une nature menaçante pour l'Italie auraient été faites également au nom de la diète de Francfort qui, sur ce point comme sur bien d'autres, entraînée par les intérêts dynastiques du chef qu'elle s'est donné, agirait ainsi que nous l'avons démontré, contrairement aux vrais intérêts allemands (1). Savoir trop vraiment ce qu'il en est.... Dieu le sait ; car il est difficile de pénétrer dans le secret des cabinets et de connaître toute la vérité. Mais, admettons tout cela, s'ensuit-il que les Italiens doivent se croiser les bras et attendre que la diplomatie vienne leur annoncer dans ses tristes protocoles le sort qu'elle aura réservé à leur patrie, ou bien que les événements marchant en dépit des diplomates viennent engager une lutte générale et porter une guerre non italienne dans le cœur même de l'Italie. Les Italiens ne voient-ils pas que dans les deux cas leur indépendance n'est plus qu'une vaine chimère ? Jamais, nous le répétons, jamais ils n'ont eu de plus graves motifs pour agir promptement et avec vigueur, afin de se constituer, en temps utile, en nation indépendante et libre.

Mais, un instant, une action prompte et vigoureuse, pour être efficace, n'est possible que par l'union de tous, et l'union de tous ne peut exister, telle qu'elle est exigée dans les terribles circonstances où se trouve présentement l'Italie, qu'en réservant la discussion de certaines questions intérieures, pour la fin de la guerre

(1) Voyez plus haut chap. X.

de l'indépendance. Jusque-là tout bon Italien aura à faire un sacrifice moral : il aura à s'interdire spontanément, et par un sentiment de patriotique abnégation que la seule loi du cœur saurait inspirer (1), la manifestation d'idées pouvant mettre en émoi les esprits dans des sens opposés, et empêcher ainsi les bras de s'unir pour combattre l'ennemi commun ; et qu'ils ne s'effarouchent pas de ce sacrifice provisoire, car, au fond, ces idées se rapportent à la manière d'envisager la nationalité de son pays. Au lieu de cela, on veut, d'un côté, une Italie indivise ; d'un autre côté, une Italie fédérale. Eh bien ! alors, un mot sur ces deux positions.

Les hommes d'État pratiques et nos diplomates du jour semblent regarder l'unité de l'Italie, ainsi que l'unité germanique, comme un rêve de quelques esprits exaltés. Bien que les termes de comparaison entre l'Allemagne et l'Italie nesoient pas exacts, toutefois l'histoire nous montre ces deux pays marchant, l'un et l'autre, vers la formation d'un corps national unique. En effet, nous avons vu près de mille petits États souverains fractionnant jadis l'Allemagne, réduire peu à peu leur nombre pendant environ cinq siècles : trois cents avaient survécu. Ensuite nous voyons suffire un intervalle de moins de vingt années, clos en 1815, pour les réduire à trente seulement. Depuis 1815, on voit surgir dans la formation du Zoll-

(1) Une loi répressive serait tyrannique, impuissante, et aurait un effet contraire au but que nous avons en vue. Les Italiens n'ont-ils pas déjà réalisé, au point de vue matériel, en s'interdisant spontanément l'usage de certains objets, l'exemple que nous leur proposons au point de vue moral ?

verein comme une nouvelle unité de nation, embrassant 28,000,000 d'Allemands. Enfin, un dernier progrès de cette tendance unitaire se montre plus rapide encore dans les événements dont nous sommes témoins. Même résultat pour l'Italie, et surtout pour la Haute-Italie, qui, par nécessité de position, se trouve principalement aujourd'hui le foyer de cette indépendance qui seule peut amener l'unité italienne. Dans l'histoire de cette contrée, nous voyons succéder à ces villes innombrables dont chacune formait une puissance à part, de petites principautés dont le nombre diminue successivement et se réduit dans le XVIII^e siècle à six ou à sept États divers, et, à la paix de 1815, à deux seules divisions : c'est, d'un côté, le pays gouverné par l'Autriche ; de l'autre côté, le Piémont et les États sardes. Un pas de plus en effaçant la domination étrangère de l'Autriche, et ces deux parties se fondent naturellement en un seul tout.

A ces faits historiques incontestables nous ajouterons l'opinion de Napoléon sur l'avenir de l'Italie : « *Toute cette grande population (italienne), dit-il, pro-* » *fessant la même religion, jouissant également des dou-* » *ceurs d'un climat très tempéré, ayant le même langage,* » *la même littérature, doit s'influencer réciproquement, et* » *finir par s'agglomérer comme l'ont fait les divers* » *royaumes britanniques, les diverses provinces de* » *l'Espagne, celles de la France, comme le feront peut-* » *être un jour celles de l'Allemagne. Les parties italien-* » *nes ont eu et ont encore plus de choses communes entre* » *elles que n'en avaient toutes celles-là.* » Telle était l'opinion de l'homme dont la grande pénétration d'esprit est universellement reconnue, et cette opinion

était fondée, comme l'on voit, sur la nature même des hommes et des choses. Les années qui se sont écoulées depuis la mort de Napoléon, ont valu des siècles dans l'histoire des peuples, et nous ont prodigieusement rapprochés de l'époque où la grande union italienne pourra s'accomplir.

La formation de l'Italie tout entière en un seul corps politique ne doit donc plus être considérée désormais comme un rêve d'un lointain avenir. Cependant, elle rencontrerait encore, quant à présent, des obstacles insurmontables. Elle ne peut être amenée que par degrés dans un intervalle plus ou moins long. Plus long que ne l'imaginent les esprits impatients; ils prétendent, eux, forcer la nature, mettre d'emblée peuples et princes au niveau de leur critérium, et ne font souvent par là que retarder ce qu'ils voudraient accélérer. Moins long que ne le pensent ou n'affectent de le penser certains hommes du pouvoir; ceux-ci, se tenant par imprévoyance ou par calcul, loin en arrière des événements, s'efforcent en vain d'entraîner les masses dans leur ornière, et ne font ainsi que hâter le mouvement qu'ils cherchent à étouffer.

Une confédération s'offre ici naturellement, non comme un principe absolu, exclusif, permanent, mais comme une combinaison intermédiaire destinée à marquer le passage à un nouvel état de choses. Or, par la configuration même de la Péninsule, le premier anneau de cette confédération, si elle doit atteindre son but, ne peut être qu'un état qui concentre en lui-même le système de défense des Alpes, sentinelle avancée sur le grand rempart des peuples d'Italie.

Nous avons vu que cet État est déjà virtuellement formé par la force même des événements, par les mœurs, le caractère et la volonté générale des populations de la Haute-Italie. Il n'y a donc qu'un mauvais génie qui puisse détourner les hommes les plus éclairés et les plus influents de l'Italie de se mettre d'accord sur l'immédiate réalisation de cette condition essentielle de leur indépendance.

Ces réflexions sur la diversité des opinions relativement à l'unité de l'Italie ou à une fédération italienne, s'appliquent avec plus de force encore aux questions les plus délicates sur l'ordre politique intérieur de chaque État italien. Nous n'ajouterons rien à ce que nous avons dit à ce sujet au chapitre X. Il est évident que toutes les questions dont on vient de parler sont et doivent être subordonnées à la question de l'indépendance, et que, du moment où elles en entravent ou en retardent la solution, elles deviennent un danger, une cause de ruine et de servitude pour les Italiens de toutes les opinions : unitaires, fédéralistes, républicains, constitutionnels ou royalistes, s'ils ne parviennent pas avant tout à se rendre et à se maintenir indépendants, jamais ils ne pourront jouir d'une vie politique propre à eux ; ils n'auront ni unité, ni confédération, ni république, ni monarchie, ou plutôt ils auront toutes ces choses-là de nom, agissant comme des machines que l'on fait mouvoir et dont l'étranger tiendra les ressorts.

Nous avons voulu dégager jusqu'ici de tout élément hétérogène la principale question d'urgence, et la réduire à ses plus simples termes pour la poser ainsi

dans toute sa force à tous ceux qui, quelle que soit leur manière de voir, se sentent battre un cœur patriote.

En présence d'un prochain avenir menaçant, décisif, ne nous laissons pas entraîner par une illusoire imagination. Plaçons-nous d'abord sur le terrain de la réalité, raisonnons et agissons d'après des données, non telles que nous les voudrions, mais telles qu'elles sont en effet. Or, il est urgent : 1° que ces données soient immédiatement utilisées pour élever un nouvel édifice politique à l'intérieur ; 2° qu'elles soient exposées clairement et développées dans l'intérêt de l'indépendance italienne à l'extérieur, où l'on entretient encore sur l'Italie de funestes erreurs et de nombreux préjugés qu'une mensongère diplomatie semble prendre à tâche de perpétuer et même d'augmenter.

Sous ce double rapport, nous allons nous résumer en proposant quelques simples demandes. Chacune d'elles sera suivie d'une réponse telle que la ferait en ce moment l'immense majorité des peuples intéressés, telle qu'elle sortirait assurément du suffrage universel, s'il pouvait jamais être donné et recueilli avec sincérité. Nous en ferons juge tout homme consciencieux qui, ne s'arrêtant ni à de vieux préjugés, ni aux nouveaux artifices d'un petit nombre d'intrigants ou d'ambitieux, ni aux beaux songes d'un nombre plus limité encore d'honnêtes rêveurs, a cherché à connaître à fond l'esprit actuel et la présente situation politique et morale des populations italiennes.

Tous les peuples d'Italie ne repoussent-ils pas unanimement toute domination et toute influence étrangères, et ne sont-ils pas tous prêts aujourd'hui à pren-

dre les armes pour rendre l'Italie complètement indépendante ? Nous croyons pouvoir répondre affirmativement au nom de tous.

Les peuples de l'Italie du midi, Siciliens, Napolitains, Romains proprement dits et Toscans, sont-ils prêts à renoncer immédiatement à leur existence politique distincte actuelle, pour se former avec les peuples de l'Italie du nord, en un seul et même État ? Nous ne croyons pas que la majorité des voix libres recueillies chez ces peuples respectivement, donnerait pour résultat un vote affirmatif. Cette fusion n'est pas encore mûre ni dans les idées ni dans les habitudes de ces populations : elle serait peut-être aujourd'hui un nouvel élément de discorde, tandis que dans les destinées futures de l'Italie elle pourra devenir un gage d'une indissoluble union, source de bonheur pour la Péninsule tout entière.

Les peuples de l'Italie du nord, d'un bout à l'autre des Alpes, Vénitiens, Lombards, Piémontais, Génois, Parmesans, Modenais et habitants des Légations ou des États romains qui font essentiellement partie de la vallée du Pô, ne reconnaissent-ils pas la nécessité, et n'ont-ils pas tous la volonté de se constituer en un seul État pour leur défense, ainsi que pour leur prospérité commune ? Assurément, sur cette demande, ils auraient tous donné, il y a huit mois, un vote affirmatif par acclamation ; et ce vote, bien que leur volonté ait été faussée ou paralysée par des circonstances que nous avons déjà expliquées, ce vote ils le donneraient encore aujourd'hui, parce que cette réunion a été effectivement préparée de longue main par la force des choses, parce qu'elle est déjà virtuellement opérée dans

leur esprit, leurs mœurs et leurs sentiments; enfin, parce que le bon sens général des masses ne s'étouffe pas facilement, et qu'il finit toujours par surnager.

Les réponses aux trois précédentes questions étant, ainsi que nous en sommes persuadé, l'expression de la volonté actuelle des peuples de l'Italie, elles caractérisent suffisamment la nature des actes urgents et indispensables pour assurer le triomphe de l'indépendance italienne. Ces actes sont donc les vrais, les seuls moyens de salut, et nous allons essayer d'en indiquer les bases principales dans l'ordre qu'elles se présentent à notre esprit.

CHAPITRE XIII.

Suite. — Moyens de salut.

La formation d'un congrès national unique, pour toutes les contrées de la Haute-Italie, est d'abord l'acte le plus urgent à consommer. Il aura pour base la nécessité rigoureuse d'établir un système énergique de défense aux Alpes, première condition essentielle de l'indépendance italienne; cet acte sera l'expression solennelle des besoins et de la volonté des peuples qui habitent ces contrées. Pour ces peuples, comme pour les peuples et les gouvernements étrangers, il sera la raison déterminante des nouvelles destinées de la Péninsule. Devant ce fait sérieusement accompli en présence de toutes les nations du monde civilisé s'aplaniront toutes les difficultés.

Mais, en ce moment, il y a un petit nombre d'hommes, peut-être la cinquante millième partie de dix millions d'âmes, qui semblent regarder la forma-

tion de ce congrès unique comme une chose moralement impossible. Ces hommes, placés par leurs talents, par leur pouvoir ou leur fortune, au sommet de la société italienne du Nord, n'auraient-ils donc que des regrets à donner à un peuple qui ne cesse de leur demander une sage et vigoureuse direction, et des chefs habiles et sincères? Victimes eux-mêmes de préoccupations puisées à différentes sources, toujours en désaccord entre eux, seraient-ils toujours entraînés par cette triste fatalité qui a livré jusqu'ici l'Italie à la domination et à l'influence de l'étranger? Non, nous, nous ne saurions désespérer d'une position dans laquelle se trouvent encore de grands éléments de succès. Examinons de près la nature des obstacles qui s'opposent, dit-on, à l'institution d'un congrès unique national, et nous verrons que ces obstacles plus apparents que réels ne sont pas si difficiles à surmonter.

On a parlé d'une récente animosité, née depuis les fâcheux événements, entre les Lombards et les Piémontais. On est allé jusqu'à dire, que s'ils venaient à être réunis dans un même État, ils finiraient par s'entre-déchirer. Il est à regretter que quelques déplorables intrigues individuelles aient pu exaspérer des hommes, d'ailleurs très respectables, au point de leur suggérer cette malheureuse pensée. Mais comment concevoir alors, que quelques uns d'entre eux, tout en parlant d'une semblable hypothèse, aient à la fois pu imaginer la possibilité d'une confédération entre deux peuples qui devaient être si acharnés l'un contre l'autre? Certes, s'il y avait réellement animosité réciproque, ils ne se battraient pas moins

comme concitoyens que comme confédérés; le système de défense des Alpes serait par conséquent brisé en deux, et, d'un côté ou de l'autre, les portes de l'Italie seraient toujours ouvertes à l'étranger. Enfin, d'après eux encore, l'Europe verrait dans l'union de la Haute-Italie, la formation d'une puissance agressive. Mais nous n'avons pas besoin de répéter que l'Italie, même tout entière réunie, ne serait qu'une puissance simplement défensive en présence des grandes nations européennes, des nombreuses armées permanentes, et des centaines de milliers de soldats prêts à marcher à l'est et à l'ouest des Alpes. La Haute-Italie étant seule, peut à peine espérer de se mettre à l'abri d'une attaque venant du dehors, grâce à une forte position naturelle, dont les effets ne peuvent se faire sentir que par l'union des peuples compris dans la ligne des montagnes qui leur servent de remparts.

Mais dans un moment de calme, les hommes, même les plus faciles à se laisser entraîner par des sentiments passionnés, reconnaîtront que les prétendues dispositions hostiles, entre les deux peuples appelés à s'unir dans leur intérêt commun, n'existent pas, et même ne peuvent pas exister. On sait que la plus belle partie du Piémont se compose de provinces originellement Lombardes, et qui n'ont jamais cessé de se considérer comme telles; en outre, la sympathie des Génois et généralement des populations du Montferrat pour les Lombards, est notoire; en voilà donc pour les quatre cinquièmes de la population italienne des États sardes. Le cinquième qui reste se compose également de peuples braves et intelligents, et, quoi qu'on en dise, de bons Italiens; car on ne doit pas

mettre en ligne de compte, ni en Piémont ni ailleurs, une poignée d'individus qui, imbus de vieux préjugés, ou mus par des arrière-pensées d'un révoltant égoïsme, n'hésiteraient pas pour leur compte à livrer le pays à l'ennemi.

En effet, nous avons démontré que longtemps avant la dernière insurrection, la fusion des peuples de la Haute-Italie en un seul corps de nation, était généralement désirée et regardée comme le seul moyen de rendre l'Italie indépendante; lorsque, l'insurrection ayant éclaté, le Piémont se fut décidé à faire cause commune avec les provinces insurgées, il n'y eut qu'un cri d'union d'un bout à l'autre des Alpes. Ce cri, et c'était là le véritable suffrage universel, réclamait alors l'établissement d'un foyer commun d'action, et par conséquent l'institution d'un gouvernement central et d'un congrès national, assumant sur eux la responsabilité de la direction des affaires de la guerre de l'indépendance, et ce gouvernement et ce congrès auraient été salués par les acclamations des peuples. On ne répétera pas ici ce qui a été dit au chapitre IX sur les causes qui ont rendu illusoire une votation non nécessaire en principe, et même nuisible à la cause italienne; il suffira de remarquer que depuis lors, aucun acte solennel n'est venu consacrer les vœux populaires. On est demeuré dans un état sans couleur politique aux yeux de l'Italie comme aux yeux des puissances étrangères; on a eu des chambres exclusivement piémontaises, une consulte lombarde *in partibus*, un gouvernement isolé dans la ville de Venise. Or c'en est fait de l'indépendance de l'Italie, ou bien les chambres sardes, la consulte lombarde et le gouver-

nement vénitien, doivent se transformer sans retard en un congrès unitaire, dont la durée se prolongera jusqu'au moment où, l'expulsion de l'étranger achevée, on pourra délibérer et voter une constitution définitive. Mais de quelle manière cette transformation peut-elle s'opérer? C'est ce que nous allons voir.

Attaquons d'abord le grand nœud de la difficulté. C'est la position du Piémont regardée comme incompatible avec les résultats que nous avons en vue. Eh bien, nous croyons au contraire que, dans l'état actuel des choses, ce n'est que dans ce résultat que le Piémont lui-même peut trouver son salut. En voici les motifs.

Le Piémont n'est plus et ne peut plus être tel que l'ont fait les actes du congrès de Vienne. On a vu comment il a complètement changé de position (1), lorsque sans aucune provocation de la part de l'Autriche, il s'est mis spontanément en dehors des traités de 1815, par rapport aux divisions politiques de la Haute-Italie, déterminées par ces mêmes traités. Ne pouvant désormais renier son propre fait, il est évidemment forcé d'en accepter les conséquences : voudrait-il reculer et se replacer dans sa position isolée primitive? Il ne le pourrait, ni en présence du pays, ni auprès des cabinets européens; à l'extérieur, les puissances lui tiendraient toujours compte de sa défection; à l'intérieur, il aurait brisé le lien des esprits opposés qui forment aujourd'hui la société piémontaise. Ce serait un État en dissolution : on verrait Gènes, peut-être le Monferrat et surtout les provinces

(1) Voyez chapitre IX.

lombardes , la plus belle et la plus importante du royaume sarde , se détacher du Piémont et suivre le sort de la Lombardie. Alors ce royaume resterait sans ressources , serait réduit au tiers de sa population actuelle , et même ce tiers se composerait par moitié de sujets non italiens.

Le Piémont , par conséquent , dans son propre intérêt , comme dans celui de l'Italie tout entière , doit sentir la nécessité de faire cause commune et de s'identifier avec les autres peuples de l'Italie septentrionale. On conçoit à peine comment il en est demeuré séparé , du moins par le fait , jusqu'à ce jour ; car il n'y avait , dès le commencement de l'insurrection , comme il n'y a aujourd'hui , qu'un point de ralliement pour le Piémont , pour les provinces lombarde-vénitiennes et pour les États de Parme et de Modène sortant des mains du pouvoir autrichien. Nous avons déjà signalé les causes qui ont empêché les esprits de se rallier (1) , et nous croyons devoir répéter ici que , par la réunion des pays insurgés aux États sardes , on n'entend pas dire que ces pays doivent devenir des provinces piémontaises ; mais que l'on doit réaliser une fusion où toutes les dénominations partielles et locales doivent se confondre et se résumer en un tout national. Or , dans ce cas , le seul admissible , la fusion des contrées de la Haute-Italie , en un seul État indépendant , ne rencontre de plus grave obstacle que le maintien de la constitution partielle du Piémont ; il

(1) On a fait observer au chapitre IX le sens équivoque donné au mot réunion d'après la manière dont ce mot a été employé dans les protocoles de Vienne , contrairement aux vœux et aux intérêts des peuples.

suffira de quelques réflexions pour démontrer cette vérité.

D'abord, généralement parlant, les constitutions qui se sont succédé jusqu'ici dans cette série encore inachevée de commotions politiques, dont le résultat doit faire changer l'aspect du continent européen, ne pouvaient être, n'ont été et ne sont réellement que des œuvres éphémères. Quelques unes de ces constitutions ont été octroyées, délibérées et adoptées en présence, à l'aide et sous la protection des baïonnettes étrangères; telles sont, par exemple, la Charte française de 1814 et la Constitution espagnole de 1812. D'autres ont été introduites à la suite de mouvements populaires auxquels on a donné le nom de révolutions, bien qu'ils n'aient été parfois que des échauffourées : ces constitutions peuvent être comparées à un palliatif qui cache momentanément le mal au lieu de le guérir; telles sont les constitutions faites depuis 1790, et celles encore à faire en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie, jusqu'à ce que la grande transition sociale qui s'opère en Europe ait parcouru toutes ses phases; et telle est surtout la dernière constitution, précipitamment proclamée dans le royaume sarde, pour apaiser les murmures du peuple.

Quelles sont maintenant les conséquences inévitables de ces oscillations continuelles et de ces fréquentes mutations dans la législation politique intérieure des peuples? — L'augmentation de la misère publique; de mesquines réformes en regard d'un monstrueux accroissement du budget de l'État, c'est-à-dire de l'impôt; une administration versatile, marchant sans boussole dans des sens différents, selon les diverses

idées fugitives des hommes qui se suivent rapidement au pouvoir comme des ombres qui passent, n'admettant ni la conception ni la réalisation d'un plan sérieux et bien combiné de conduite, ni stabilité ni unité de vues dans la direction des affaires nationales. Ce sont là de rudes épreuves; mais si elles peuvent être supportées, et ce n'est pas sans danger, dans la vie politique des États vraiment indépendants, elles ne peuvent que contribuer à perdre entièrement un peuple qui, opprimé depuis longtemps, prend les armes pour secouer le joug de l'étranger, et l'Italie est dans ce dernier cas. Il y a néanmoins, sous ce rapport, une distinction à faire entre l'Italie septentrionale et l'Italie méridionale.

Les États de la Toscane, de Rome et de Naples, par la position qu'ils occupent dans la partie méridionale de la Péninsule, se trouvant à peu près en dehors du théâtre de la guerre, peuvent librement discuter, jusqu'à un certain point, leurs lois fondamentales. Mais ces peuples ne doivent pas oublier que leurs assemblées constituantes, leurs discussions orageuses, les luttes soulevées au nom de la liberté, ne seront bientôt que des regrets si leurs frères du Nord viennent à succomber sous les efforts de leurs oppresseurs.

Quant à la Haute-Italie, elle a évidemment besoin d'agir avec unité et avec persévérance pour arriver à prendre rang dans la famille des nations indépendantes, avant de pouvoir entrer dans la carrière agitée des nations libres. C'est à ce point de vue qu'il faut envisager les funestes effets de la constitution sarde, constitution donnée au Piémont, il faut se le rappeler, lorsqu'il formait encore un État à part renfermé dans les li-

mites portées par les actes du congrès de Vienne. Calculée d'ailleurs sur le modèle d'une charte étrangère dont ne veulent plus aujourd'hui ni les rois ni les peuples, cette constitution a été tout d'abord communément regardée, même en Piémont, comme une loi de circonstance à remplacer le plus promptement possible par une nouvelle loi conforme aux besoins de l'État. Dans cette position toute spéciale, ce pouvait être un expédient tolérable ; mais il fallait absolument y renoncer dès que le Piémont eut dépassé sa propre sphère ; lorsque, se plaçant en dehors des traités dont il avait tiré jusque là son droit à une existence politique généralement reconnue, il se détermina, d'après le grand droit naturel des nations, à s'agglomérer et à s'incorporer avec des provinces d'une étendue territoriale beaucoup plus grande et contenant une population deux fois plus nombreuse que celle des États sardes, dès ce moment, la constitution partielle piémontaise ne pouvait plus se maintenir en principe, tandis que, dans le fait, les fonctions régulières d'un mécanisme constitutionnel quelconque, devenaient incompatibles avec une guerre acharnée et guerroyée entre les phalanges autrichiennes au sein même du pays.

Dans une pareille situation il était nécessaire de créer par des moyens seuls praticables et pratiqués avec succès chez tous les peuples à l'heure du danger. un foyer commun d'action, un pouvoir central unique pour diriger les opérations de la guerre et pour aider efficacement les populations à chasser les armées étrangères du sol de la patrie. Cette nécessité a été méconnue, l'unité d'action a par conséquent manqué.

Sans contester les bonnes volontés individuelles, il faut avouer que rien n'a été fait de ce qui pouvait assurer le triomphe de la cause de l'indépendance. Entre autres choses, depuis le commencement des hostilités, on a eu d'abord environ quatre mois de temps pour former un nouveau corps d'armée. Ensuite, après l'armistice du mois d'août dernier, plus de cinq mois se sont écoulés, et on se demande en vain où sont les camps militaires que l'on a formés pour exercer les soldats et pour leur donner l'habitude d'agir en masses et avec ensemble dans les grandes manœuvres? — Au lieu de cela, on a maintenu un système représentatif exclusif, partiel, imparfait, inopportun, ne donnant lieu qu'à de stériles luttes, à de vaines déclamations! — A l'approche du moment décisif, à la veille peut-être de recommencer le combat, ce serait donner d'avance gain de cause à l'ennemi, que de continuer à marcher dans la même voie où l'on s'est égaré jusqu'ici; mais on ne peut en sortir qu'en substituant à la marche faible et languissante d'une constitution défectueuse impraticable pendant la guerre de l'indépendance, l'action énergique d'un congrès national dont on vient de démontrer la possibilité, l'utilité et l'extrême urgence. Nous n'ajouterons qu'un mot sur le premier établissement de ce congrès et sur les actes que l'Italie serait en droit d'en attendre.

CHAPITRE XIV.

Suite — Moyens de salut. — Conclusion.

On a pu remarquer au sein des Chambres sardes, de la Consulte lombarde, du Gouvernement provisoire et des assemblées de la ville de Venise, et même en dehors de ces corps dans la Vénétie, en Lombardie, en Piémont, à Gènes, à Parme, à Modène, des hommes vertueux, courageux, capables, sincèrement et profondément dévoués à la cause de l'indépendance italienne. On les a surtout reconnus à leur fermeté, à leur modération, à leur prudence, à leur calme au milieu de l'agitation générale. Quelques uns d'entre eux ont exercé passagèrement le pouvoir et ont dû bientôt le quitter; d'autres se sont noblement soutenus, et parmi ces derniers on doit mettre au premier rang l'illustre chef du Gouvernement provisoire vénitien.

Ces hommes ne se sont pas montrés, il est vrai, d'accord entre eux sur des questions politiques intérieures, questions d'ailleurs prématurées, ne pouvant être ni librement discutées, ni mûrement résolues qu'après l'issue de la guerre. Mais ces hommes se sont toujours trouvés complètement d'accord sur le point principal, celui de l'indépendance: sur ce point qui fait l'objet de leurs vœux communs, ils agiraient donc tous dans le même sens avec unité et avec vigueur pour secouer le joug de l'étranger. Dès que ce but serait atteint, leur mission étant achevée, et leurs pou-

voirs extraordinaires expirant de plein droit, devenus simples citoyens, et ayant appris à s'estimer réciproquement, ils pourraient alors exposer leurs opinions diverses, se combattre sur le terrain de la liberté légale, chercher à éclairer le pays sur l'adoption des institutions qui peuvent mieux lui convenir, faire enfin un appel consciencieux au bon sens du peuple et à l'opinion qui gouverne le monde.

Il est évident que toute votation étant impossible dans une grande partie de la Haute-Italie, occupée actuellement par l'ennemi, la formation d'un congrès national ne peut être le résultat d'un vote régulier, et qu'elle ne peut avoir lieu que par un de ces mouvements spontanés qui viennent sauver la patrie dans l'extrême danger. Les hommes qui réunissent les qualités, dont on vient de parler, devraient donc écouter une voix providentielle qui les appelle, d'un bout à l'autre des Alpes, à s'assembler, à se constituer de manière à exercer extraordinairement le pouvoir au nom des provinces formant déjà virtuellement un seul corps de nation, un seul État. Et quelque restreint que soit leur nombre, qu'ils ne craignent pas d'être démentis par la partie saine, c'est-à-dire par la grande majorité des populations; ils en auront les vœux et les bénédictions.

L'initiative pourrait être prise par les citoyens les plus résolus; elle pourrait même être prise au sein des chambres piémontaises et des assemblées vénitiennes, car, après tout, elles ne s'obstineraient probablement pas à méconnaître l'urgence de conjurer un péril grand, imminent, par le seul moyen de salut qui leur

reste. Dans ces termes, elles ne compromettraient aucunement leur dignité en ajournant, par une détermination toute patriotique et qui serait sans doute sanctionnée par le chef de l'État, l'exercice normal de leurs fonctions ordinaires, et en réservant, comme nous l'avons déjà dit, toute discussion relative aux questions capitales d'ordre politique intérieur.

La résidence du congrès national de la Haute-Italie ne devrait être fixée, du moins pour le moment, que dans une ville où il se trouverait à l'abri d'un coup de main de l'ennemi, et ceci, on ne saurait assez le répéter dans le but d'écarter tout prétexte de division, ne préjugerait en rien la question du choix de la capitale, si inopportunément et si malheureusement soulevée il y a quelques mois.

L'ouverture de ce congrès serait naturellement suivie : 1^o d'une déclaration des droits d'indépendance de toutes les contrées de l'Italie septentrionale, et notamment des provinces lombardes et vénitiennes, et des États de Modène et de Parme ; 2^o d'un acte solennel par lequel au nom et par la volonté des peuples de toutes ces contrées spécialement et nominativement désignées, leur fusion ou leur formation en un seul État indépendant et libre serait proclamée devant Dieu et à la face de toutes les nations civilisées ; 3^o d'un acte où, au nom et au titre précités, et par les motifs d'urgence qui seraient nettement expliqués, le congrès se déclarerait investi d'un pouvoir exceptionnel extraordinaire dont il assumerait sur lui la responsabilité, pendant la guerre contre l'Autriche ou toute autre puissance agressive et envahissante ; et cela seulement

pour le temps que durerait cette guerre, c'est-à-dire tant que la Haute-Italie ne serait pas entièrement délivrée de la présence de toute force armée ennemie.

Mais ces actes préliminaires seraient illusoires s'ils n'étaient pas immédiatement accompagnés des mesures nécessaires pour en assurer l'effet à l'intérieur et à l'extérieur.

Nous avons déjà indiqué au chapitre ix, en parlant des causes qui ont amené les désastreux événements de juillet dernier, quelques unes des principales mesures à prendre à l'intérieur. De nouvelles dispositions sont devenues nécessaires aujourd'hui. Les unes et les autres peuvent se résumer comme ci-après :

Suppression de toute ligne intérieure de douanes entre les provinces du nouvel État de la Haute-Italie ;

Abolition en Lombardie, dans la Vénétie, à Parme et à Modène, des lois autrichiennes ou ducaltes, civiles, criminelles, commerciales, des lois de procédure, des lois d'administration, à la réserve des lois municipales, enfin des lois de finance et des tarifs de douane à l'extrême frontière. On y substituerait, sauf une révision générale de toutes les branches de législation après l'adoption d'une constitution définitive, les lois, règlements et tarifs maintenant en vigueur dans le Piémont, sous la dénomination de *Lois de l'Italie du nord*. Toute autre dénomination partielle qui rappellerait l'ancienne existence politique, séparée d'une partie quelconque des provinces réunies, serait à jamais interdite dans tous les actes publics ;

Établissement d'un seul centre d'administration auprès du congrès national. Cependant, en vue des posi-

tions actuellement occupées par les armées autrichiennes et dans le but de parer aux éventualités de la guerre, on surait à créer une haute commission pour résider à Venise, ou se transporter dans tout autre endroit qu'elle jugerait convenable, et y exercer les pouvoirs qui lui seraient délégués extraordinairement tant que les communications, par voie de terre, demeureraient interceptées par l'ennemi ;

Nomination de commissaires pour vérifier et constater sur les territoires qui seraient délivrés de la présence de l'ennemi, les exécutions militaires, les contributions de guerre, les spoliations et les dégâts commis pendant l'occupation, et notamment après que la cour de Vienne a eu formellement accepté la médiation de la France et de l'Angleterre. Les procès-verbaux de ces vérifications devraient être conservés aux archives du congrès national pour y avoir recours à l'opportunité ;

Élection d'un généralissime national responsable ;

Organisation d'une insurrection populaire dans les villes et dans les campagnes, sur toute la ligne qui fait le pendant aux débouchés des Alpes d'où l'ennemi reçoit ses renforts. A la reprise des hostilités, des corps de troupes légères iraient diriger et favoriser cette insurrection de manière à pouvoir en atteindre le but ;

Création d'un corps d'armée de réserve de 40,000 hommes au moins appelés de suite sous les armes et continuellement exercés, et création consécutive d'un ou de plusieurs camps militaires pour habituer les soldats aux grandes manœuvres, à une juste et sévère

discipline , et les préparer ainsi pour l'heure du combat ;

Enfin nomination d'une commission mixte d'officiers supérieurs et d'ingénieurs civils et militaires chargés de rédiger et de présenter, le plus tôt possible, au gouvernement ou au congrès, un rapport où seraient indiqués, surtout du côté de l'est-nord-est, les points principaux de la ligne des Alpes, dont la possession est strictement indispensable pour assurer la défense du nouvel État.

Nous n'avons pas ici à nous arrêter sur de nombreux détails dont tout homme d'État habile et actif sentira l'importance relativement à la publication et à l'exécution de ces grandes mesures non seulement dans les pays libres, mais aussi dans les terres encore couvertes des armées ennemies, par tous les moyens praticables autant que possible.

Quant à l'extérieur, une des conséquences immédiates de la création d'un congrès national de la Haute-Italie, sera de mettre un terme à la présence simultanée auprès des cabinets étrangers, d'envoyés piémontais, lombards-vénitiens, agissant chacun isolément dans des vues différentes et souvent contradictoires, se regardant mutuellement avec défiance si ce n'est avec un sentiment d'aversion personnelle qui perce dans leurs discours, dans leurs écrits, dans leurs actes. Comment les étrangers pourraient-ils croire à l'union sincère des peuples dont les agents sont complètement en désaccord entre eux ? L'introduction de l'unité dans la diplomatie du nouvel État de la Haute-Italie est donc un point essentiel à régler.

Ce point réglé, les chefs et les employés des légations à l'étranger auront tout d'abord un devoir très délicat à remplir. Ils rencontreront de nombreux obstacles, mais il ne leur faudra pas se rebuter aisément. On veut parler de la communication officielle des deux premiers actes qui seraient émanés du congrès national, de la déclaration des droits d'indépendance, et de l'acte d'union des contrées de la Haute-Italie en un seul État.

On concevra maintenant le grand soin à apporter soit à la rédaction de ces deux actes, soit aux notes et aux circulaires qui en accompagnent la notification. C'est là le premier anneau d'une série de démarches diplomatiques qui doivent conduire successivement les diverses puissances européennes à reconnaître l'indépendance de l'Italie. Il ne s'agit donc pas seulement d'exposer les motifs qui ont donné lieu à ces actes, mais d'en faire ressentir les conséquences générales et partielles dans l'intérêt réel de l'Italie et de l'Europe. Il n'est pas moins important d'éviter toute expression pouvant blesser les susceptibilités d'une puissance quelconque, même de l'Autriche. Il serait injuste de rendre cette dernière responsable de toutes les perfidies et de tous les excès qui se commettent en son nom. Tout en déplorant les moyens odieux qu'elle emploie pour maintenir sa domination sur les Italiens, on peut en faire un argument en faveur des opprimés et démontrer qu'elle agit contrairement à ses intérêts (1). Si l'Autriche permet que ses agents et ses

(1) Nous avons développé cette position de l'Autriche par rapport à l'Italie, au chapitre VII de cet écrit.

généraux se servent d'expressions inconvenantes et injurieuses pour les peuples et les princes italiens, le blâme en retombera sur l'Autriche elle-même. Ce ne sera qu'une raison de plus pour le congrès national et pour ses agents diplomatiques et autres d'y répondre par une conduite diamétralement opposée. C'est avec cette retenue décente qu'il faut aborder notamment la question capitale des Traités de 1815 : celle-là nous la présenterions ainsi :

Remarquons avant tout que les dispositions de ces Traités ne contiennent rien d'attentatoire aux droits appartenant à chaque État grand et petit, de régler ses propres affaires et de modifier ou de changer, si bon lui semble, ses propres institutions. C'est là le vrai point de vue de la question ; éclaircissons-le.

Les États de l'Europe sont considérés, depuis longtemps, comme les membres d'une grande famille, et l'existence séparée de chacun d'eux est respectivement reconnue, garantie et déterminée, dans certaines limites territoriales, par des traités généraux ou partiels.

Les traités généraux, conclus le plus souvent à la suite d'une lutte où tout le monde s'est trouvé engagé, ont toujours formé une sorte de droit commun européen. Dans le fait, celles des parties belligérantes qui ont eu le dessus, ont dicté la loi à leurs adversaires. Ceux-ci ont plié sous l'empire des circonstances du moment, se réservant de profiter d'une première occasion favorable pour se relever. Les États secondaires ont partagé plus ou moins le sort des grandes puissances avec lesquelles ils avaient été portés à faire cause

commune. Quelques uns d'entre eux ont reçu des augmentations de territoire, d'autres ont dû se résigner à une diminution considérable de pouvoir ; parfois même d'anciennes existences politiques ont été effacées des protocoles de la diplomatie, tandis que l'on a créé des États nouveaux. Après tout cela, les traités dont on parle ont toujours fait généralement la règle du droit commun, à dater de l'époque où ils ont été signés et sanctionnés par tous les cabinets, jusqu'au moment où ils ont été remplacés par d'autres traités portant le caractère d'un pacte universel. Mais aussi dans cet intervalle, les puissances signataires de semblables traités, ont toujours été amenées à changer sur plusieurs points leurs décisions primitives.

En nous reportant maintenant aux Traités de 1815, il est évident que ces traités, réunissant toutes les conditions d'un pacte général, ont formé, forment et continueront nécessairement de former en général la base du droit commun, jusqu'à ce qu'ils viennent à être remplacés par d'autres traités ayant le même caractère entre les différents États de l'Europe. Voudrait-on rétrograder ? Mais il est impossible de reculer de cent ou deux cents ans, par exemple, aux traités d'Utrecht ou d'Aix-la-Chapelle. Voudrait-on faire disparaître d'un trait de plume les actes de 1815 ? Mais il n'y aurait plus de droit commun, et on n'aurait plus de point fixe pour se reconnaître.

Si tout cela est vrai, il est aussi vrai que pendant le temps qui s'est écoulé depuis 1815, sans exclure l'avenir, des changements politiques partiels sont devenus indispensables.

C'est sous cette dernière face qu'il faut envisager la question italienne. On peut ainsi la présenter avec confiance et en espérer une solution favorable. Les cabinets ne peuvent se dissimuler qu'elle est, au fond, d'une plus haute importance pour le repos de l'Europe, que d'autres questions analogues déjà résolues en faveur de l'indépendance des peuples par les puissances signataires des Traités de 1815.

On a reconnu, en effet, l'indépendance de la Grèce, c'est-à-dire d'une province de l'Empire Ottoman dont les Traités de 1815 avaient garanti l'intégrité. On a également reconnu l'indépendance de la Belgique formant partie du royaume des Pays-Bas, créé par ces mêmes traités.

La France, la Russie, l'Angleterre, ont aidé les Grecs; une armée française a marché au secours des Belges.

Eh bien, les Italiens demandent que pour la partie de l'Italie, formant, d'après les Traités de 1815, une province autrichienne sous le nom de royaume Lombard-Vénitien, les puissances fassent à l'égard de ce pays envers l'Autriche, ce qu'elles ont fait en faveur des Grecs relativement à la Turquie, en faveur des Belges par rapport aux Pays-Bas.

On démontrera facilement que les Italiens ne veulent être gouvernés ni dominés par l'Autriche, et que s'ils se sont insurgés contre elle, ils ne doivent être considérés comme des perturbateurs, pas plus que les Grecs levés contre la cour de Constantinople, ou les Belges armés contre la Néerlande.

On trouve sans doute des agitateurs partout; l'Italie peut en contenir, fort soupçonnés même d'être soldés par l'étranger. Assurément l'Autriche entend compri-

mer l'esprit révolutionnaire sur lequel elle se plaît à tout rejeter ; mais les agents qu'elle doit employer à ces fins sont nécessairement des agitateurs eux-mêmes ; ils font naître souvent les troubles et les révolutions qu'elle veut étouffer. Au fond, il n'y a guère de peuple plus calme, plus essentiellement ami de la paix que le peuple italien. Par conséquent, la formation de la Haute-Italie en un État indépendant et fort, est une des combinaisons les plus favorables à la conservation de l'ordre général dans l'Europe civilisée.

L'obstination de l'Autriche à maintenir sa domination sur des pays situés en-deçà des Alpes, en dehors de sa sphère géographique et politique naturelle, est une des principales causes de l'insurrection et de l'anarchie que l'on prétend et bien en vain étouffer avec du canon depuis trente ans. Aussi, on n'aura jamais assez insisté sur ce point, savoir, que les ennemis de l'indépendance de l'Italie sont aujourd'hui les véritables ennemis du repos de la société européenne, et même du pouvoir de la maison de Habsbourg elle-même.

Ainsi, les diplomates italiens sachant se mettre au-dessus de tout esprit de parti, et s'élever à la hauteur de la mission qui leur serait confiée par le congrès national, ne pourraient manquer de produire, par leurs actes et par leurs paroles, sur les peuples comme sur leurs gouvernements et leurs cabinets, une impression favorable à la cause de l'indépendance.

La gravité des événements qui se passent en ce moment, et de ceux qui se préparent dans l'Europe orientale, contribuerait à modérer les dispositions des puissances du Nord plus ou moins hostiles à l'Italie.

D'un autre côté, les puissances médiatrices, la France et l'Angleterre, comprendraient facilement que le fait de la réunion d'un congrès national et la formation de la Haute-Italie en un seul État, ne se trouveraient nullement en contradiction avec le principe avoué de leur médiation. Le cabinet français a dit plus d'une fois, et il n'a pas été contredit par le cabinet de Londres, que la base de la médiation était l'affranchissement de l'Italie. Les démarches des diplomates italiens seraient donc en parfait accord avec cette base. C'est précisément à partir de ce point fixe que de nombreuses et importantes questions devraient être encore résolues ; et c'est évidemment dans la solution de ces questions que la médiation pourrait avoir un heureux résultat. Le principe de l'affranchissement, par exemple, admet une latitude dans la détermination des limites entre la grande ligue qui pourrait être censée appartenir à la Haute-Italie, du côté de l'est-nord-est (1) et la ligne la plus restreinte possible qui serait néanmoins suffisante pour l'établissement d'un bon système de défense pouvant garantir de ce côté le pays contre toute agression étrangère. Ensuite viennent les questions de finance, de la dette publique, des indemnités et des compensations avec une foule d'autres que soulève toujours une séparation politique entre deux contrées soumises pendant un certain temps à un seul gouvernement.

Dirigeons nos regards de l'intérieur sur la Péninsule. Il n'y a rien à espérer de la cour de Naples, mais on peut croire que Rome et la Toscane n'hési-

(1) Voyez plus haut chapitre X.

teraient pas à reconnaître d'abord le nouvel État de la Haute-Italie et à venir à son appui au moyen de leurs légations respectives auprès des autres puissances. Il est à regretter qu'il y ait eu récemment une déplorable scission entre le prince et le peuple (1). Cela vient compliquer d'une manière fâcheuse la situation, au grand préjudice de la cause italienne. C'est un point délicat qui exige de grands ménagements. Quoi qu'il en soit, dès que les gouvernements romain et toscan auraient reconnu officiellement le nouvel État de l'Italie du nord, ce qu'il y aurait de mieux à faire dans l'intérêt commun de ces trois États serait de conclure immédiatement entre eux un traité d'alliance ayant pour base la garantie réciproque de leurs territoires respectivement, l'expulsion de toute force armée étrangère, la défense contre toute nouvelle agression ; chacun d'eux s'obligeant, en outre, tant séparément que solidairement, à ne jamais quitter les armes, tant que le but de leur alliance ne serait pas atteint, et, dans tous les cas, à ne jamais traiter que d'un commun accord avec une autre puissance quelconque. Il faudrait fixer avec précision le nombre des troupes à fournir, les secours à donner en argent et l'époque la plus rapprochée possible à laquelle ces troupes devraient se trouver prêtes à entrer en campagne, et les fonds convenus seraient disponibles pour être employés à couvrir les frais de guerre, d'après un mode de comptabilité qui serait également déterminé. Toutes ces conditions seraient regardées comme obligatoires pour

(1) Ce chapitre était terminé lorsqu'une scission de la même nature et plus déplorable encore, est survenue dans la Toscane. Voyez ci-après le chapitre XV additionnel sur les derniers événements.

les gouvernements contractants comme pour ceux qui pourraient leur succéder. Du reste, laissant de côté toute question politique constitutionnelle ou autre semblable, il serait même nécessaire que chacune des parties s'engageât à ne jamais intervenir dans les affaires intérieures de l'autre.

Ce dernier point est d'une haute importance malheureusement trop méconnue. On ne conçoit vraiment pas comment on peut ainsi oublier les leçons d'une triste et récente expérience, comment dans le danger extrême, lorsqu'il faut appeler les peuples aux armes, on ose leur présenter encore une fois l'urne de scrutin et leur parler d'une constituante italienne ! On a déjà parlé, il est vrai, d'une Italie fédérale, mais on a fait remarquer en même temps les difficultés qui s'opposent à une réalisation immédiate de cette combinaison politique (1). On a indiqué les questions qu'elle soulèverait et les obstacles qu'il faudrait surmonter, alors même que toute domination étrangère aurait disparu, pour ne pas jeter au milieu des peuples italiens un nouveau brandon de discorde, au lieu de leur présenter le rameau d'olivier et de marcher vers la restauration d'une unité italique. Mais vouloir réaliser une constituante italienne, pendant que, dans la partie méridionale de la Péninsule, sept millions d'Italiens se trouvent dans l'impossibilité de donner un seul vote et que, dans l'Italie du nord, cinq autres millions d'Italiens sont courbés sous la hache de l'ennemi, c'est le comble de la folie, si ce n'est pas un effet des manœuvres de l'étranger. Discuter, déclamer, intri-

(1) Voyez plus haut chapitre VI, et ci-après l'Appendice, note C.

guer, lorsqu'il faut combattre, c'est creuser sous ses pas un abîme. Si des hommes égoïstes, peu sincères ou corrompus, des chefs d'une imagination délirante, inquiets, jaloux, ennemis l'un de l'autre, continuent à travailler dans des sens différents toutes les classes de citoyens, alors les peuples entraînés tantôt d'un côté tantôt de l'autre, divisés en apparence et poussés à s'entre-déchirer, bien qu'au fond ils soient tous d'accord, tomberont de lassitude, innocentes victimes d'un féroce vainqueur. Encore une fois, une immense responsabilité pèse sur ceux qui sont en ce moment à la direction suprême des affaires. Leur désunion n'est plus une faute, c'est un crime au moins... Qu'ils y songent !

Enfin, après que l'on aura eu soin de ne rien omettre de ce que la prudence suggère dans des circonstances aussi graves ; après que l'on aura pris les mesures les plus énergiques pour convaincre l'Europe que les Italiens sont prêts à renouveler un combat à mort pour la cause de leur indépendance, et que leur résolution est inébranlable, on pourra faire encore directement une tentative auprès du cabinet de Vienne. Au nom de Dieu, par le souvenir de la conduite des princes les plus illustres de la maison de Hapsbourg envers l'Italie lorsqu'ils étaient dans tout l'éclat de leur puissance et de leur gloire, on pourra conjurer une dernière fois l'Autriche à reconnaître, sous des conditions réciproquement utiles, l'indépendance de l'Italie, à mettre dans la balance de son prochain avenir les avantages qu'elle trouverait dans le développement de ses nouveaux rapports avec une nation voisine et amie, à songer aux funestes consé-

quences de malheurs qui rejailliraient sur elle-même.

Si l'Autriche repousse ces avances, on n'aura du moins rien à se reprocher, et la cause de l'indépendance de l'Italie n'en deviendra que plus juste et plus sainte aux yeux de tout le monde. Alors les Italiens n'auront qu'à saisir la première occasion favorable pour recommencer la guerre et pour organiser sur une ligne convenable l'insurrection ; et, dans le cas où ils seraient attaqués d'abord eux-mêmes, ils auront toujours les moyens de se défendre jusqu'à ce que le moment opportun se présente pour reprendre l'offensive à leur tour.

CHAPITRE XV.

Événements survenus.

Nous allions poser la plume lorsque d'étranges et douloureux événements ont éclaté au delà des Alpes.

Qu'avons nous dit ? qu'avons-nous craint ? Les dangers d'une lutte inégale ? On les avait prévus, on les a témérairement bravés. Les moyens de neutraliser les funestes effets d'une infériorité trop évidente sous le rapport militaire et stratégique ? On les avait indiqués, on les a négligés, et les eût-on employés, qu'il eût fallu encore, et nous avions insisté sur ce point, attendre une occasion favorable pour recommencer le combat. Au lieu de cela, on a pris une brusque résolution, et quel moment a-t-on choisi pour reprendre les hostilités ? Celui où l'Autriche avait triomphé de l'insurrection viennoise, où elle avait battu les Hongrois dont la cause semblait désespérée, où elle avait augmenté ses forces en Lombardie, où elle figurait

seule, par un de ses princes, à la tête de l'empire allemand.....

Eh bien ! quelques jours après les Hongrois reprennent le dessus et deviennent menaçants pour la cour d'Olmütz ; une vive agitation se répand au milieu des Polonais et des autres peuples slaves ; le cabinet autrichien est forcé de rappeler d'Italie une partie de ses officiers supérieurs et de ses troupes ; la couronne impériale d'Allemagne, décernée au roi de Prusse, échappe à la maison de Hapsbourg ; ne fut-ce pas là, providentiellement, l'occasion désirée si favorable ! Hélas ! c'est précisément alors aussi que l'Italie succombait. Son indépendance fut là un rêve ; moins de trois jours et l'illusion s'est évanouie.

L'armistice conclu entre l'Autriche et la Sardaigne au commencement du mois d'août 1848, est subitement dénoncé par le gouvernement sarde. Le 12 mars dernier, un mouvement de concentration est ordonné à l'armée piémontaise à l'ouest-nord-ouest sur Novare, laissant de côté Alexandrie, sa base naturelle d'opérations contre la Lombardie.

Parce mouvement, un corps détaché de 15,000 hommes, commandés par le général Alphonse de La Marmora, se trouvant à l'extrémité opposée du royaume, ne peut arriver sur le théâtre de la guerre qu'après une longue marche à travers les montagnes des Apennins.

Par suite de ces dispositions, le maréchal Radetzki aurait difficilement pu songer à prendre un parti autre que celui qu'il prit effectivement sans hésitation. Ce fut de pénétrer avec toute son armée en Piémont, tandis qu'on croyait l'attaquer lui-même en Lombar-

die. Une grande bataille gagnée, il finissait la guerre tout d'un coup. En tout cas de revers, il avait assez de forces pour que rien ne pût l'empêcher de se retirer en bon ordre ; il savait bien que les Italiens n'auraient guère été plus avancés, et qu'il leur eût fallu gagner encore une ou deux batailles pour le rejeter dans son ancienne position retranchée entre Vérone, Mantoue, Peschiera et Legnago, position dont il n'eût pas été facile de le déloger. Le général autrichien avait donc gagné sa partie d'avance en forçant d'abord l'ennemi à une grande bataille décisive dans les conditions les plus défavorables possibles à l'armée sarde.

On conçoit ainsi comment, pendant que le général Alphonse La Marmora avec ses 15,000 hommes marchait vers Stradella, et que 12,000 Lombards, commandés par Fanti, marchaient dans la même direction, le sort des armes fut décidé d'abord à Mortara, et en dernier ressort à Novare. Retraçons ces batailles.

BATAILLES DE MORTARA ET DE NOVARE (1).

« Au 20 mars, les 5 divisions formant l'armée piémontaise avaient été concentrées entre Vespolate, » Novare, Trecate et Vigevano. Le quartier principal » était à Trecate. La division lombarde, commandée » par le général Ramorino, couvrait les débouchés de » Pavie et du Tésin depuis *la Cava* jusqu'à Vigevano.

(1) Ce qui est distingué par guillemets est extrait du récit d'un officier supérieur qui a pris une part honorable à ces deux batailles, et qui a même rectifié dans un journal piémontais (*Le Risorgimento*, n° 405), plusieurs erreurs commises dans des rapports publiés par d'autres journaux du pays, et dans des journaux étrangers, notamment dans le *Journal des Débats*, au sujet de la bataille de Mortara.

» Le poste de *la Cava* avait déjà été signalé au quartier général comme un point de la plus haute importance dont il fallait fortement organiser l'occupation.

» Après midi, le roi franchit le Tésin au pont de Buffalora sans la moindre opposition; nos avant-postes (dit le narrateur), poussèrent jusqu'à Magenta. La facilité avec laquelle s'était opérée cette invasion aurait dû donner l'éveil d'autant plus que l'on n'ignorait pas que l'ennemi s'était concentré au-dessous de Vigevano. Mais la joie de remettre le pied sur le territoire lombard fit probablement passer outre à toute autre considération.

» La première division, sous les ordres du général Durando, composée des deux brigades d'Aoste et de la Reine, de deux batteries de 8 (16 pièces) et de 6 escadrons de Nice-cavalerie (1), se trouvait concentrée entre Vespolate, Terdobbiate et Garbagna, lorsqu'elle reçut de Mortara l'avis que les Autrichiens s'avançaient sur Zerbolo. Ce fut une grande surprise, car on croyait que la division lombarde se tenait toujours en observation sur le Tésin. Cependant les Autrichiens avaient débouché par Pavie, le passage n'ayant été que faiblement gardé.

» Alors la 1^{re} division reçut l'ordre de se porter immédiatement sur Mortara et de s'y tenir sur la défensive. Elle y arriva à la pointe du jour et prit tout de suite position, une brigade en avant, une autre en arrière de la ville. On envoya des éclaireurs

(1) Ce devait être une force réunie de 13,446 hommes; mais, en tenant compte des malades, des absents, l'effectif actuellement disponible ne s'élevait qu'à 10,748 hommes.

» dans la direction de Garlasco et de Saint-Georges.

» Après midi, arriva la division de réserve com-
» mandée par S. A. R. le duc de Savoie. Par suite des
» dispositions ordonnées par le général Alexandre La
» Marmora, chef de l'état-major général de l'armée,
» et pendant que la division de réserve allait se for-
» mer à droite de Mortara, le général Durando dut
» élargir sa ligne de bataille à 4,500 mètres environ
» sur la route de Garlasco, la droite appuyée au cou-
» vent de Saint-Albino, le centre occupant le chemin,
» et la gauche se prolongeant jusqu'au cimetière, sur
» la route de Vigevano. La brigade de la Reine occu-
» pait la droite et le centre; elle était séparée par un
» large fossé de la brigade d'Aoste, qui occupait la
» gauche, son front couvert par une haie; l'artillerie
» était répartie aux nombreux débouchés de cette
» ligne; une partie du régiment Nice-cavalerie se te-
» nait en réserve derrière la ville; le reste avait pris
» position sur la route de Garlasco.

» Mais les troupes se trouvaient ainsi disséminées sur
» un terrain entrecoupé de canaux et sur une ligne cir-
» culaire trop étendue. On avait sur les derrières une
» ville ouverte; on s'était placé en vue de l'ennemi, et
» la difficulté de manœuvrer devenait un obstacle à
» l'exécution d'un mouvement offensif. En effet, vou-
» lant porter la ligne de bataille en avant, on se serait
» trouvé sur un terrain plat et trop exposé. D'ailleurs
» l'ennemi s'étant déjà avancé sur les hauteurs de
» Faenza, il aurait pu nous envelopper d'autant plus
» facilement que nos ailes manquaient de point d'ap-
» pui, et qu'il y avait défaut de combinaisons entre
» les autres divisions de l'armée, dont la position n'é-

» tait pas bien connue : ce désavantage était dû préci-
» sément au prétendu changement de front dont il
» est fait mention dans un article du *Journal des*
» *Débats*. C'étaient des mouvements faits sans liaison
» et successivement par divisions, tandis que l'armée
» autrichienne marchait en ordre serré de bataille en-
» tre Pavie et Mortara. On aurait peut-être mieux fait
» alors de reprendre la position que l'on avait d'abord
» occupée dans la matinée, mais le général comman-
» dant la 1^{re} division crut devoir s'en tenir aux nou-
» velles instructions qu'il venait de recevoir.

» A cinq heures nous fûmes attaqués. Nous avions
» à faire, on peut le voir dans les Bulletins autrichiens,
» au corps d'avant-garde de l'archiduc Albert et au
» deuxième corps commandé par le baron d'Aspre et
» suivi de toute l'armée impériale. Ainsi l'ennemi
» combattait à Mortara en colonne serrée sans inter-
» ruption, tout le long du chemin jusqu'à Pavie.

» Le poids de ces forces fut presque exclusivement
» supporté par la 1^{re} division, et notamment par la
» brigade de la Reine. Bientôt un bataillon du 9^e plia
» et se débanda en partie, mais les soldats furent ra-
» menés au feu par les officiers. Un nombre considé-
» rable de jeunes conscrits des deux dernières levées
» se trouvaient dans ce corps; le commandant n'avait
» pas eu le temps de le réorganiser, vu qu'il en
» avait reçu l'ordre seulement le jour où le mouve-
» ment de concentration avait été ordonné. Cet inci-
» dent a donné lieu à des récits erronés ou exagérés,
» trop légèrement accueillis dans le pays et à l'étranger.

» Sur le déclin du jour, l'ennemi avançait en ordre
» de bataille, précédé de nuées de tirailleurs. Nous

» avions essayé de grandes pertes. Le général Durando
» donna aux troupes l'ordre de se replier. On disputa
» le terrain pas à pas. Il était nuit close lorsque l'en-
» nemi, avec le gros de ses forces, poussa vivement
» notre centre sur l'avenue de la ville. Il fut alors
» impossible d'empêcher une confusion inséparable
» de ces sortes de mouvements. Au milieu d'un tu-
» multe effrayant, la voix des officiers ne pouvait plus
» se faire entendre. Dans l'obscurité de la nuit on ne
» distinguait plus les amis des ennemis, et il arriva que
» nos soldats tirèrent les uns sur les autres.

» L'avenue de la ville forcée, notre droite fut forcée
» à son tour. Le brave colonel Delfin avait vaillamment
» défendu Saint-Albino. Le général Durando s'était
» porté sur les lieux, le général Alexandre La Marmora
» s'y trouvait également. Ils firent les plus grands ef-
» forts pour maintenir l'ordre et soutenir le combat.
» Enfin la nuit étant survenue, il fallut se former en
» colonne serrée et se replier pour traverser la ville ;
» mais la ville était déjà occupée par l'ennemi, et notre
» colonne, enveloppée de tous les côtés, empêchée
» de manœuvrer par des monceaux de cadavres, fut
» prise les armes à la main. Le général Durando se
» fraya un passage à travers les tirailleurs ennemis.
» Le général Alexandre La Marmora, resté seul, dut
» chercher son salut à travers les champs.

» En même temps la division de réserve avec d'au-
» tres troupes battait en retraite du côté de Verceil,
» pendant que la brigade d'Aoste, voyant que Mor-
» tara était encombré et occupé par l'ennemi, se re-
» tirait avec tout ce qui avait pu se réunir en arrière
» de la ville, dans la direction de Novare.

» Ainsi se termina la bataille de Mortara.

» Le lendemain la brigade d'Aoste, les restes des
» brigades de la Reine et le régiment de Nice-cavalerie
» arrivèrent au point du jour à Novare, sous le com-
» mandement du général Trotti. Le général Durando
» y arriva quelques moments après, et la 1^{re} division
» ainsi ralliée reparut le 23 en ligne à la bataille dé-
» fensive livrée à Novare.

» La droite à l'Agogna, le centre à la Bicocca, la
» gauche à Terdobbiate, l'armée piémontaise forte
» d'environ 50,000 hommes fut attaquée par l'armée
» autrichienne dont les forces étaient évaluées à
» 80,000 hommes. Le combat commença sur les onze
» heures et demie du matin, et finit avec la nuit.

» La 1^{re} division, placée à l'aile droite, repoussa avec
» un grand succès les attaques de l'ennemi, mais elle
» dut se tenir sur la défensive. Le sort des armes se
» décidait au centre, et à la Bicocca, qui fut prise et
» reprise trois fois.

» Jusqu'à quatre heures et demie de l'après-midi
» l'avantage tournait du côté de l'armée piémontaise;
» mais de quatre heures à cinq heures le centre et
» l'aile gauche se replièrent en désordre sur Novara.
» A cinq heures la 1^{re} division reçut l'ordre tardif d'at-
» taquer le *Torrione* qui fut emporté à la baïonnette;
» mais déjà alors le centre et la gauche n'existaient
» plus. Tout était perdu, et que pouvait faire une
» armée cernée, coupée de sa base, acculée aux mon-
» tagnes, sans vivres, sans munitions?

» Ainsi, dans cette malheureuse campagne de cinq
» jours, on aurait d'abord méconnu les principes de
» l'art militaire en reportant l'armée piémontaise en

» dehors de sa base naturelle. On aurait ensuite oublié
» la maxime qu'il ne faut pas livrer de bataille au-
» devant d'une ville ouverte, à moins que l'on n'y ait
» un camp retranché. Enfin, même dans la fausse
» position que l'on s'était faite, il restait plusieurs
» partis à prendre : on aurait peut-être mieux fait de
» concentrer l'armée autour de Mortara, ou bien tout
» d'abord sur Novare, ou bien encore plutôt on au-
» rait pu se retirer derrière la Sesia ; mais jamais on
» n'aurait dû envoyer des divisions se faire battre les
» unes après les autres, ainsi que cela est arrivé à
» Mortara. »

On voit que par le mouvement de concentration sur Novare, d'abord signalé comme également contraire aux règles de la stratégie et du sens commun, on s'éloignait du cœur de la Haute-Italie, où les peuples attendaient l'armée libératrice ; la marche des troupes du côté opposé, où tout rappelait encore le souvenir de l'échauffourée de 1821, fut un triste présage des malheurs qui devaient arriver. Mais alors même que l'on voudrait admettre ce mouvement au point de vue stratégique, il reste bien des choses encore à s'expliquer en remontant à la véritable source des grands désastres de 1849.

Quel que fût le plan de campagne que l'on eût jugé à propos d'adopter dans la prévision d'une prochaine reprise des hostilités, le Piémont n'étant pas attaqué, il était toujours maître de prendre son temps. Dans cette position, l'intempestive dénonciation de l'armistice par le gouvernement sardes fut un acte inexplicable, inconcevable. Ce n'était pas assez que de choisir, pour attaquer l'Autriche, le moment même où, comme nous l'avons déjà fait remarquer, la fortune semblait

lui sourire en Hongrie et en Allemagne ; on aurait dit qu'on voulait hâter le jour du combat, de crainte que le moral de l'armée piémontaise nouvellement affecté (nous en verrons bientôt les motifs) ne fût relevé, que la discipline militaire affaiblie ne fût fortifiée, et la confiance entre les soldats et leurs officiers, et entre ceux-ci et leurs supérieurs, ranimée !... Il y avait d'ailleurs des corps à réorganiser, et les commandants de ces corps reçurent l'ordre de procéder à leur réorganisation le jour même où l'armée devait se mettre en mouvement, la veille de l'attaque !... Encore, plus de trois cents sous-officiers, nommés officiers six jours après la dénonciation de l'armistice, n'eurent pas le temps matériel de se rendre à leur nouvelle destination ; ils apprirent en route le commencement et tout à la fois la fin de la guerre !...

Par tous ces actes inqualifiables, on mettait le Piémont dans une cruelle situation, et on lui faisait perdre le fruit de ses derniers efforts pour soutenir une lutte dans laquelle il s'était d'abord engagé spontanément (1), et à laquelle il aurait pu demeurer étranger.

En effet, le Piémont, bien que soumis indirectement à l'influence de l'Autriche, n'en jouissait pas moins, au commencement de 1848, d'une existence politique garantie par les traités de 1815, et en s'associant à un mouvement italien fait en dehors de ces traités, il s'était risqué dans une guerre pleine de dangers. Ce fut sans doute de sa part une généreuse détermination que celle de prendre les armes pour la cause de l'indépendance nationale italienne. Mais aussi, plus il y avait là de péril, plus il fallait avoir de raison, de pru-

(1) Voyez plus haut, chap. IX.

dence, de prévoyance dans la conduite de cette noble entreprise. Le Piémont n'était plus, pour ainsi dire, maître de lui-même dès que, par son propre fait, les destinées de la haute Italie se trouvaient liées au sort de l'armée piémontaise. Il s'était dès lors rendu responsable envers l'Italie entière de toute démarche inconsiderée de nature à détruire ou à paralyser l'action de cette armée rassemblée au prix d'immenses sacrifices.

Mais une semblable responsabilité ne pouvait pas évidemment peser sur une population qui s'était montrée prête à donner jusqu'à son sang pour le salut commun. Elle ne pouvait peser que sur ceux qui exerçaient le pouvoir et tenaient dans leurs mains les rênes du gouvernement. Cependant, comment supposer que ceux-ci aient conjuré la perte d'une cause dans laquelle leur fortune et leur vie étaient également en jeu? — C'est une hypothèse que l'on ne saurait admettre. Fourvoyés dans des accidents inopinés, fascinés par des apparences trompeuses, ils ont perdu de vue la réalité des choses, et, dans tout cela, il faut certainement compter pour beaucoup les événements survenus dans l'Italie centrale et suivis du renversement des gouvernements de Rome et de Florence.

On l'a déjà dit, ces événements, au moment où ils sont arrivés, ont été préjudiciables à l'Italie en la privant de l'appui que les gouvernements renversés auraient pu lui prêter auprès des cabinets étrangers. Sous ce même rapport, les gouvernements nouvellement introduits dans les États romains et en Toscane n'étant reconnus, ni de droit, ni de fait, par aucune puissance étrangère, ils ne pouvaient être regardés, politiquement parlant, que comme un embarras de plus, et

ils ne pouvaient exercer au dehors qu'une fâcheuse influence sur la cause de l'indépendance. L'Italie devait s'en ressentir au midi comme au nord, et le jour où fut renversé l'ordre de choses actuellement existant à Rome et à Florence, fut un mauvais jour pour la Sicile comme pour la Vénétie (1). Les deux grands cabinets de l'Europe qui s'étaient montrés jusqu'alors les plus favorables, ou, pour mieux dire, les moins hostiles à l'affranchissement de l'Italie, n'hésitèrent plus à suivre une ligne de conduite qui enlevait de ce côté aux Italiens jusqu'à leurs dernières espérances.

Mais c'est à l'intérieur surtout que les mouvements romain et toscan, faits au nom de la liberté, ont eu les conséquences les plus désastreuses pour la guerre de l'indépendance. Alors on a reproduit l'inopportune et malheureuse idée de la formation d'une constituante italienne. Il en avait déjà été parlé comme d'une combinaison dont le souverain pontife aurait été l'âme et le chef. On la rattachait maintenant à l'introduction d'une république nouvelle. Mais dans tous les cas, nous l'avons démontré (2), il était évidemment impossible, tant que l'on demeurerait en présence des baionnettes étrangères, de réaliser sous un nom quelconque une fédération, et de former une assemblée générale italienne, vu la situation où se trouvaient actuellement les différentes contrées de la Péninsule. Ceux qui ressuscitaient cette idée ne savaient pas le mal qu'ils faisaient à l'Italie, le mal qu'ils se faisaient à eux-mêmes. En ce moment suprême, on ne pouvait reporter ainsi

(1) C'est ce qui n'a pas échappé à des Italiens appartenant à ces deux contrées, aussi distingués par leurs lumières que par leur inviolable attachement à leur patrie.

(2) Voyez plus haut, chap. XIV.

les esprits sur le terrain brûlant des questions politiques intérieures, sans fomenter des divisions qui devaient être également funestes à la cause de l'indépendance et à celle de la liberté (1).

Par surcroît de malheur, les affaires de Rome venaient réveiller dans les âmes des scrupules religieux. Des résolutions favorables d'abord à la cause italienne en étaient ébranlées, et quelques consciences furent alarmées ou troublées. Ici, à côté de la bonne foi, venait se glisser l'hypocrisie avec les vices qui l'accompagnent et se cachent sous le masque de la religion et de la vertu. Ajoutez à cela tous les moyens de séduction et de corruption employés par les agents de l'ennemi, et c'est plus qu'il n'en faut pour expliquer la démoralisation de l'armée, les murmures du peuple, et en même temps ces cris de guerre insensés, inspirés par

(1) Une nation dépendant de l'étranger ne peut jamais être libre, parce que ses dominateurs cherchent sans cesse à étouffer chez elle une liberté qui entraînerait la perte de leur domination. Si les ministres doctrinaires de la monarchie de juillet 1830 ont en l'air de contester cette vérité, c'est qu'ils nourrissent, à l'égard de l'Italie, la même pensée qu'ils avaient ouvertement exprimée à l'égard de la Suisse, en montrant leurs sympathies pour le Sonderbund. (Voyez plus haut, chap. X.) Cette pensée se résume dans leurs conseils, qu'un de leurs adeptes rappelle aujourd'hui aux Italiens : « *La cause de l'indépendance n'a pas triomphé, dit M. d'Haussonville (voyez la Revue des Deux Mondes, livraison du 1^{er} mai 1849) ; que l'Italie se souvienne des conseils de M. Guizot.... Ne lui reste-t-il pas (à l'Italie) la liberté? Par la liberté, elle (l'Italie) pourra peut-être un jour, Dieu aidant, reconquérir l'indépendance.* » N'est-ce pas là une amère ironie? et comment concevoir un renversement d'idées aussi contraire à la raison qu'à l'expérience? Ne pas dépendre de l'étranger a été constamment, chez toutes les nations, la première condition et la première base de leurs libertés, tandis que l'amour désordonné de la liberté, et la Pologne et l'Italie elle-même en sont un exemple, a conduit plus d'une fois les peuples à la servitude.

un génie infernal qui semblait se complaire dans son propre ouvrage. Aussi, plusieurs jours avant la bataille, le désastre de l'armée piémontaise était annoncé en Belgique, en France, en Allemagne, et partout à l'étranger, avec une assurance dont il était difficile de se rendre raison, pendant que le gouvernement de Turin, sourd aux avis qui lui étaient adressés par les véritables amis de la cause italienne, et poussé par une aveugle fatalité, marchait à l'accomplissement de ses tristes destinées.

Et après ce grand désastre, quel vaste champ de récriminations n'allait pas s'ouvrir ! Combien d'exagérations, de calomnies ne devait-il pas soulever de tous côtés ! Oui, il faut bien l'avouer, des hommes de tous les partis se sont couverts d'infamie ; mais on a cherché en vain à ternir l'honneur des troupes italiennes, piémontaises, lombardes ou autres ; car elles se sont battues avec un courage digne d'un meilleur sort. On a voulu leur imputer en général des excès partiels, excusables sans doute, mais commis par des soldats exténués de fatigue, manquant de nourriture, et se voyant disputer jusqu'à un morceau de pain. Il n'y a point de corps d'armée qui, se trouvant dans de semblables circonstances, n'eût eu des désordres et des violences à faire déplorer.

C'est aussi en vain que l'on a cherché à rejeter de la défaveur sur les populations. Elles ont répondu à leurs accusateurs lorsque, revenues de la stupeur dont elles avaient été saisies à la vue d'une perte si grande et si subite, elles ont fait retentir un cri d'indignation et de douleur. Hélas ! ce cri, sous l'influence de l'étoile maligne de l'Italie, devait être suivi de luttes

fratricides... Ne soulevons pas le voile funèbre qui les couvre ; admirons plutôt ces villes qui , dans l'abandon de la fortune , résistent encore avec le courage du désespoir. L'Autrichien ne peut les soumettre que par une guerre d'extermination !... Après ces faits , on ne comprend vraiment pas comment il peut se trouver en France et ailleurs des hommes assez injustes pour dire que , dans cette malheureuse lutte , les peuples n'ont montré ni courage ni intelligence ! C'est cependant ce que l'on entend répéter tous les jours. On oublie que dans les grands périls , toutes les nations ont besoin d'être guidées par des chefs qui soient à la hauteur des circonstances. Il n'est pas donné alors à des hommes médiocres , en les supposant même éclairés , sincères et honnêtes , de pouvoir gouverner en présence de la fureur , des intrigues et de l'aveuglement des partis qui démoralisent le peuple et l'entraînent dans un abîme de malheur et de misère. La patrie ne peut être sauvée que par l'action énergique des esprits d'un ordre supérieur ; et encore faut-il qu'ils soient placés dans des conditions propres à faire ressortir leur supériorité aux yeux des masses. Là où ces chefs manquent ou ne peuvent parvenir à se faire jour , on peut regarder un mouvement populaire comme un accès de fièvre suivi d'une prompte langueur qui laisse le pays dans l'anarchie ou à la merci de gens incapables , de sophistes intéressés ou d'ambitieux à courtes vues. Et c'est toujours d'après ces hommes que l'Italie est jugée et condamnée à l'étranger. Eh ! mon Dieu , si les Italiens devaient apprécier les autres peuples comme on les apprécie , que n'auraient-ils à dire des nations même les plus civilisées de l'Europe ?... N'allons pas plus

loin. Ce que nous avons voulu dire, c'est que les Italiens n'ont failli nulle part en cette occasion, mais qu'ils ont généralement manqué de bons chefs. En ce moment même, tout en étant écrasées par une force brutale, les populations de la haute Italie sont encore, d'un bout à l'autre des Alpes, telles que nous les avons représentées. Rien ne le prouve mieux que leur attitude à Gênes, en Piémont, en Lombardie, dans les Légations, dans les États vénitiens. Elles souffrent pour une même cause, et leur malheur commun ne peut qu'accroître en elles le désir de s'unir enfin pour leur commune défense.

En reportant la pensée sur les moyens de salut (1) que l'on a si fatalement négligés, on doit sentir aujourd'hui plus que jamais la nécessité de les mettre immédiatement en œuvre au jour où la lutte de l'indépendance viendrait à se renouveler. Mais quand ce jour luira-t-il? Après tant d'infortunes serait-il encore permis à l'Italie d'avoir foi dans son affranchissement? Aurait-elle encore dans le livre du destin une page de bonheur? L'Italie est morte, dit-on.... cependant le silence du tombeau ne règne pas autour d'elle. Dans le milieu où elle gît, tout se meut des Pyrénées jusqu'aux monts Carpathes, et par ce mouvement ne pourrait-elle pas être rappelée à la vie? On serait porté à le croire lorsqu'on examine de près la situation de l'Europe. En effet, en dépit de tous les maux qui viennent de fondre sur l'Italie, la question italienne ne peut plus être aujourd'hui une question particulière, isolée, entre l'oppresser et l'opprimé. Pour s'en

1) Voyez plus haut chapitres XII, XIII et XIV.

convaincre, on n'a qu'à retracer encore une fois les phases remarquables que cette question a subies depuis soixante ans.

Avant 1793, la maison d'Autriche, loin de vouloir étendre sa domination directe sur l'Italie du nord, cherchait à s'y créer, par l'abandon de ses provinces lombardes au Piémont, une puissance auxiliaire (1) pour en être aidée dans ses luttes contre la maison de Bourbon. Celle-ci tombée sous le glaive de la révolution, le cabinet de Vienne changea de politique. Il voulut ressaisir les provinces qu'il avait cédées. Ensuite ce cabinet n'a cessé de suivre sa politique nouvelle, et si, pendant les guerres de l'Empire, il a dû ajourner ses projets, il s'est hâté de profiter du premier moment favorable pour les réaliser. Aussi nous l'avons vu en 1815 recouvrer le Milanais et y joindre les états de Venise. En courant ainsi après l'Italie, l'Autriche ne s'imaginait pas seulement qu'elle allait finir par perdre son influence sur l'Allemagne, compromettre sa couronne en Hongrie et affaiblir son autorité dans les pays slaves. C'est néanmoins ce qui est arrivé ; dès lors la puissance autrichienne, ébranlée dans ses bases, ne pouvait plus avoir le même poids qu'auparavant dans la balance des pouvoirs, et le système servant de base au droit commun de l'Europe, tel qu'il avait été conçu par les diplomates de 1815, s'en est trouvé fortement altéré. Il y avait là un grand danger pour la famille européenne. On aurait pu y remédier peut-être par de nouvelles combinaisons et des mesures toutes pacifiques ; mais il était écrit que les améliorations

(1) Il nous a fallu résumer ici dans quelques lignes les faits développés plus haut, et notamment au chap. VII.

qui auraient pu s'introduire par un effet de la sagesse et de la prévoyance des cabinets et des gouvernements, devaient être le résultat nécessaire d'une longue et affreuse série de malheurs.

Aujourd'hui, en s'abaissant jusqu'à se servir du bras de la Russie pour combattre la nation dont la fidélité avait toujours été son plus ferme appui, et déchue d'ailleurs du haut rang qu'elle occupait dans les contrées germaniques, l'Autriche ne se trouve plus vis-à-vis des autres potentats de l'Europe dans les conditions où elle était lorsque ces potentats lui ont abandonné l'Italie. On voit donc que le sort de cette dernière contrée, celui surtout de la haute Italie, où sont la Vénétie et les provinces lombardes, ne peut plus être, comme en 1815, l'objet d'une question accessoire exclusivement rattachée aux intérêts dynastiques de la maison de Hapsbourg. Désormais la question italienne, à quelque point de vue que l'on soit porté à l'envisager, est devenue par la force même des choses une des principales questions d'ordre général pour tout le monde civilisé.

Cependant les éléments d'une solution finale de cette question se trouvent principalement au delà des Alpes et du Rhin. Eh bien, alors on ne saurait prévoir que la France puisse y prendre une part très active. On peut bien croire que le gouvernement français n'ira pas appuyer de ses armées les prétentions de la cour de Vienne, quand même il les regarderait comme fondées en droit. Mais au rebours, il ne peut pas davantage répondre aux avances pacifiques de l'Autriche par une déclaration de guerre. N'ayant aucune possession à réclamer en Italie, irait-il combattre

pour d'autres intérêts que pour les siens ? Sur ce dernier point, on a pu le voir, nous ne sommes pas entièrement d'accord. Selon nous, la cause de l'Italie était à plusieurs égards celle de la France. Quant à la France, elle en a jugé autrement. Elle en avait assurément le droit, et malgré quelques paroles inconsidérées prononcées en son nom, les Italiens, politiquement parlant, doivent en prendre note, mais ils seraient mal venus à s'en plaindre. Après ce jugement, le gouvernement français s'est trouvé placé sur le terrain d'une parfaite neutralité, et voulant néanmoins relever son attitude par une expédition militaire, il s'est imposé une tâche extrêmement difficile à remplir. D'un côté, il lui fallait éviter soigneusement de se montrer en ennemi des peuples ; de l'autre côté, il lui fallait aussi mettre le plus grand soin à ne point blesser la susceptibilité des grandes puissances avec lesquelles il voulait vivre en paix. Il se pourrait, il est vrai, que par de nouveaux incidents à l'extérieur, ou même à la suite d'un grand mouvement intérieur excité par le triomphe de certaines idées politiques, et amené par les embarras mêmes de la situation économique du pays, la France fût tardivement détournée de la ligne pacifique de conduite que son gouvernement a suivie jusqu'ici. En ce cas, les armées françaises trouveraient l'ennemi aux Alpes mêmes, la guerre serait générale, et la trop malheureuse Italie deviendrait encore une fois le champ de bataille entre Français, Allemands, Russes et Anglais. Au bout de cette affreuse mêlée d'armées et de peuples, il y aurait peut-être des chances favorables à l'indépendance italienne ; mais aussi l'Italie serait exposée à d'immenses

périls, et peut-être condamnée de nouveau à subir le joug d'une longue et cruelle servitude.

Mais sans nous arrêter à des éventualités et à de sombres pressentiments, partons de l'état actuel des choses, et cherchons à nous rendre compte de l'influence que l'issue de la lutte présentement engagée à l'est de l'Europe pourra exercer sur les destinées de l'Italie septentrionale où se trouvent, il ne faut pas l'oublier, les principales garanties de l'indépendance de toute la Péninsule. Nous avons ici deux hypothèses à prendre en considération.

Admettons d'abord le triomphe de la Hongrie et l'affermissement de la dernière constitution allemande. Alors la prochaine délivrance de l'Italie ne serait plus douteuse. La guerre de l'indépendance venant à se renouveler, elle ne serait ni longue ni meurtrière, ou, pour mieux dire, il n'y aurait point de guerre, parce que l'une des deux parties belligérantes se serait à peu près effacée. Il ne resterait aux Italiens qu'à profiter enfin une dernière fois des leçons trop nombreuses d'une triste expérience, et à ne pas se laisser entraîner dans l'abîme de l'anarchie et de la licence. Les peuples de la haute Italie pourraient alors librement effectuer leur union, constituer un État solide et durable, resserrer leurs liens avec leurs frères de l'Italie centrale et méridionale, et organiser un bon système de défense pour se mettre à l'abri de tout abus de pouvoir de la part des grandes puissances voisines. Mais après l'intervention de la Russie, la réalisation de cette première hypothèse nous semble, sinon tout à fait improbable, du moins fort incertaine.

Reste à examiner l'hypothèse contraire. Alors la

Hongrie aurait succombé, l'assemblée de Francfort aurait complètement cessé d'exister, et la Constitution donnée par cette assemblée à l'Allemagne aurait disparu devant l'action hostile des armées réunies de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse. Mais la haute Italie devrait-elle pour cela renoncer irrévocablement à l'espoir de former un seul État indépendant? C'est ce dont tout le monde paraît convaincu au moment où nous écrivons, et pourtant il nous semble que les choses pourraient encore se passer autrement.

A notre avis, l'indépendance italienne ne se lie pas nécessairement aux principes absolus, exclusifs, qui s'entre-choquent dans les différents partis. De tous les côtés, on voit les choses à travers le prisme d'idées préconçues. Mais nous croyons qu'il faut raisonner plus à froid. Il y a, ce nous semble, des faits réels accomplis ne pouvant être changés par l'action d'une force armée quelconque, et dont, bon gré, mal gré, les conséquences doivent être acceptées de ceux-là mêmes qui disposent de cette forte armée. C'est là le nœud de la question.

Réfléchissons que l'Autriche a perdu son pouvoir en Allemagne, et que les baïonnettes russes ne pourront jamais le lui rendre. Jamais elles ne pourront lui rendre non plus dans les Hongrois vaincus, et soumis momentanément par les armes, les fidèles sujets qui l'ont sauvée plus d'une fois d'une entière ruine. Voilà deux choses d'une immense portée pour nous. L'ancien pouvoir impérial, dont le retour est désormais impossible, c'était la source de la domination autrichienne sur l'Italie. L'appui spontané de la nation hongroise, c'était le plus puissant moyen de

maintenir cette domination. Ce sont là deux grandes questions, une de droit, l'autre de fait, résolues à la fois en faveur de l'Italie. A ces réflexions spéciales il faut en ajouter d'autres qui, tout en ayant un caractère de généralités européen, n'en sont pas moins d'une grande importance pour la question italienne.

On doit être bien persuadé que rien ne saurait arrêter aujourd'hui le développement des tendances des peuples à se grouper par race, et à se former en nationalités harmonisées avec la situation du pays. Les souverains eux-mêmes avouent que ces tendances sont irrésistibles et se montrent prêts à les prendre en sérieuse considération. Un pareil aveu nous porte à conclure qu'avant peu de profondes modifications seront apportées aux traités de 1815, c'est-à-dire que ces traités seront refondus ou remplacés par un nouveau traité général destiné à régler le droit commun européen selon les besoins réels de l'époque. Sous ce rapport, il va bientôt s'ouvrir un vaste champ de discussions et de négociations diplomatiques sur la distribution des corps politiques admis à jouir d'une existence nationale indépendante, réciproquement et solidairement garantie par chacun d'eux entre tous.

Il n'y a guère, en effet, sur le continent de l'Europe, que deux États, l'Espagne et la France, qui réunissent à l'avantage d'une position géographique bien déterminée, celui d'une existence politique distincte universellement reconnue. Mais dans les contrées situées au nord et à l'est de la France, il n'y a presque pas de pays dont la diplomatie n'ait altéré les conditions naturelles d'unité, soit par la violente séparation de parties ayant entre elles la plus grande

affinité , soit par la réunion forcée de parties hétérogènes dont la fusion est à jamais impossible. Une nouvelle série de combinaisons devient donc indispensable pour asseoir le système de l'Europe sur des bases solides ; et si l'on veut atteindre un but logique, il n'y aura point d'heureuse modification opérée sur un point qui n'exigera des changements correspondants sur les autres points de ces vastes contrées. Que l'Allemagne , par exemple , soit réorganisée et dégagée autant que possible de tout élément étranger aux races germaniques , alors celles des provinces polonaises possédées maintenant par l'Autriche et par la Prusse, les terres hongroises et slaves, et les provinces vénitiennes et lombardes pourront rentrer dans leurs sphères respectives d'activité naturelle. On aura ainsi frayé le chemin à la reconstitution de la Pologne, à la régénération de la Hongrie et de l'Illyrie, et à l'indépendance de l'Italie. La grande question d'Orient elle-même viendra se rattacher nécessairement aux différentes positions en vue desquelles les puissances seraient portées à rendre enfin à notre civilisation, au bout de quatre siècles, les terres connues sous le nom de Turquie européenne.

Ainsi, les peuples comme les princes ont un intérêt commun à la formation de corps politiques composés, chacun, de parties homogènes. Traitée à ce point de vue, la cause de l'Italie ne peut manquer de triompher devant un congrès universel européen.

Lorsque ce moment sera venu, nous avons confiance qu'il se trouvera des patriotes italiens assez éclairés pour mettre de côté toute considération locale, et assez habiles pour développer la question sous

toutes ses faces , et démontrer comment , par un enchaînement de rapports, de causes et d'effets, l'indépendance de leur patrie est devenue une condition essentielle de l'ordre général. Peut-être que le jour où cette question surgira, l'Italie trouvera des défenseurs du côté où elle s'y attend le moins. Les esprits seront calmés ; on appréciera avec plus d'impartialité qu'on ne le ferait en ce moment des résistances auxquelles on ne s'attendait pas; on respectera le courage malheureux; et, dans un siècle où la soif de l'or engendre la misère publique, mère de l'insurrection et du désordre, on sera forcé d'admirer les rares vertus dont Venise donne l'exemple, et ces riches, mais généreux patriciens, qui ont spontanément sacrifié toute leur fortune , préférant les privations d'une pauvreté honorable aux jouissances d'un abject égoïsme. Bien des préjugés se seront effacés sur le compte des Italiens, et les grands cabinets leur seront moins hostiles. Ne pouvant plus compter comme auparavant et cherchant de nouveaux points d'appui dans l'Europe centrale, l'Angleterre reconnaitra peut-être qu'une Italie indépendante pourra lui offrir des avantages politiques et commerciaux qu'elle n'aurait jamais pu trouver dans une Italie soumise à l'influence du cabinet de Vienne et au système restrictif des tarifs autrichiens. La Russie se souviendra peut-être alors que le cabinet de Saint-Petersbourg n'a pas été toujours étranger au projet de faire un royaume de l'Italie du nord. C'est là un point capital, et ce point gagné, l'Italie ne dépendra plus désormais que d'elle-même.

APPENDICE.

NOTE A. — AFFAIRE DE GÈNES EN 1814 (1).

La République de Gènes, seule des anciens États de l'Italie occidentale, restait encore debout en 1805, lorsqu'elle fut condamnée par Napoléon à devenir une des nombreuses divisions de son nouvel empire français (2).

Mais neuf ans ne s'étaient pas encore écoulés que ce tempire était renversé, et déjà en avril 1814, les Génois voyaient entrer dans leurs murs les troupes anglo-siciliennes, sous le commandement de lord William Bentinck. S'appuyant des proclamations mêmes des souverains alliés, lord William crut devoir rendre à Gènes ses anciennes libertés; il y établit un gouvernement provisoire national, et ce gouvernement, fort du principe de légitimité et de justice dont il était émané, reprit sans obstacle toutes les marques de sa souveraineté. L'ancien pavillon génois flotta sur toutes les côtes et fut reçu dans tous les ports.

(1) Voir page 10.

(2) Napoléon voulut couvrir cet abus de la force des apparences de la légalité. On fit un appel au peuple génois. Des registres furent ouverts où tous les citoyens pouvaient s'inscrire pour ou contre la réunion de Gènes à la France. Les votes de tous ceux qui ne se seraient pas inscrits, devaient être comptés comme des votes affirmatifs. Ces registres eurent quelques pages remplies. On y remarquait la main d'un courageux citoyen, Augustin Pareto; il n'avait pas hésité à exposer avec une noble franchise les motifs qui devaient faire rejeter l'union proposée.

Cet état de choses fut de courte durée. Lord William fut accusé d'avoir mal interprété les intentions des grandes puissances qui avaient arrêté en principe la réunion de Gênes aux États-Sardes. Le gouvernement génois, voyant ainsi son existence de nouveau menacée, fut naturellement porté à faire tous ses efforts pour soutenir sa cause, et il trouva un habile et zélé défenseur dans la personne d'Augustin Pareto (1), que Londres vit bientôt arriver comme envoyé génois. Les notes adressées en mai 1814 par cet homme d'État au cabinet anglais, figureront parmi les documents historiques les plus remarquables de l'époque. « L'État de Gênes réuni au Piémont, disait lord » Castlereagh, trouvera dans cette réunion des avan- » tages qui pourront le dédommager de la perte de » son indépendance; le commerce reprendra son » cours, l'industrie ses débouchés ordinaires, le pays » son ancienne prospérité. Pareto répondait que dans » le nouvel État, tel qu'il aurait été composé, on n'au- » rait trouvé ni union, ni concorde, ni esprit national; » que sous une monarchie absolue et sous un gouver- » nement militaire, il aurait été impossible de faire » dans les dépenses cette économie dont l'État de Gê- » nes avait le plus grand besoin. Le commerce de Gê- » nes, ajoutait-il, étant principalement un commerce » de commission et de transit, les différentes branches » en étaient de leur nature difficiles à conserver. Tout

(1) C'est le même dont il est parlé dans la note précédente. D'une frêle et chancelante santé, il s'exposa, en 1814, à un long voyage pour défendre les intérêts de sa patrie, encore une fois et c'était la dernière. Rentré dans la vie privée, il fut enlevé, par une mort prématurée, à ses nombreux amis et universellement regretté.

» dépendait d'un système de douanes peu onéreux ;
» mais sous une monarchie, où il y aurait eu de hauts
» droits, des fiscalités et de nombreuses formalités, ce
» commerce n'aurait jamais pu prendre son essor.»

L'expérience a confirmé les raisonnements que le magistrat génois opposait à la phraséologie du ministre britannique. Celui-ci, poussé à bout, alla jusqu'à proposer de réduire la ville de Gènes et ses environs à la condition d'une ville anséatique, paraissant même oublier la géographie du pays. Le rejet de cette proposition fournit encore une preuve de la sagesse du gouvernement génois qui ne se laissait point séduire par l'appât d'une vaine liberté locale incompatible avec la prospérité générale du pays. Enfin, le 26 décembre, le gouvernement quitta le pouvoir après avoir fait insérer aux actes du congrès de Vienne une protestation énergique, mais calme, digne et conforme aux véritables principes du droit des gens.

Notre note n'a pas, dans ce rappel de faits, pour but de revenir inutilement sur le passé, mais de remonter au premier anneau d'une série d'événements riches d'enseignements qui ne devront être perdus ni pour les étrangers, ni pour les nationaux dans la grande question italienne.

On y apprend que les cabinets étrangers ont avoué, par l'entremise de lord Castlereagh (1), qu'ils s'étaient trompés sur les dispositions des peuples de la Ligurie; que les commandants britanniques, qui, ayant séjourné dans le pays génois, auraient dû mieux le connaître, se sont mépris eux-mêmes. Un curieux docu-

(1) Dépêche de lord Castlereagh à sir John Dalrymple, portant la date du 17 décembre 1814.

ment officiel en fournit la preuve. C'est une lettre adressée le 22 décembre 1815 à lord Castlereagh par sir John Dalrymple, commandant les troupes anglaises à Gènes. « J'avais toujours pensé, » dit sir John en parlant des dernières déterminations du gouvernement génois, « qu'il serait difficile d'engager les membres » du gouvernement provisoire à continuer leurs fonctions lorsqu'ils sauraient que leur pays a été définitivement réuni au Piémont, plutôt par crainte que » la populace ne les soupçonnât d'avoir pris part à la » transaction et d'avoir eu les mêmes desseins sinistres qu'on attribuait aux sénateurs qui étaient en » place à l'époque de la réunion de la république ligurienne à la France, que par toute autre raison ; » mais je ne m'attendais certainement pas à une résolution si prompte ou plutôt à une démarche tellement irrémédiable. » Sir John Dalrymple, on le voit, ne connaissait pas mieux l'honorable caractère des membres du gouvernement génois (1), que les ministres des grandes puissances n'avaient d'abord connu ou feint de connaître les dispositions des peuples. Triste et lamentable aberration de notre moderne diplomatie !

Mais il y a dans la conduite des cabinets étrangers envers Gènes et le Piémont, quelque chose de plus triste encore. Ces cabinets ont proclamé qu'indépendamment de toute autre considération, la réunion de Gènes au Piémont était une condition essentielle d'or-

(1) Appelé alors par le suffrage de mes concitoyens à exercer les fonctions de procureur de la république, et honoré de la bienveillance particulière du président du gouvernement provisoire, Jérôme Sevrà, j'ai eu le bonheur de pouvoir admirer de près des vertus patriotiques dont le souvenir sera toujours cher aux Génois.

dre général. Eh bien , à leur point de vue, ils devaient donc faire succéder immédiatement à la domination française , celle du roi de Sardaigne , et non pas laisser s'ériger de leur aveu une puissance à Gênes , qui, même pendant son éphémère existence a dû fêter dans ses murs le passage de Victor Emmanuel comme souverain étranger , lorsque ce même Victor Emmanuel devait bientôt , en maître , absorber la république. Car, qu'arriva-t-il de là ? que les illustrations et les capacités qui étaient la providence du pays, étant ainsi annihilées et leur amour propre assez blessé pour les porter à s'effacer alors entièrement , l'administration fut livrée à des inaptitudes flagrantes (1).

(1) Les Génois n'ayant jamais été sujets sardes, la cour de Sardaigne ne pouvait pas, à leur égard, trouver dans ses anciens souvenirs des motifs d'exclusions personnelles, comme, au contraire, les choses lui en suggéraient tant à l'égard des Piémontais où le mérite ne sauva plus de la disgrâce. De nouveaux venus, sortant comme de léthargie, apparurent sur la scène affublés de vieilles idées. Méconnaissant que dans leurs dix-huit années d'absence, les progrès avaient marché comme de dix-huit siècles, à quel point ne se trouvèrent-ils pas arriérés ? Ceux-là cependant prirent les rênes des affaires. Ce qui arriva alors, un seul exemple, entre autres nous le dira. Un ministre devenu tout-puissant, homme d'ailleurs bon et sincèrement affectionné à son prince , prétendit réorganiser l'État sur la vue d'un almanach de 1796. Là se trouvaient en effet indiquées les anciennes administrations que l'on voulait reproduire et les anciens employés titulaires que l'on voulait rappeler à toute force vivants ou morts. L'administration française était renversée d'un coup, et l'ancienne administration ne pouvait guère revivre que dans un nouvel almanach. Il en résulta un désordre tel que l'on dut revenir sur ses pas. Mais voulant garder le haut personnel de cour, on admit en sous-ordre quelques employés qui avaient servi comme subalternes dans les administrations secondaires de l'empire. Cette mesure ramena un certain ordre matériel, mais elle donna lieu à un contraste bizarre entre une législation surannée et les allures d'une administration pratique moderne, et en outre, elle ramena une bureaucratie

Ainsi, voulant disposer des Gênois sans les consulter, ne cherchant pas même à sauver les apparences comme l'avait fait Napoléon, les diplomates étrangers se sont mis en contradiction avec eux-mêmes lorsqu'ils ont d'abord séparé politiquement deux pays qu'ils comptaient de réunir, et depuis lors ces diplomates ont marché de faux jugemens en faux jugemens, de méprise en méprise. Contraints parfois d'avouer leurs erreurs, ils n'en ont pas moins persisté dans leurs résolutions primitives. De cette manière ils ont poursuivi et ils continuent à poursuivre une tâche interminable. La Haute-Italie est devenue pour eux le roc de Sisyphe, et il leur faudra bien finir un jour par là même où ils auraient dû commencer, c'est-à-dire par admettre la formation de ce pays en un État indépendant.

Un mot maintenant sur la politique suivie par le gouvernement provisoire gènois de 1814, à l'extérieur. Ce gouvernement ébloui par la conduite du commandement des troupes anglaises, croyait que le sort de Gènes dépendait principalement de l'Angleterre. Il était alors dans l'erreur. Quelle que fût la part que le cabinet de Saint-James prit aux négociations diplomatiques, les ministres anglais en avaient dit assez pour laisser voir que les destinées de la Haute-Italie étaient dans les mains de l'Autriche. Ce n'était donc pas à Londres, mais à Vienne que Gènes aurait

compliquée qui n'avait plus de motif depuis la chute de l'empire, et qui devint en Piémont, et dans presque tous les autres États de l'Europe, une véritable calamité. On a marché ainsi longtemps dans un dédale inextricable, et on a commis des fautes déplorables dont les traces ne sont pas encore entièrement effacées depuis trente-cinq ans, tant une diplomatie irréfléchie et insouciance peut causer de malheurs.

dû envoyer son habile négociateur. Encore Pareto n'avait reçu que la mission de traiter d'une manière absolue la question de l'existence de la république de Gènes. Là se bornait sa mission. On ne l'avait pas chargé d'examiner secondairement quel serait le meilleur arrangement possible pour Gènes, dans le cas où elle aurait été actuellement forcée de sacrifier sa nationalité devant un prétendu intérêt général. Cependant le gouvernement génois ne pouvait pas se dissimuler que ce sacrifice serait probablement exigé, et il n'aurait pas dû manquer de parler en sous-ordre des avantages et des désavantages relatifs d'une telle combinaison, et de faire ressortir la nécessité de coordonner du moins avec la réunion proposée, celle de quelques pays voisins. Par ce moyen on aurait fait comprendre que la réunion isolée pure et simple de Gènes au Piémont reporté à l'état où il se trouvait avant 1796, était une chose également contraire aux intérêts des deux pays et à la conservation de l'ordre général. On aurait aussi probablement obtenu que les duchés de Parme et de Plaisance y fussent annexés. Car il était facile de démontrer qu'au point de vue moral, politique et commercial, cette annexion eût servi à cimenter l'union génoise, et que d'ailleurs elle était réclamée par la position géographique du pays, puisque le littoral à l'est de Gènes ou la rivière du levant serait restée comme une longue lisière de terre en dehors de la sphère des États-Sardes, si elle ne pouvait pas s'adosser aux duchés précités faisant eux-mêmes partie du nouvel État.

Les Italiens ont pu récemment se rendre compte des heureux résultats qu'aurait produits une pareille combinaison pour l'indépendance nationale ; et l'exem-

ple du gouvernement génois de 1814 doit leur faire sentir aujourd'hui combien il importe de suivre et d'étudier le cours des événements, de savoir choisir à propos le point où il leur faut principalement diriger leurs efforts et de traiter au besoin les questions politiques sous toutes les faces qui peuvent leur être utiles, prenant en considération les circonstances qu'il n'est pas en leur pouvoir de changer.

NOT B. — LA CAPITALE (1).

La question du choix d'une capitale pour la Haute-Italie, lorsque ce pays ne formerait qu'un seul État, est réduite aujourd'hui aux plus simples termes. Nous le prouvons. On n'est plus comme en 1796, en présence de quatre grandes villes jouissant chacune des prérogatives de capitale d'États particuliers, auxquelles il leur faudrait renoncer dans la fusion amenée par la formation d'un État général de la Haute-Italie. Savoir : Turin, forte de 80,000 âmes; Gênes, de 120,000; Milan, de 140,000; enfin Venise, aussi de 140,000, et de plus à la tête d'un territoire de trois millions et demi d'habitants et d'une flotte de quinze vaisseaux, et de nombre de frégates, bricks, galères; force maritime que ne possèdent pas la Sardaigne et l'Autriche ensemble. Cela est conforme aux renseignements fournis au général Bonaparte en 1796. Venise et Gênes ayant cessé d'être capitales, le choix reste donc réservé entre Turin et Milan.

Maintenant, que les étrangers et surtout les Autrichiens aient cherché pendant les dernières guerres de

(1) Voir page 49.

l'indépendance italienne, à éveiller une rivalité de suprématie entre ces deux villes, cela se conçoit, mais que celles-ci n'aient pas senti tout le danger qu'il y aurait au fond dans ce débat de rivalité, cela se conçoit moins. Du reste, puisque nous en sommes là, écoutons à ce sujet Napoléon lui-même.

Après avoir tracé admirablement avec ce pénétrant coup d'œil qui caractérise ses aperçus, la situation politique et géographique des diverses contrées de l'Italie, le grand homme se plait à prévoir une Italie formant une nation indépendante.

« Si jamais, dit-il, cet événement avait lieu, quelle » serait la capitale? Gènes ni Venise ne sauraient y » prétendre; elles sont trop aux extrémités.

» 1^o Rome, par ses souvenirs, par ce qu'elle est » déjà et par sa position, pourrait aspirer à redevenir » encore la capitale de cette belle contrée. Elle se trou- » verait à 130 lieues de tous les points de la frontière » des Alpes, où l'Italie peut être attaquée par la France » ou l'Allemagne. Elle serait à 100 lieues des extré- » mités méridionales du royaume de Naples et des » côtes de la Sicile, un peu moins de celle de Sardai- » gne. — Paris, la capitale de la France, est à 60 lieues » de ses frontières du Nord, à 40 lieues de la Manche, » à 100 lieues du golfe de Gascogne, à 150 lieues » de la Méditerranée. — La malsaineté de l'air, l'infer- » tilité de ses environs, le manque d'un grand port et » d'une rade à portée, seraient les grands défauts de » Rome prise pour capitale.

» 2^o Si l'Italie finissait avec les duchés de Parme, » Plaisance et Guastalla, c'est-à-dire si elle ne compre- » nait que la vallée du Pô et n'avait point de presqu'île,

» alors Milan serait sa capitale naturelle. Encore se-
» rait-ce un grand défaut que cette ville ne pût avoir
» la ligne du Pô pour se défendre contre les invasions
» de l'Allemagne ; mais dans l'agglomération des peu-
» ples italiens, Milan ne saurait devenir sa capitale,
» étant trop rapprochée des frontières de l'invasion et
» trop éloignée des autres extrémités exposées au dé-
» barquement.

» 3^o Dans ce dernier cas, Bologne serait infiniment
» préférable, parce que dans le cas de l'invasion, les
» frontières forcées, elle aurait encore pour défense
» la ligne du Pô, et que sa position géographique, ses
» canaux la mettent en communication immédiate
» ou prompte avec le Pô, Livourne, Gènes, Civita-
» Vecchia, les ports de la Romagne, Ancône et Ve-
» nise, et qu'elle est beaucoup rapprochée des côtes
» de Naples.

» 4^o Si l'Italie finissait au royaume de Naples, et que
» partie de Naples et de la Sicile pussent venir remplir
» le vide qui la sépare de la Corse, alors seulement
» Florence pourrait prétendre à être la capitale de l'Ita-
» lie, parce qu'elle se trouverait dans une position cen-
» trale. »

On voit que Napoléon ne parle que de quatre villes,
qui, dans l'unité de l'Italie, ou dans les différentes
combinaisons par lesquelles ce pays se rapprocherait
de cette unité, pourraient devenir, l'une ou l'autre, ca-
pitales, et il est évident que les villes trop rapprochées
des extrémités est et ouest des Alpes ne peuvent entrer
en ligne de compte.

NOTE C. — LE ZOLLVEREIN (1).

Vainement, depuis quelque temps, parle-t-on beaucoup d'une association douanière italienne à l'instar du *Zollverein* ou de l'association douanière allemande. On a ouvert des négociations à ce sujet; on a même annoncé qu'une association douanière était déjà convenue en principe entre tous les États d'Italie, et qu'elle allait être bientôt réalisée. Il n'en a rien été, et il ne pouvait rien en être.

On doit avouer que cette question a été traitée avec bien de la légèreté. Car, lorsqu'on se propose de se former d'après un modèle ou un type, il faut s'attacher avant tout à bien connaître le caractère de ce même type pour voir jusqu'à quel point l'imitation en est possible. Loin de là, on n'a pas même cherché à se faire une juste idée de la situation des pays composant le *Zollverein* pour la rapprocher de l'état des contrées italiennes qu'on voulait englober dans une association pareille.

C'est là un premier point à prendre en considération, et, dans ce but, nous allons entrer dans quelques détails et présenter au lecteur le résultat des études que nous avons faites et publiées en 1847 sur le *Zollverein* dans la nouvelle *Revue encyclopédique* des frères Didot.

En 1806, la Bavière et le Wurtemberg annonçaient

(1) Voir page 28.

à la cour de Vienne leur séparation de l'empire germanique. Les liens qui avaient réuni jadis les États allemands autour d'un seul chef étaient détruits; l'ancienne confédération était dissoute et le titre d'empereur d'Allemagne supprimé. Au fond, on ne faisait que reconnaître ce qui existait en réalité depuis la réforme, depuis le traité de Westphalie, et surtout depuis les accroissements de la puissance politique de la maison de Brandebourg. L'Allemagne avait toujours cherché en vain à se former en corps de nation, et jamais elle n'en avait été plus éloignée qu'à l'époque dont nous parlons. Bien qu'elle ait eu ensuite beaucoup à souffrir des maux de la guerre, elle n'en est pas moins redevable au grand capitaine du siècle de ses premiers pas vers une position industrielle qui lui donne aujourd'hui la pensée d'un intérêt commun et qui l'anime d'un nouveau sentiment d'unité nationale. En Allemagne, comme sur toutes les autres parties du continent, Napoléon cherchait à réveiller l'industrie en lui ouvrant de nombreux débouchés à l'intérieur et en lui assurant un libre développement par l'exclusion des produits de fabrique anglaise. C'est ainsi que, ne pouvant se mesurer sur l'Océan avec l'Angleterre, il voulait l'abaisser, la vaincre en tarissant la source même où elle puisait sa richesse et sa force. Les guerres devaient cesser, les résultats de la conquête disparaître à la chute du conquérant. Mais la grande révolution économique, ébauchée sur les champs de bataille, devait durer, s'étendre et s'achever dans la paix.

La marche des événements avait été rapide et décisive; les conditions d'existence des peuples allemands avaient changé; la propriété avait subi de grandes mo-

difications ; tout faisait sentir le besoin de nouvelles garanties , de nouvelles lois, de nouvelles institutions. Il était impossible de recomposer, en 1815, la confédération germanique telle qu'elle existait encore en 1805, à la veille de sa dissolution. Il fallut accepter de nouvelles couronnes , éliminer d'anciennes souverainetés , ménager d'anciens droits qu'on ne voulait plus admettre. La réorganisation de la diète se faisait d'ailleurs sous la profonde impression des phénomènes extraordinaires qui venaient de s'accomplir ; on n'était préoccupé que de la politique extérieure, et cette disposition des esprits laissait peu de place aux questions de politique intérieure. Si l'on eût alors agité la question industrielle et commerciale , la nouvelle Diète aurait suivi l'exemple de la Diète réunie trois siècles auparavant à Nuremberg. On avait proposé, en effet, en 1552, l'établissement d'un tarif commun et d'une ligne de douanes aux frontières de l'empire. Les commissaires chargés d'examiner cette question , ne l'ayant envisagée que du côté politique , furent portés à conclure qu'aucun avantage ne pouvait résulter d'une pareille combinaison, et le projet fut abandonné.

Cependant, au milieu des préoccupations dynastiques, lors du remaniement du pacte fédératif, après la paix de 1815 , les cabinets allemands furent entraînés par la force même des choses à parler de mesures à prendre plus tard dans un intérêt commun. On peut remarquer, entre autres, l'article 18, qui accorde une sorte de droit civique fédéral aux sujets des États de la confédération, et qui promet une législation uniforme sur la liberté de la presse , législation qu'on attend encore, et sur-

tout l'article 19, où la diète se réserve de fixer les rapports des États confédérés entre eux *au point de vue du commerce* et de la navigation, en conformité des principes adoptés par le congrès de Vienne. Ce dernier article, qui n'a jamais reçu d'exécution, *a servi de point de départ aux promoteurs de l'union commerciale allemande*. Le maintien d'autant de lignes de douanes que la Confédération compte de princes souverains était réellement incompatible avec les progrès de l'industrie; onéreux pour tous, il rendait une existence économique isolée insupportable aux petits États. Il devait en résulter un mouvement de concentration, et à la longue ce mouvement ne pouvait se soutenir que par la coopération d'un grand État.

Dans cette prévision, le cabinet de Berlin établissait, en 1818, un système de douanes propre à concilier tous les intérêts. Il n'admettait aucune prohibition, il se tenait éloigné des droits trop élevés du tarif autrichien; cependant il n'abandonnait pas l'industrie indigène à la merci de la concurrence étrangère. Il proclamait en maxime un droit d'entrée équivalent à 10 pour 100 du prix des marchandises importées, mais ce droit devait se percevoir généralement au poids. Le tarif prussien ne renfermait qu'un petit nombre de divisions, dont chacune embrassait une grande variété de produits composés d'une même matière première, et qui, dans les tarifs des autres États, sont l'objet d'une longue série d'articles différemment taxés. Dans ces termes, la perception de l'impôt était extrêmement simple et facile. On évitait de nombreuses formalités de la part du fisc, de fâcheuses complications dans les écritures

de l'administration : on diminuait par conséquent les frais de recouvrement, et on épargnait aux négociants des vexations et des pertes de temps irréparables. D'un autre côté, en établissant la taxe principalement au poids, sans avoir égard à la qualité, la proportion énoncée du droit à la valeur des marchandises devenait évidemment illusoire. Le prétendu droit de 10 pour 100 se transformait en un droit prohibitif introduit en faveur des fabriques allemandes pour tous les produits qui servent à la grande consommation des classes laborieuses. Cependant une révision de tarif devait avoir lieu tous les trois ans, et par ce moyen on aurait pu successivement satisfaire aux nouveaux besoins des consommateurs, de l'industrie et du commerce. Grâce à cette législation commerciale, la Prusse parvint, par des négociations avec les États limitrophes, à renfermer dans sa ligne de douanes les fractions de territoire dont elle était entrecoupée.

A peu près à la même époque, en 1826, on voyait onze petits États, ayant ensemble une population de 800,000 à 900,000 âmes, se réunir pour l'établissement d'un système de douanes commun : ce fut l'union thuringienne ou l'association centrale. Deux ans après, la Bavière et le Wurtemberg formaient une union semblable et cherchaient, comme la Prusse, à s'assimiler les territoires enclavés dans leurs royaumes. Mais la formation de ces groupes ne faisait pas cesser les inconvénients qu'on aurait voulu éviter; elle avait même contribué à morceler davantage plusieurs petits États qui par eux-mêmes ne pouvaient se soutenir. Par exemple, dans le duché de Saxe-Weimar-Eisenach, les bailliages d'Allstatt et d'Oldisleben, enclavés dans

la Prusse, étaient soumis au tarif prussien ; l'arrondissement de l'Osthein supérieur, enclavé dans le royaume de Bavière, était assujéti au tarif bavaro-wurtembergeois. Le reste de ce petit État faisait partie de l'union thuringienne. La Prusse vint offrir à tous son système de douanes, son appui à l'intérieur, son influence auprès des cours étrangères. Ses propositions furent d'abord accueillies avec peu de faveur, et, chose remarquable, la Bavière et le Wurtemberg, qui réclamaient aujourd'hui des droits plus élevés que ceux portés au tarif prussien, fondaient alors leur refus sur la trop grande élévation de ce même tarif. Le rapprochement des États du midi de l'Allemagne et de la Prusse, désapprouvé par l'Autriche, était regardé en France comme peu probable et, dans tous les cas, peu favorable au commerce français. Le silence de la Russie fournissait à l'Angleterre un prétexte pour représenter l'union proposée comme une machination du cabinet de Saint-Petersbourg ayant pour but d'asservir l'Allemagne. Cependant la Prusse mettait le plus grand soin à montrer qu'elle n'était pas conduite par des vues ambitieuses ; elle se disait prête à sacrifier ses intérêts partiels à une prospérité commune. Enfin les associations du centre et du midi, placées entre le système modéré de la Prusse et les systèmes prohibitifs ou restrictifs de l'Autriche et de la France, n'eurent d'autre moyen de salut que d'accepter les offres du cabinet prussien. Les barrières tombèrent à l'intérieur ; 23,000,000 d'Allemands n'eurent plus qu'une seule ligne de douanes et furent appelés à en partager le revenu. Le nouveau pacte fut signé en 1834, et lorsqu'il fut renouvelé d'un consentement unanime, en 1841,

pour douze ans, le *Zollverein* fut généralement accepté comme un fait accompli. Dès lors les Allemands donnèrent carrière à leur imagination : avant deux ans tous les peuples d'Allemagne, des rives de l'Océan à celles de l'Adriatique, devaient se réunir en une grande association, et les Hongrois, les Slaves, les Italiens s'absorber dans un intérêt germanique. Cet enthousiasme avait gagné l'étranger : l'Autriche paraissait à la veille de se laisser entraîner par le torrent ; l'Angleterre ne parlait plus des machinations de la Russie ; elle voyait surgir dans le *Zollverein* une nouvelle puissance industrielle qu'elle se préparait à combattre par une série de réformes dans sa législation commerciale. En France, il n'était point question de réformes. Cependant l'œuvre du *Zollverein*, mise en doute et présentée naguère aux Chambres sous un fâcheux aspect, était maintenant élevée jusqu'aux cieux ; on y rattachait déjà l'empire autrichien, le Hanovre, les villes Anséatiques, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, et dans un temps plus éloigné, la France elle-même ! Mais au moment où l'on se perdait dans cet immense avenir, l'Allemagne revenait de ses premières illusions. Elle était ramenée sur le terrain d'une nationalité germanique pure, et même sur ce terrain elle commençait à rencontrer des obstacles imprévus qui n'ont fait que s'accroître.

Par l'accession ultérieure de différents États, depuis 1834, le *Zollverein* comptait, en 1846, plus de 28,500,000 d'habitants. Les revenus des douanes avaient presque doublé et s'élevaient à plus de 95 millions de francs, tandis que les frais de perception avaient diminué. Cependant les adversaires du *Zollve-*

rein soutenaient que cet excédant de revenus était un impôt levé par l'industrie sur le peuple. Cette objection était facile à réfuter, mais il s'y joignait d'autres questions délicates que les hommes d'État prussiens ne touchaient qu'en passant et avec la plus grande réserve.

En effet, un corps représentant 28,000,000 d'âmes, et n'ayant qu'une existence conventionnelle et très limitée; un corps stipulant des traités avec les puissances étrangères, et ne pouvant néanmoins évidemment s'engager pour une époque qui dépasserait le terme fixé par un pacte fondamental, est un phénomène unique dans l'histoire de l'Europe. On a senti que le renouvellement de ce pacte, pendant un certain nombre d'années seulement, reproduirait tous les inconvénients qui se rattachent à un état précaire, et compromettrait le sort de l'Allemagne : on a donc proposé que le Zollverein soit déclaré permanent et que le congrès ait une résidence fixe. Mais la réalisation de ce vœu dut naturellement rencontrer de grands obstacles, car elle touche à une question brûlante, à la grande question de la souveraineté.

Toute association demande nécessairement un sacrifice plus ou moins considérable de la volonté individuelle à une volonté commune. Dans le Zollverein, ce sacrifice n'a été consenti qu'à titre d'essai pendant un temps déterminé et très court. Dès qu'il s'agit de le convertir en un engagement perpétuel, dès qu'un État se trouve tellement lié qu'il perd à jamais la faculté de se détacher de l'union, la question de souveraineté devient infiniment plus grave. Voici ce que l'on aurait imaginé pour la résoudre, moyen-

nant l'adoption d'un nouveau projet de constitution.

On prétend que la souveraineté de chaque État, grand et petit, resté intacte, lorsque les résolutions sont prises à l'unanimité des suffrages. Dans tout ce qui tient *essentiellement* au but du Zollverein, il faut, dit-on, que chaque État soit souverain, et il ne peut l'être qu'en demeurant libre d'écarter par sa voix toute décision contraire à ses vues. Cependant s'il pouvait repousser de la même manière tout *moyen d'exécution*, le Zollverein se trouverait paralysé dans sa marche; il faut donc, en ce qui concerne *l'exécution*, que toutes les questions soient décidées à la pluralité des voix. Mais d'abord les cas où l'on admet la pluralité ne nous paraissent pas moins frapper le droit de souveraineté que ceux où l'unanimité continuerait à être exigée. S'agit-il de désigner les matières impposables, de déterminer la qualité de l'impôt, de faire des lois pénales? Ce sont là, dit-on, *des moyens d'exécution*; mais ne rentrent-ils pas évidemment dans les attributs essentiels de la souveraineté? D'ailleurs l'unanimité des suffrages, qui garantit la souveraineté d'un État, est elle-même une atteinte à la souveraineté des autres États; car, sous la loi de l'unanimité, un petit État d'une centaine de mille âmes peut résister à la souveraineté de vingt-cinq autres États, et empêcher une résolution conforme à l'intérêt commun d'une population de 28,000,000 d'âmes.

Au surplus, l'intégrité du droit de souveraineté ne dépend pas seulement de la manière de prendre les voix. Au milieu d'une civilisation fondée sur le travail et la libre industrie de l'homme, ce droit se résume principalement dans la faculté d'établir, d'augmenter

ou de réduire l'impôt. C'est de l'impôt qu'on tire aujourd'hui le revenu nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre public, la protection des personnes et des propriétés, enfin l'existence même du corps politique. Or, les États allemands sont forcés d'un côté par la Confédération d'entretenir un nombre déterminé de soldats, et par conséquent de s'imposer à cet effet bon gré mal gré. D'un autre côté, ils doivent s'en tenir aux taxes adoptées par le Zollverein, sans qu'ils puissent les modifier selon les circonstances; et ce n'est pas seulement pour le tarif des douanes, mais pour tout impôt qui peut entraver l'industrie et le commerce, c'est-à-dire pour toute sorte d'impôts. On pose en principe que, dans tous les cas où il s'agit de favoriser les progrès économiques de l'Allemagne, le Zollverein *ne doit pas hésiter à intervenir même dans le système des contributions indirectes des divers États associés*. Entre deux corps qui tendent à absorber directement ou indirectement le droit de l'impôt, que devient donc la souveraineté d'un État pris isolément?

Encore, on a représenté le Zollverein comme un obstacle au développement du système représentatif. On a répondu à cela qu'il faut donner au Zollverein lui-même une véritable représentation. Ce n'est aujourd'hui, à la vérité, qu'une réunion diplomatique composée des commissaires et des plénipotentiaires des gouvernements associés. Pour en faire un corps parlementaire, il faudrait que la représentation eût lieu, soit par une délégation de députés choisie dans les chambres des États constitués, soit directement par une élection générale populaire. Dans ce dernier cas,

vu la situation de l'Allemagne, on aurait peut-être à s'occuper d'une question toute neuve dans les fastes constitutionnels : celle de l'éligibilité d'un prince qui, par le choix de son peuple, serait nommé député auprès du Zollverein.

Mais arriverait-on à vaincre toutes les difficultés ; l'association allemande parviendrait-elle à se modifier, à se déclarer permanente, à se constituer définitivement, qu'elle ne serait pas encore sûre de vivre et de durer. Il y a d'autres questions à résoudre.

Le Zollverein se trouve en présence de la Confédération germanique. Les membres du Zollverein sont aussi membres de cette Confédération, et cependant l'Association douanière, présidée par la Prusse, et la Confédération présidée par l'Autriche, ne se montrent pas animées des mêmes sentiments. C'est qu'en effet il ne peut pas y avoir une Allemagne politique d'un côté et une Allemagne économique de l'autre. Un sentiment d'unité nationale ne pourra jamais prévaloir en Allemagne tant que durera la séparation de deux choses de leur nature essentiellement inséparables. Mais, dit-on, il faut avant tout que le Zollverein soit définitivement constitué, il pourra subir ensuite une nouvelle métamorphose et s'identifier ainsi avec la Confédération ; s'il reste imparfait, il périra avant qu'il ait pu remplir sa mission, et ce sera pour l'Allemagne un immense malheur.

En effet, le Zollverein ne touche pas à l'Océan germanique, et il ne peut évidemment se consolider que par l'union des provinces maritimes du nord de d'Allemagne. Ainsi les villes libres, Brême et Hambourg, le Hanovre, l'Oldenbourg, le Mecklembourg.

le Holstein, sont invités à tendre la main à leurs frères au nom de la patrie allemande. Mais il n'est pas facile de régler les conditions entre un pays essentiellement maritime et commercial et un pays méditerranéen où l'on veut élever les manufactures au premier rang. De puissants intérêts qui dérivent de la position même de chaque contrée ont dû naître, se développer et créer successivement de nouveaux obstacles à l'union ardemment désirée. On a essayé d'abord en vain d'offrir aux États maritimes des primes sur la répartition du revenu général. Ensuite on a prétendu que pour amener l'accession du Hanovre, le Zollverein n'aurait qu'à dresser un acte de navigation et à introduire des droits différentiels. Mais on a oublié que c'est naturellement aux États maritimes eux-mêmes qu'appartient l'initiative des lois de navigation, et non pas au Zollverein, qui ne possède d'autres ports que ceux de la Prusse sur la Baltique. On a également oublié qu'il existe actuellement dans les provinces maritimes de l'Allemagne une flotte marchande, comparativement beaucoup plus florissante que celle de plusieurs autres États possédant un vaste littoral. En voici la preuve :

La France reçoit chaque année plus de neuf cents navires, jaugeant cent cinquante mille tonneaux, de la Prusse, du Hanovre, des villes Anseatiques, du Mecklembourg, États où il n'y a point de droits différentiels ; et la France, où ces droits n'ont cessé d'être en vigueur, n'occupe dans ses rapports avec l'Allemagne que deux cent cinquante navires environ, jaugeant moins de dix-neuf mille tonneaux. Quoi qu'il en soit, on ne saurait prévoir que, dans l'état présent des choses, le Zollverein puisse prochainement arriver jusqu'aux rives de l'Océan.

L'accession de l'Autriche pourrait procurer au Zollverein une communication avec la Méditerranée ou l'Adriatique, par Trieste. On a exagéré l'importance de cette communication pour l'Allemagne. Cependant, toute exagération à part, le Zollverein gagnerait sans doute beaucoup à l'accession autrichienne. Mais ici il y a une difficulté insurmontable. L'Autriche ne possède pas elle-même cette unité qui fait la base de l'association allemande. La grande ligne des douanes de l'empire autrichien ne comprend ni les terres hongroises, ni les territoires placés à proximité du littoral de l'Adriatique, où se trouvent les ports francs, ni la Dalmatie qui a son tarif particulier, et ces trois divisions embrassent plus de la moitié des habitants de cet empire. En outre, les provinces italiennes dominées par l'Autriche, bien que comprises dans la ligne des douanes, n'en sont pas moins évidemment étrangères à la nationalité allemande, et sont nécessairement en dehors du système commun propre à cette nationalité. Enfin, indépendamment du peu d'analogie qui existe entre les principes politiques et économiques de l'Autriche et ceux du Zollverein, les différentes parties de la monarchie autrichienne offrent les extrêmes de la civilisation et ne comportent pas un seul et même régime. On ne peut faire disparaître d'un trait un grand nombre d'usages, de coutumes, d'anciens statuts, d'anciennes traditions, d'anciens préjugés, et délivrer l'industrie et le commerce intérieur de tout ce qui les gêne et les entrave; et c'est pourtant là le but et la condition essentielle de l'existence même du Zollverein. L'accession de l'Autriche est donc, moralement parlant, impossible. On commence d'ail-

leurs à comprendre, en Allemagne même, qu'elle porterait des éléments hétérogènes au sein du Zollverein, dont le caractère germanique serait altéré : ce serait plutôt une pomme de discorde qu'un gage d'union.

On sent que dans la famille des États européens l'Autriche n'occupe pas une place nettement déterminée. On voudrait la rattacher un peu à l'Italie, un peu à l'Allemagne, et comme l'Italie est en cause, et qu'on parle d'un Zollverein italien, nous citerons à ce propos un curieux passage de la *Revue de Tübingue* (1847) : « Entre l'Allemagne et l'Italie, l'Autriche » serait appelée à faire partie elle-même tant du Zoll- » verein allemand que du Zollverein italien. Elle en » occuperait le centre ; elle en cimenterait les rap- » ports en répandant sur les deux pays sa bienfaisante » influence. Alors, en considérant la position occu- » pée des deux côtés des Alpes, vers le nord par les » États de l'Allemagne méridionale et les provinces » autrichiennes voisines, vers la Méditerranée par » les États sardes, il devient évident que les trois » grandes associations pourraient former, sans aucun » danger pour leur indépendance, une étroite liaison » entre elles, s'assurer réciproquement les moyens de » satisfaire à leurs besoins et à leurs intérêts commer- » ciaux, et relever l'Europe centrale au rang qui lui » appartient dans le commerce du monde. » Si l'on veut se convaincre de l'impossibilité de réaliser ces combinaisons, on n'a qu'à se représenter, dans un tableau comparé, la situation actuelle respective de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie.

On vient de voir que les principales questions relatives à l'existence et au développement du Zollverein

sont loin d'être résolues. Tout semble tourner contre lui, à mesure qu'il approche du terme fatal. Il demeure incomplet dans sa forme extérieure, inachevé dans son organisation. Des levains de discorde fermentent dans son sein ; il compte parmi ses membres mêmes des adversaires influents, qui cherchent à le miner, et des amis peut-être plus redoutables encore, qui en déplorent déjà la triste destinée et le regardent comme à demi dissous. Au milieu des débats, des craintes et des espérances dont il est l'objet, on ne cesse de se répéter que *le Zollverein aura cessé d'exister en 1854*, et l'on se demande avec une pénible anxiété où sont les garanties de son renouvellement.

Quoi qu'il en soit, le Zollverein est le résultat de circonstances toutes particulières à l'Allemagne. On en méconnaît la nature lorsqu'on le représente comme une machine de finance qui ne doit fonctionner que dans un but économique. Plus les écrivains allemands s'efforcent de l'envisager sous ce point de vue, plus ils sont ramenés, malgré eux, aux questions politiques dont ils voudraient éviter la discussion.

Enfin, si le Zollverein ne peut pas encore être regardé comme une institution durable, cependant qu'il se maintienne, s'achève et se constitue définitivement, ou bien que, phénomène social transitoire, il tombe, il disparaisse, il n'en aura pas moins servi à favoriser en Allemagne la formation progressive d'une puissance économique homogène. Et cette puissance, mise ainsi en mouvement, ne s'arrêtera que lorsqu'elle sera parvenue à se combiner, sous une forme quelconque, avec un pouvoir politique également homogène.

Telle est l'association dont les Allemands nous don-

nient l'exemple. Cet exemple néanmoins ne pourrait être bon à suivre pour l'Italie qu'autant qu'elle se trouverait dans des circonstances analogues à celles de l'Allemagne. Mais il n'y a guère d'autre rapport d'analogie entre ces deux pays que celui de leur division en plusieurs fractions politiques. A tout autre égard, il y a une grande différence entre eux.

D'abord les divers États de l'Allemagne sont répartis sur une vaste surface toute continentale, ayant dans sa largeur, comme dans sa longueur, un point central assez également rapproché de toutes ses extrémités. Ici un système commun de douanes entre plusieurs États peut avoir de grands avantages pour chacun et pour tous. Au contraire, en Italie, les États compris dans la Péninsule proprement dite se détachent du continent italien et se prolongent entre deux mers sur une ligne ayant seulement 40 à 50 lieues de largeur sur 200 lieues de longueur. Par cette singulière configuration, chacun des États placés dans la Péninsule a vu naître et grandir dans sa propre sphère, et par la nécessité même de sa position physique et géographique, des intérêts spéciaux qui ne sont guère conciliables avec les intérêts de l'Italie vraiment continentale. L'adoption d'un système économique commun entre ces États divers sera donc extrêmement difficile, sinon impossible, à réaliser, tant que ces diverses existences politiques séparées se maintiendront. Elle ne pourrait être que l'effet de l'union de l'Italie tout entière en un seul État; car il y aurait alors compensation pour tout le monde dans la fusion de tous les intérêts en un seul intérêt général unitaire.

D'ailleurs, au point de vue économique, l'industrie

des manufactures est plus également répandue aujourd'hui dans les diverses parties de l'Allemagne qu'elle ne l'est sur les différents points de l'Italie, et par suite de cette seule circonstance, un système uniforme de douanes portant un seul et même tarif aux frontières extérieures ne pourrait pas produire les mêmes effets dans l'un comme dans l'autre pays.

Enfin, au point de vue politique, le morcellement de l'Allemagne ne provient pas des mêmes causes et n'a pas le même caractère que le morcellement de l'Italie. En Allemagne, les peuples, leurs chefs, les forces dont ces chefs peuvent disposer, tout y est germanique. Dès lors on conçoit une association douanière qui, toute chimère à part, ne peut être aujourd'hui qu'une association nationale. En Italie, au contraire, tout ce qui est italien est soumis à un pouvoir ou à une influence qui vient du dehors. Les dominateurs, les armées sur lesquelles ils s'appuient pour maintenir directement ou indirectement leur domination, tout y est étranger.

La différence entre les deux pays est donc telle que, tout en marchant l'un et l'autre vers l'unité nationale, ils ne peuvent y arriver que par des chemins divers. L'Allemagne semble destinée à parvenir à l'unité politique par l'unité économique ; tandis que l'Italie ne saurait atteindre à l'unité économique que par l'unité politique. Et l'unité politique ne peut être pour l'Italie que le résultat de la conquête de son indépendance.

La Haute-Italie, qui ne forme qu'une seule vallée, exigerait sans doute un seul système de douanes, un seul tarif aux frontières extérieures. Mais par suite des événements et par les décisions mêmes du congrès de Vienne, ce pays se trouve divisé en deux grandes sec-

tions : l'une gouvernée par la maison d'Autriche ou par les princes de cette maison, l'autre par le roi de Sardaigne. Si l'étranger venait à s'effacer, la Haute-Italie aurait d'abord l'unité politique, et par conséquent l'unité économique en sortirait. Mais dans les circonstances présentes, une association douanière vraiment nationale devient impossible ; et une association douanière avec l'Autriche transplanterait les intérêts italiens au delà des Alpes, et dépasserait ainsi, au préjudice de l'Italie, les limites naturelles que la Providence a fixées à la nationalité italienne.

Si des circonstances favorables se présentaient encore pour renouveler la lutte de l'indépendance, on pourrait facilement former entre l'Italie du Midi et l'Italie du Nord une confédération politique ou une alliance défensive contre les agressions de l'étranger. Mais si l'on venait à discuter prématurément les bases d'une association de douanes semblable à celle du Zollverein pour l'Italie tout entière, on verrait surgir de grandes et nombreuses difficultés, dont chacune, la seule question, par exemple, du mode de répartition du revenu général, pourrait devenir une source nouvelle de collisions, de troubles, de discorde, et par conséquent, d'asservissement.

NOTE D. — EXPÉDITION D'ANCONA EN 1831 (1).

En 1831, les Belges voyaient arriver chez eux une armée française pour soutenir la cause de l'indépendance belge contre les Pays-Bas, qui invoquaient en leur faveur les traités de 1815. Les Italiens, moins heureux que les Belges, ne voyaient se multiplier en

(1) Voir page 83.

Italie que les baïonnettes allemandes. Le cabinet de Vienne donnait aux traités de 1815 une latitude d'interprétation contraire aux principes du droit commun de l'Europe, et il employait ses armées, d'un bout à l'autre de la Péninsule, à étouffer dans les États italiens tout mouvement populaire.

Le comte Sébastiani avait dit, en 1822, à la chambre des députés : « La France ne saurait voir sans inquiétude l'Italie occupée par l'Autriche, et elle doit faire ses efforts pour que cette presque-île retrouve son indépendance. » Le député de 1822, M. le comte Sébastiani lui-même, devenu ministre en 1831, soutenait que la France n'avait alors aucun intérêt à s'opposer à l'intervention armée autrichienne en Italie.

Cependant, au point de vue des intérêts français, et pour contre-balancer, disait-on, l'influence autrichienne, on se détermina à faire une expédition militaire dans les États romains. Le gouvernement pontifical ne voulait pas y consentir. L'Autriche, on peut le croire, ne voyait pas cela de bon œil ; cependant elle finit par ne pas s'y opposer. Dès lors le souverain pontife consentit à ce que Civita-Vecchia fût temporairement occupé par un corps d'armée français. Mais, au lieu de Civita-Vecchia, les Français se saisirent d'Ancône.

Dans la convention relative à cette occupation, il fut stipulé que tous les frais de l'expédition seraient, sans réserve, à la charge de la France ; que lorsque les Autrichiens quitteraient Bologne, les Français, de leur côté, évacueraient Ancône ; que, pendant leur séjour dans cette ville, ils ne s'y mêlèrent point d'affaires politiques ; qu'ils n'y feraient point de fortifications, et qu'ils détruiraient celles qu'ils pourraient avoir faites.

Huit ans après, en 1840, les Autrichiens ayant quitté Bologne, les Français, d'après la convention précitée, durent quitter Ancône.

On a voulu attribuer, dans le temps, à la position d'Ancône une importance militaire peut-être exagérée, surtout par rapport à la France. En effet, la possession d'Ancône peut avoir une importance plus ou moins grande pour une puissance étrangère, selon la situation relative de cette même puissance.

En 1797, par exemple, le général Bonaparte raisonnait en grand capitaine et en homme d'État, lorsqu'il signalait au gouvernement français l'importance de la place d'Ancône. La possession de cette place aurait servi à lui faciliter l'exécution de ses projets sur l'Orient, et elle aurait assuré en même temps la domination de l'Adriatique à la France. Ces vues étaient justifiées, en 1797, par la situation politique de l'Italie et de l'Europe; mais elles ne pouvaient pas entrer dans l'esprit du gouvernement français en 1831. A cette dernière époque, la France, concentrée dans ses limites naturelles et en paix avec toutes les puissances, ne pouvait nourrir des projets de conquête, ni songer à la domination de l'Adriatique. D'ailleurs le général Bonaparte entendait parler d'une acquisition permanente et sans conditions, tandis qu'il ne s'agissait, en 1831, que d'une simple occupation temporaire et conditionnelle.

Enfin, n'envisageant que la question purement militaire, on ne pouvait prévoir, en 1831, que l'occupation actuelle d'Ancône pût être de quelque utilité à la France, à moins que la guerre n'eût éclaté entre elle et l'Autriche, dans l'intervalle qui devait s'écouler du moment où l'occupation avait commencé

jusqu'au moment où elle devait cesser par suite des traités. Mais dans cette hypothèse même, la division d'Ancône se serait trouvée d'abord trop éloignée du théâtre de la guerre pour pouvoir favoriser les opérations d'une armée française qui aurait rencontré l'ennemi au passage des Alpes. Les combats décisifs se seraient livrés comme toujours dans la Haute-Italie. Si le sort se fût ici montré favorable aux armes de la France, les Français se seraient bientôt rendus maîtres de l'Italie sans difficulté. S'il en eût été autrement, il leur aurait fallu repasser les Alpes, et alors que serait devenu un corps français placé si loin de la France, sur un point isolé, entouré d'ennemis ? Il est évident que, voulant faire une diversion utile, on aurait eu à choisir sur les côtes de l'Italie un point plus rapproché du Piémont et de la Lombardie que celui d'Ancône.

Maintenant, bien que l'occupation française d'Ancône, en 1831, et l'évacuation de cette place en 1840 appartiennent à l'histoire, néanmoins la nature même du sujet nous a paru exiger quelques explications. Du reste, nous n'avons voulu rappeler ces faits qu'au point de vue qui nous occupe et pour constater que l'expédition d'Ancône, faite à un point de vue tout différent, n'a pu donner, ni dans son principe ni dans ses conséquences, aucun résultat favorable à la cause de l'indépendance italienne.

**NOTE E. — EXPÉDITION DE CIVITA-VECCHIA
EN 1849 (1).**

Les commotions survenues si inopportunément l'année dernière (1848), à Florence et à Rome, de-

1) Voir page 83.

vaient être fatales à toute l'Italie. C'est à ces commotions que se rattache la récente expédition française à Civita-Vecchia. L'Autriche, l'Espagne et Naples ont coopéré avec la France au rétablissement du pouvoir temporel du souverain pontife. Cependant le cabinet français n'en a pas moins ouvertement déclaré que, par l'expédition de Civita-Vecchia, il avait aussi principalement en vue de contre-balancer l'influence autrichienne dans la Péninsule. Ce but avoué est le même que celui de l'expédition d'Ancône en 1831. C'est toujours au point de vue seulement des intérêts français, et l'indépendance de l'Italie est toujours hors de cause. Sous ce rapport, nous n'avons donc rien de plus à dire de l'expédition de Civita-Vecchia que ce que nous avons dit dans la note précédente sur l'expédition d'Ancône. Nous remarquerons seulement que la place d'Ancône se trouve aujourd'hui dans les mains des Autrichiens, et que la possession de cette place peut assurer complètement à l'Autriche la domination de l'Adriatique que le général Bonaparte voulait assurer à la France. Du reste, quant à ce qui se passe en ce moment même dans les provinces italiennes, comme partout ailleurs, il est d'autant plus difficile d'en apprécier la portée, que les événements sont représentés avec passion et avec prévention, sous différentes couleurs, par les différents partis. Au milieu d'une agitation européenne qui n'est pas encore calmée, la vérité ne pourra se faire jour que plus tard.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE I. — L'Italie avant la révolution de 1789.	1
CHAPITRE II. — L'Italie pendant et après la révolution, jusqu'à la paix de 1815.	4
CHAPITRE III. — Vues des puissances alliées sur l'Italie. — Déci- sions des congrès de Vienne. — Traités de 1815.	5
CHAPITRE IV. — La réunion de Gènes au Piémont et ses con- séquences.	10
CHAPITRE V. — L'Italie sous l'influence des décisions du congrès de Vienne.	16
CHAPITRE VI. — Première condition essentielle de l'indépen- dence de l'Italie.	20
CHAPITRE VII. — Une question de prévoyance pour l'Autriche.	27
CHAPITRE VIII. — L'insurrection et la guerre.	36
CHAPITRE IX. — La politique intérieure.	43
CHAPITRE X. — La politique extérieure.	55
CHAPITRE XI. — Suite. — La médiation. — Les conférences di- plomatiques.	68
CHAPITRE XII. — Moyens de salut.	81
CHAPITRE XIII. — Suite. — Moyens de salut.	92
CHAPITRE XIV. — Suite. — Moyens de salut. — Conclusion.	102
CHAPITRE XV. — Événements survenus.	117

APPENDICE.

<i>Note A.</i> — Affaire de Gènes en 1814.	141
<i>Note B.</i> — La capitale.	148
<i>Note C.</i> — Le Zollverein.	151
<i>Note D.</i> — Expédition d'Ancône en 1831.	168
<i>Note E.</i> — Expédition de Civita-Vecchia en 1849.	171



ANNONCES.

LE SPECTATEUR MILITAIRE.

JOURNAL

de Science, d'Art et d'Histoire militaires.

Paraissant par cahier de 7 à 8 feuilles d'impression,
AVEC BRANCHES.

Prix de l'abonnement

POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS.

30 francs par an. — 18 francs pour six mois.

POUR L'ÉTRANGER

48 francs par an. — 20 francs pour six mois.

STATISTIQUE MILITAIRE, ou Recherches sur l'organisation et les institutions militaires des puissances européennes, par le lieutenant-colonel d'état-major Huillot. — 1^{er} volume, embrassant les statistiques de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, et des divers États de l'Allemagne. Un fort volume in-8. Prix : 12 fr.

STATISTIQUE MILITAIRE DES ÉTATS SAARÉS, par le major Henri de Gémontgani, de l'état-major général allemand. Formant la 1^{re} partie du 2^e volume des statistiques militaires. Prix : 4 fr.





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

